

DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

6 - Annexes

Ouverture d'une carrière de sables et de graves

Département de la Gironde (33) – Commune de Gours





PIECE 1 - MAITRISE FONCIERE





264301

Volume : 2018P

N° de répertoire : 157

N° 4878

Publié par Tele@ctes et enregistré le 10/07/2018

Au service de la publicité foncière de LIBOURNE

Notes

Droits :

842.00 €

Taxe 879 CGI :

15.00 €

TOTAL :**857.00 €**

Service de la publicité foncière :

HURET Sylvain

264301

HL/SQ/

**L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT, le vingt juin pour le vendeur et
LE VINGT NEUF JUIN pur l'acquéreur
A VELINES en l'étude**

**Maître Henri LEONARDON-LAPERVENCHE, Notaire à VELINES
(Dordogne), 2 Route de Saint Vivien, soussigné,**

**A reçu le présent acte de vente à la requête des parties ci-après
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Monsieur Gerard Gustave Germain **DURAND**, agriculteur, et Madame Marie-Rose Mireille **MARIGEAUD**, agricultrice, son épouse, demeurant ensemble à GOURS (33660) 53 Gousseau Nord.

Monsieur est né à SAINT-HELLIER (76680) le 27 novembre 1943,

Madame est née à NEUVIC (24190) le 17 mai 1944.

Mariés à la mairie de NEUVIC (24190) le 9 juillet 1973 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

ACQUEREUR

La Société dénommée **CARRIERES DE THIVIERS**, Société anonyme à directoire au capital de 226.310,00 €, dont le siège est à PARIS 8ÈME ARRONDISSEMENT (75008), 57 rue Pierre Charron, identifiée au SIREN sous le numéro 308393354 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

QUOTITES ACQUISES

Les CARRIERES DE THIVIERS acquiert la pleine propriété des **BIENS** objet de la vente.

PREAMBULE

Les présentes ont été librement négociées entre les parties. Il constitue un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110 alinéa 1 du code civil

Par la signature des présentes, les parties reconnaissent que le notaire soussigné les a informé et leur a expliqué leur obligation de s'échanger les informations déterminantes de leur consentement au sens de l'article 1112-1 du code civil, c'est-à-dire de donner toutes les informations que l'un connaît et que l'autre ne connaît pas et qui pourrait entraîner la non réitération de l'acte

Les parties reconnaissent également qu'il n'y a pas eu de modifications notables entre l'avant contrat et les présentes.

Les parties déclarent faire leur affaire personnelle des circonstances imprévisibles dont elles acceptent les risques par dérogation à l'article 1195 du code civil

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Gerard DURAND et Madame Marie-Rose MARIGEAUD, son épouse, sont présents à l'acte.

- La Société dénommée CARRIERES DE THIVIERS est représentée à l'acte par à l'acte par Madame Sandrine QUINSENAC clerc de notaire demeurant à VELINES ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu d'une procuration en date du 27 juin 2018 consentie par Monsieur Xavier OTERO président du directoire de la société CARRIERES DE THIVIERS,

Monsieur OTERO ayant lui-même pouvoir à l'effet des présentes en vertu des statuts.

Pour la signature des présentes, les parties autorisent, expressément le notaire soussigné à les représenter conformément à l'alinéa 2 de l'article 1161 du code civil pour tous actes, diligences et formalités nécessaires à la formation et la validité des présentes

Cette autorisation vaut ratification expresse de tous les actes, diligences et formalités antérieurs aux présentes

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes et elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile, siège, état civil, capital, numéro d'immatriculation, sont exactes.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement ou seulement conjointement, du passif social, ce délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912).
- Qu'elles ne sont concernées :
 - Par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes.

- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.
- Et pour l'acquéreur spécialement qu'il n'est, ni à titre personnel, ni en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-19 5 bis du Code pénal.
- Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes morales par aucune demande en nullité ou dissolution.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant le VENDEUR :

- Extrait d'acte de naissance.
- Carte nationale d'identité.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant l'ACQUEREUR :

- Extrait K bis.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Les mots "**BIEN**", "**BIENS**" ou "immeuble" désignera le ou les immeubles objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**meublier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les immeubles et vendus avec ceux-ci.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, la pleine propriété du **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

Commune de GOURS (GIRONDE) 33660 Lieu-dit La Font du Figuier.

Une parcelle de terre

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZC	140	La Font du Figuier	03 ha 46 a 80 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

IDENTIFICATION DES MEUBLES

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

USAGE DU BIEN

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** est actuellement à usage rural.
L'**ACQUEREUR** entend conserver cet usage.

EFFET RELATIF

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 30 juin 2000 publié au service de la publicité foncière de LIBOURNE le 30 juin 2000 volume 2000R8, numéro 81.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.
Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

L'**ACQUEREUR** a payé le prix comptant ce jour ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'office notarial dénommé en tête des présentes au **VENDEUR**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

DESISTEMENT DE PRIVILEGE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le **VENDEUR** se désiste de tous droits de privilège de vendeur et action résolutoire, même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et ce pour quelque cause que ce soit.

PUBLICATION

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de LIBOURNE.

L



PIECE 2 – CONFORMITE AUX ARRETES DE PRESCRIPTIONS





Arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

Article 1 : Sans objet.

Article 2 : Sans objet.

Article 3 : Sans objet.

Article 4 : 2 piézomètres seront mis en place sur le site de Gours. Ces ouvrages permettront un suivi des eaux souterraines (qualité et quantité). Les piézomètres seront implantés conformément à la réglementation. Ils seront équipés d'un tubage de 50 cm minimum au-dessus du terrain naturel, sur dalle béton. Les piézomètres seront équipés d'un cadenas permettant de les protéger.

Article 6 : Sans objet.

Article 5/7/8/9 : Les ouvrages seront des piézomètres destinés au suivi des eaux souterraines. Aucun prélèvement d'eau, autre que l'échantillonnage pour analyse qualité, ne sera réalisé sur ces ouvrages.

Article 10 / 11 : L'exploitant tiendra à jour, et à disposition de l'administration, les suivis réalisés sur les piézomètres. Les ouvrages seront entretenus autant que nécessaire.

Article 12 : En dehors des interventions de suivi de la nappe, les piézomètres seront fermés et cadenassés.

Article 13 : Sans objet.

Article 14 : Les piézomètre seront accessibles, après passage par l'accueil du site de Moulin-Neuf, aux agents chargés du contrôle.

Article 15 : Sans objet.

Article 16 : Sans objet.

Article 17 : Sans objet.

Article 18 : Sans objet.

Article 19 : Sans objet.

Arrêté du 9 juin 2021 fixant les prescriptions techniques générales applicables aux plans d'eau, y compris en ce qui concerne les modalités de vidange, relevant de la rubrique 3.2.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1 du code de l'environnement

Article 1 : Sans objet.

Article 2 : Sans objet.

Article 3 : Aucune opération de vidange ne sera réalisée sur le plan d'eau.

Article 4 : L'exploitation, et la création d'un plan d'eau, prennent place sur un terrain accueillant une zone humide (critère végétation et pédologie). A noter que cette zone humide est issue d'une topographie plane, d'un sol imperméable (limons) et d'une alimentation par les eaux pluviales. Elle ne présente ainsi pas d'intérêt notable en terme d'hydrologie ou de géochimie. Cependant, la présence ponctuelle de flaques engendre un enjeu écologique. En effet, celles-ci sont utilisées par des amphibiens.

Une partie de la zone humide identifiée est en dehors de la zone d'extraction (évitement). La surface impactée sera de l'ordre de 1,06 ha. Une compensation sera réalisée. De plus, le projet de remise en état prévoit la reconstitution partielle de cette zone humide avec des aménagements permettant de la valoriser.

Article 5 : Le projet est en dehors du lit mineur et du lit majeur.

Article 6 : Sans objet.



Article 7 : Sans objet.

Article 8 : Aucun prélèvement ne sera réalisé dans le plan d'eau. Celui-ci sera temporaire (moins de 8 ans) et issu de l'exploitation en carrière des terrains.

Article 9 : Sans objet.

Article 10 : Sans objet.

Article 11 : Le plan d'eau sera temporaire. Une mesure est prévue afin de lutter contre le développement de plantes invasives sur le site.

Article 12 : Sans objet (pas d'empoissonnement prévu).

Articles 13, 14 et 15 : Le plan d'eau sera issu de l'exploitation en carrière du site. Cette activité est soumise à autorisation environnementale. L'exploitant informera la DREAL du démarrage et de la fin de l'activité sur le site.

Article 16 : Sans objet.

Article 17 : Sans objet.

Article 18 : Sans objet.

Article 19 : Sans objet.

Article 20 : Sans objet.

Article 21 : Aucune opération de vidange ne sera réalisée. Le plan d'eau sera issu de la mise à nue de la nappe. La nappe continuera à s'écouler naturellement.

Article 22 : Le plan d'eau sera en constante évolution durant les 8 années d'activité : ouverture puis fermeture progressive. L'exploitant maintiendra la carrière propre et limitera le développement de la végétation en bordure de plan d'eau.

Article 23 : Des mesures sont prises pour maîtriser le risque de pollution du plan d'eau et de la nappe (absence de stockage de produits polluants, faible nombre d'engin, procédure stricte d'acceptation des matériaux extérieurs...). En cas d'incident, des mesures d'intervention sont également prévues (kit anti-pollution, enlèvement des terres souillées). Les piézomètres qui seront mis en place en amont et en aval permettront de suivre la qualité des eaux.

Article 24 : Sans objet.

Article 25 : Sans objet.

Article 26 : Sans objet.

Article 27 : Sans objet.

Article 28 : Sans objet.

Arrêté du 24 juin 2008 précisant les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement

Cet arrêté présente les critères de définition et de délimitation des zones humides. Ceux-ci ont été pris en compte dans l'étude d'impact. Ainsi, la zone humide identifiée sur le site l'a été par critère de végétation et par critère pédologique.



PIECE 3 – KBIS ET CAPACITE FINANCIERES ET TECHNIQUES





I. PRESENTATION DE LA SOCIETE

La société SA CARRIÈRES DE THIVIERS a été créée en 1936. Son cœur de métier est l'extraction de granulats.

Depuis 85 ans, CARRIÈRES DE THIVIERS produit des granulats de qualité éruptifs, calcaires et alluvionnaires. Centrée sur la Dordogne, l'activité de CARRIÈRES DE THIVIERS, et ses filiales, s'est développée à travers plusieurs structures complémentaires, créées au fil des années au plus près des bassins de consommation, notamment Calcaires et Diorites du Périgord et Bétons Contrôlés Périgourdiens.

A travers le positionnement de ses sites, **la société souhaite favoriser un approvisionnement en ressources naturelles de proximité, en s'inscrivant dans des circuits courts, favorables au développement durable des territoires.**

Les caractéristiques principales de la société sont présentées ci-dessous.



Société	SA CARRIÈRES DE THIVIERS
Siège social	57 rue Pierre Charron 75 008 PARIS
Siège administratif	Les Planeaux 24 800 THIVIERS
Forme juridique	SA à Directoire et Conseil de Surveillance
N° SIRET siège	308 393 354 00011
Nom et qualité du signataire	M. Xavier OTERO - Président du directoire
Nationalité	Française
Téléphone	05 53 55 35 35

II. L'IMPLANTATION DE LA SOCIETE

Actuellement, la société CARRIÈRES de THIVIERS et ses filiales disposent d'une trentaine de sites :

- 4 carrières de roche dure (grès à Thiviers, gneiss à St-Yrieix-la-Perche, diorite à Dussac et Paulinet) ;
- 8 carrières de roche calcaire (Borrèze, Lamonzie-Montastruc, Limeyrat, Paussac-et-St-Vivien, Plaisance, Savignac-les-Eglises, St Martial-de-Valette et Villeneuve-sur-Vère) ;
- 6 gravières (Lamothe-Montravel, Moulin Neuf, Vélignes, St Antoine-de-Breuilh, Brens, Lisle/tarn) ;
- 4 sablières (Cercoux, St Méard-de-Gurçon, Liorac-sur-Louyre et Castelnau-de-Montmiral/Lisle-sur-Tarn) ;
- 7 plateformes de négoce (4 en Dordogne, 2 en Gironde et 1 dans le Tarn) ;
- 5 centrales de béton prêt à l'emploi.

Ouverte en 1936, après des extractions ponctuelles au XIX^{ème} siècle, l'exploitation au lieu-dit « Planeaux », sur la commune de Thiviers (Dordogne), a été le point de départ du dispositif de la société. Ce site abrite le siège administratif de la société et permet l'extraction et la transformation d'un grès métamorphique pour une production de plus de 1 million de tonnes par an. A noter qu'il dispose d'un embranchement ferré permettant ainsi des approvisionnements sur de plus longues distance par des moyens alternatifs.

L'entreprise a ouvert 4 plateformes permettant la prise en charge et le recyclage des déblais du BTP afin de produire des granulats secondaires pouvant, pour certaines utilisations, se substituer aux matériaux plus nobles des carrières de la société. Quatre sites sont également autorisés à accueillir de matériaux inertes, issus des chantiers du BTP locaux, qui sont valorisés en remblais dans le cadre de la remise en état des zones exploitées.

Depuis le 1^{er} janvier 2023, CARRIERES DE THIVIERS est partenaire dans une activité de carrière et usine de pierre de taille située sur la commune de Limeyrat en Dordogne.

En 2021, le groupe a produit 3 millions de tonnes de granulats, dont 1 200 000 tonnes sur son principal site installé sur la commune de Thiviers.



III. MOYEN HUMAIN

L'effectif total de la SA CARRIÈRES DE THIVIERS et de ses filiales est d'environ 150 personnes.

Actuellement, la société SA CARRIÈRES DE THIVIERS emploie 94 personnes (salariés + intérimaires) réparties sur les différents sites de la société.

IV. DONNEES FINANCIERES

Les chiffres d'affaires pour les derniers exercices de la SA CARRIÈRES DE THIVIERS sont les suivants :

Exercice	Chiffre d'affaires
2016	22 653 k€
2017	26 110 k€
2018	28 274 k€
2019	30 392 k€
2020	30 881 k€
2021	33 172 k€
2022	31 170 k€

Avec un chiffre d'affaire en croissance, la société possède les capacités financières pour continuer d'exploiter dans les meilleures conditions ces sites d'extraction, et notamment la nouvelle carrière de Gours, ainsi que pour couvrir les frais engendrés par les mesures de protection de l'environnement et les travaux de remise en état du site.

La Banque de France a attribué à la SA CARRIÈRES DE THIVIERS une cotation E3++ (février 2020). Traduisant une capacité à honorer ses engagements financiers jugée très forte.



Greffé du Tribunal de Commerce de Paris
1 QUAI DE LA CORSE
75196 PARIS CEDEX 04

N° de gestion 1974B00648

Code de vérification : gbuRAa5nfH
<https://contrôle.infogreffe.fr/contrôle>



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS à jour au 17 juillet 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	308 393 354 R.C.S. Paris
Date d'immatriculation	25/01/1974
Dénomination ou raison sociale	CARRIERES DE THIVIERS
Forme juridique	Société anonyme
Capital social	226 310,00 EUROS
Adresse du siège	57 rue Pierre Charron 75008 Paris
Durée de la personne morale	Jusqu'au 24/01/2073
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président du directoire

Nom, prénoms	OTERO Xavier
Date et lieu de naissance	Le 30/12/1975 à Rouen (76)
Nationalité	Française
Domicile personnel	86 rue Lagrange Chancel 24000 Périgueux

Membre du directoire

Nom, prénoms	LIGLET Eric
Date et lieu de naissance	Le 27/05/1965 à MOISLAINS (80)
Nationalité	Française
Domicile personnel	155 quai Paul Bert 37100 Tours

Membre du directoire

Nom, prénoms	Thomas Jean
Date et lieu de naissance	Le 17/11/1969 à Périgueux (24)
Nationalité	Française
Domicile personnel	rue de l'abîme prolongée 24000 Périgueux

Président du conseil de surveillance

Nom, prénoms	Jacomet Amélie
Date et lieu de naissance	Le 07/04/1969 à Boulogne-Billancourt (92)
Nationalité	Française
Domicile personnel	rue Mas Cambouluc Impasse des Chênes, 8C rue d'Opio 06560 Valbonne

Vice-Président - Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	Schmitt Zoé
Nom d'usage	Laurent
Date et lieu de naissance	Le 04/09/1981 à Les Lilas (93)
Nationalité	Française
Domicile personnel	7 rue Ampère 69450 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or

Membre du conseil de surveillance

Dénomination	BASALTES
Forme juridique	Société anonyme à directoire et conseil de surveillance

Greffé du Tribunal de Commerce de Paris
1 QUAI DE LA CORSE
75198 PARIS CEDEX 04

N° de gestion 1974B00648

<i>Adresse</i>	57 rue Pierre Charron 75008 Paris
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	433 997 533 Paris
<i>Représentant permanent</i>	
<i>Nom, prénoms</i>	Baubeau François
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 06/02/1951 à Tours (37)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	195 rue de l'Université 75007 Paris

Membre du conseil de surveillance

<i>Nom, prénoms</i>	Sabatié-Garat Caroline
<i>Nom d'usage</i>	Sader
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 25/07/1982 à Paris 14ème (75)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	15 rue de Phalsbourg 75017 Paris

Membre du conseil de surveillance

<i>Nom, prénoms</i>	Jacomét Quentin
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 13/12/1978 à Boulogne-Billancourt (92)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	50 rue Edouard Nortier 92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	2ROUVRAY AUDIT ET CONSEIL
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	26 avenue de la Belle Gabrielle 94130 Nogent-sur-Marne
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	794 100 339 Créteil

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bergerac
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne

Etablissement principal
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Mention n° 1

SOCIÉTÉ RÉGIE PAR LA LOI DU 24 JUILLET 1966 ET LE DÉCRET DU 23 MARS 1967 SUR LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

- Mention n° 2

MISE EN HARMONIE DES STATUTS AVEC LES LOIS DES 30 DÉCEMBRE 1981, 3 JANVIER 1983, 30 AVRIL 1983 ET 1ER MARS 1984 (PROCÈS-VERBAL DU 28 JUIN 1985)

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



PIECE 4 DEMANDE D'AUTORISATION DE DEFRICHEMENT





CONTEXTE DU DEFRIQUEMENT

Le projet d'exploitation tel que défini va nécessiter de reculer la lisière boisée au Sud du site. Ainsi, un défrichage d'environ **1 600 m²** sera réalisé. Il s'agit de chênaie-charmaie mésotrophe et d'une coupe forestière récente.

DEMANDE D'AUTORISATION DE DEFRIQUEMENT

Pièce justificative de la demande de défrichage	Eléments
CERFA 13632-08	CERFA présenté ci-après
Plan de situation (extrait de carte au 1/25000 ^{ème} ou au 1/50000 ^{ème}) indiquant les terrains à défricher	Ci-après
La ou les feuilles du plan cadastral contenant les parcelles concernées et sur laquelle le demandeur indiquera précisément les limites de la zone à défricher	Ci-après
Attestation de propriété (extrait de matrice cadastrale, acte notarié)	La parcelle est propriété de la société CARRIERES DE THIVIERS.
Echéancier prévisionnel des travaux de défrichage.	Le défrichage sera réalisé dès la première période favorable suivant l'obtention de l'autorisation (soit en automne uniquement, conformément aux prescriptions écologiques)
Evaluation des incidences Natura 2000	Tome 3- Etude d'Impact Environnementale
Etude d'Impact Environnemental	
Pièce justifiant de l'accord exprès du propriétaire des terrains	La parcelle est propriété de la société CARRIERES DE THIVIERS.
L'acte autorisant le représentant qualifié de la personne morale à déposer la demande	Extrait kbis



N° 13632*08

DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHEMENT**Articles L.341-3, R.341-1 et suivants du code forestier***(Avant de remplir cette demande, veuillez lire attentivement la notice d'information)*

Veuillez transmettre l'original de la demande avec ses pièces-jointes, à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) du département principal dans lequel se situe les défrichements ou à la Direction de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF) pour les DOM, selon l'une des modalités suivantes :

1- par courrier en recommandé avec avis de réception**2- par remise sur place à la DDT(M) ou à la DAAF, contre un récépissé de dépôt****3- par téléprocédure accessible par internet : <https://agriculture-portail.6tzen.fr/default/requests/cerfa13632/>**

Si votre projet est à cheval sur plusieurs départements, il vous faudra plusieurs autorisations : vous devez transmettre dans les mêmes conditions, une copie de votre demande comportant la totalité de votre projet (sans ses pièces-justificatives), à chacun des autres départements concernés. Pour la téléprocédure, si vous avez bien renseigné dans le formulaire les départements de votre projet, ces différentes transmissions se feront automatiquement.

Dans tous les cas, veuillez conserver un exemplaire de votre demande.**RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION****À L'USAGE DU MINISTÈRE EN CHARGE DES FORÊTS – NE RIEN INSCRIRE DANS CETTE SECTION GRISÉE**

N° DOSSIER : _____ DATE DE RÉCEPTION : ____/____/____

IDENTIFICATION DU DEMANDEUR**POUR TOUS LES DEMANDEURS** (la liste des pièces à joindre figure en page 3)

N° SIRET : | 3 | 0 | 8 | 3 | 9 | 3 | 3 | 5 | 4 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | ou N° PACAGE : | | | | | | | | | | ou

N° NUMAGRIT* : | | | | | | | | | | | | | | ou ¹⁴ Si aucun numéro attribué, cocher la case → ☐**attribué par le ministère chargé de l'agriculture pour les usagers n'ayant pas de N° SIRET***POUR LES DEMANDEURS PERSONNES PHYSIQUES** (joindre pièce 11, le cas échéant)Nom, prénom du demandeur : Madame ☐ Monsieur ☐ _____

né(e) le ____/____/____ à : _____ dépt : | | | | Pays : _____

Nom, prénom du représentant mandaté pour présenter la demande, le cas échéant : _____

POUR LES DEMANDEURS EN INDIVISION (joindre pièce 11)

Nom de l'indivision demandeuse : _____

Nom, prénom du représentant mandaté pour présenter la demande : Madame ☐ Monsieur ☐ _____

né(e) le ____/____/____ à : _____ dépt : | | | | Pays : _____

POUR LES DEMANDEURS PERSONNES MORALES (joindre pièce 12 ou 13)

Raison sociale et type de société ou collectivité demandeuse : SA à Directoire et Conseil de Surveillance

Nom et Prénom du représentant habilité à déposer la demande : Xavier OTERO - président du directoire

Nom, Prénom du responsable de projet (si différent) : Guillaume DESMAREST - Responsable foncier

COORDONNÉES DU BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

Adresse du demandeur : 57 rue Pierre Charron complément d'adresse : _____

Code postal : | 7 | 5 | 0 | 0 | 8 | Commune : PARIS

Coordonnées de contact du demandeur ☐ ou de son représentant ☐ ou de son responsable de projet ☐ (cocher la case correspondante) :

Téléphone : | 0 | 5 | 5 | 3 | 5 | 5 | 3 | 5 | 3 | 5 | ; | | | | | | | | | |

Mél : _____

LA DEMANDE D'AUTORISATION DE DÉFRICHER PORTE SUR LES TERRAINS SUIVANTS : (joindre pièce 1 et 2)

Dénomination de la propriété ou du massif contenant les terrains à défricher :

[illegible]

(1) Si la commune a un Plan Local d'Urbanisme, préciser le classement de la parcelle au moment du dépôt de la demande et notamment si elle est classée en «Espace Boisé Classé» (EBC).

CARACTÉRISTIQUES DU PROJET

Surface totale à défricher : ha **16** a **00** ca (1ca = 1m²)

N° du département unique ou principal des travaux | 33 |

Autres départements concernés par les travaux : N° de département 2 | | N° de département 3 | |

Destination principale des terrains après défrichement (pour les destinations agricoles, préciser prairie, culture, vigne,...) :

Exploitation de carrière

Projet nécessitant un permis de construire (cocher la case si "oui") : ☐

Autres autorisations ou déclarations déjà déposées relatives au projet (cocher la case si "aucune") : ☐

Type : _____ Date de dépôt : _____ Nom de l'autorité administrative : _____

Type : _____ Date de dépôt : _____ Nom de l'autorité administrative : _____

PROPRIÉTAIRE DES TERRAINS À DÉFRICHER ET SES AYANTS DROIT : (joindre pièce 3 et 7 si ayants droit)

NOM ET PRÉNOM OU RAISON SOCIALE	QUALITÉ (indivisaire, usufruitier, nu-propriétaire,...)	ADRESSE	TÉLÉPHONE
cf. Pièces en suivant			



LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES À JOINDRE À VOTRE DEMANDE (ARTICLE R.341-1 DU CODE FORESTIER)			
N°	Pièces	Dans quels cas fournir cette pièce ?	Pièce jointe
1	Plan de situation (extrait de carte au 1/25000 ^{ème} ou au 1/50000 ^{ème}) localisant les terrains à défricher et la commune la plus proche ;	Tous demandeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Le ou les extraits des feuilles du plan cadastral contenant les parcelles concernées et précisant l'emprise des surfaces à défricher pour les besoins du projet (emprise du bâti, des aires de travail, des accès et stationnements, des réseaux de raccordement,...) ;	Tous demandeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Attestation de propriété (relevé de propriété de moins de 6 mois délivré par les Services des Impôts Fonciers ou acte notarié à jour) ;	Tous demandeurs	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Échéancier prévisionnel des travaux de défrichement ;	Exploitant de carrière	<input checked="" type="checkbox"/>
Projets susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement :			
5	Évaluation des incidences Natura 2000. Cette évaluation peut être intégrée à l'étude d'impact ou à la demande d'examen au cas par cas ;	Défrichement impactant ou susceptible d'impacter un site Natura 2000	<input checked="" type="checkbox"/>
6	• Décision de l'Autorité environnementale portant dispense de la réalisation d'une étude d'impact après examen au cas par cas ; ou dans le cas contraire : • Etude d'impact ;	Défrichement de 0,5 ha à moins de 25 ha	<input type="checkbox"/>
7	Étude d'impact ;	Défrichement à partir de 25 ha	<input checked="" type="checkbox"/>
Pièces justifiant de la maîtrise foncière des terrains :			
8	Les pièces justifiant de l'accord exprès du propriétaire des terrains (ou de son représentant mandaté) si ce dernier n'est pas le demandeur ;	Demandeurs non propriétaires (hors cas des pièces 9 et 10)	<input checked="" type="checkbox"/>
9	Copie de la déclaration d'utilité publique ;	Si le demandeur peut bénéficier de l'expropriation pour cause d'utilité publique	<input type="checkbox"/>
10	Accusé de réception de l'envoi au propriétaire de la demande d'autorisation de défrichement ;	Si le demandeur bénéficie d'une servitude pour le transport ou la distribution d'énergie prévue au 1° du R341-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>
Habilitation du signataire à déposer la demande :			
11	Mandat autorisant le mandataire à déposer la demande ;	Particuliers non propriétaires, indivisions	<input type="checkbox"/>
12	L'acte autorisant le représentant qualifié de la personne morale à déposer la demande (Délibération du conseil d'administration, extrait Kbis de moins de 6 mois,...) ;	Personne morale autre qu'une collectivité	<input checked="" type="checkbox"/>
13	Délibération de l'assemblée délibérante autorisant son représentant à déposer la demande ;	Collectivité	<input type="checkbox"/>

ENGAGEMENTS ET SIGNATURE

Je soussigné (nom et prénom) : Xavier OTERO

- certifie avoir pouvoir pour représenter le demandeur dans le cadre de la présente formalité ;
- certifie l'exactitude de l'ensemble des informations fournies dans le présent formulaire et les pièces jointes.

Au nom du demandeur indiqué en page 1 et pour son compte, je demande l'autorisation de procéder au défrichement des parcelles indiquées page 2 conformément au plan de délimitation joint à ma demande (pièce 2) et m'engage à respecter les conditions qui seront subordonnées à cette autorisation.

Fait le 11/11/2021 cachet (le cas échéant) et signature du demandeur



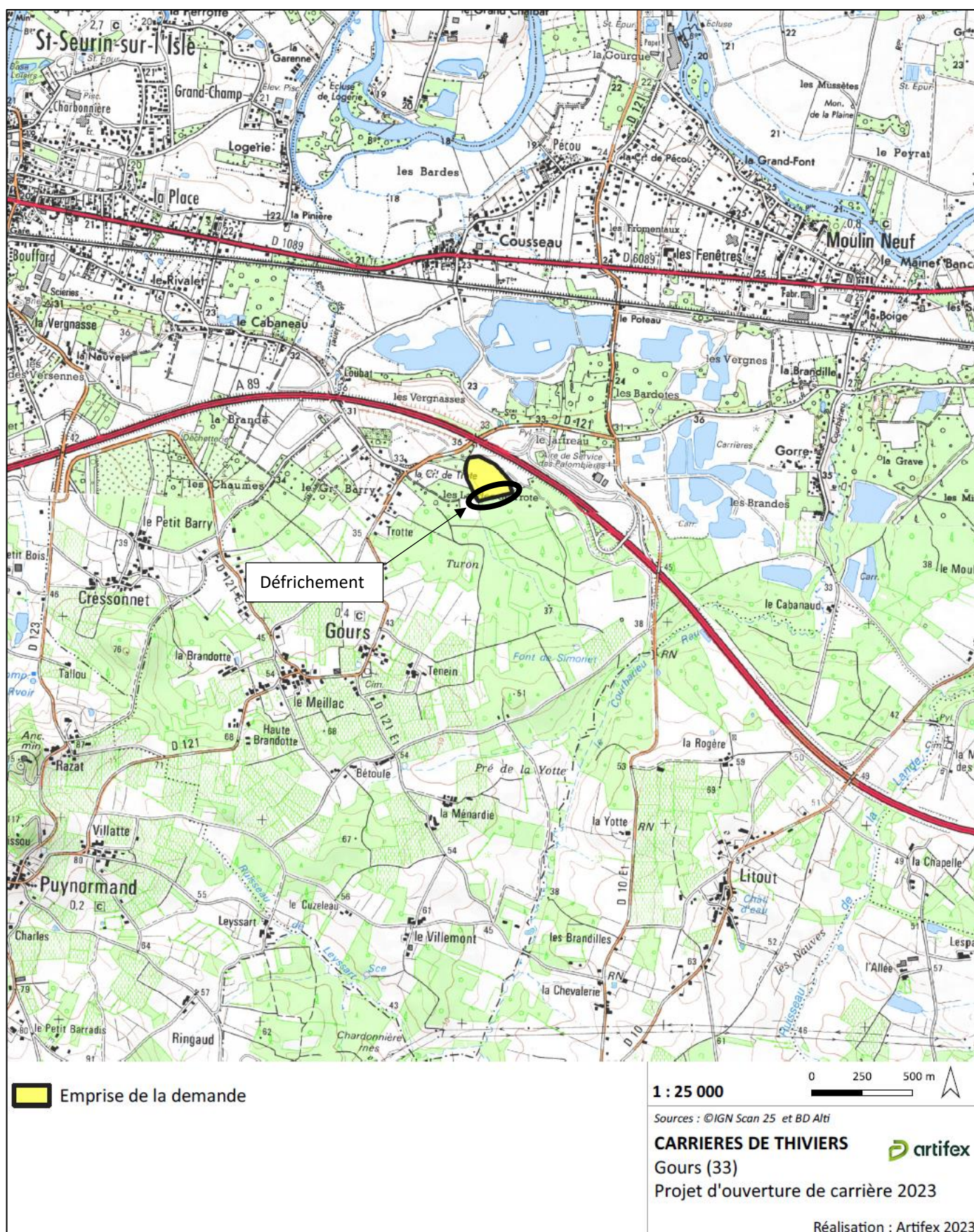
MENTIONS LÉGALES

La loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'applique aux réponses faites sur ce formulaire. Elle garantit un droit d'accès et de rectifications pour les données à caractère personnel vous concernant auprès de l'organisme qui traite votre demande.



Plan de localisation du défrichement

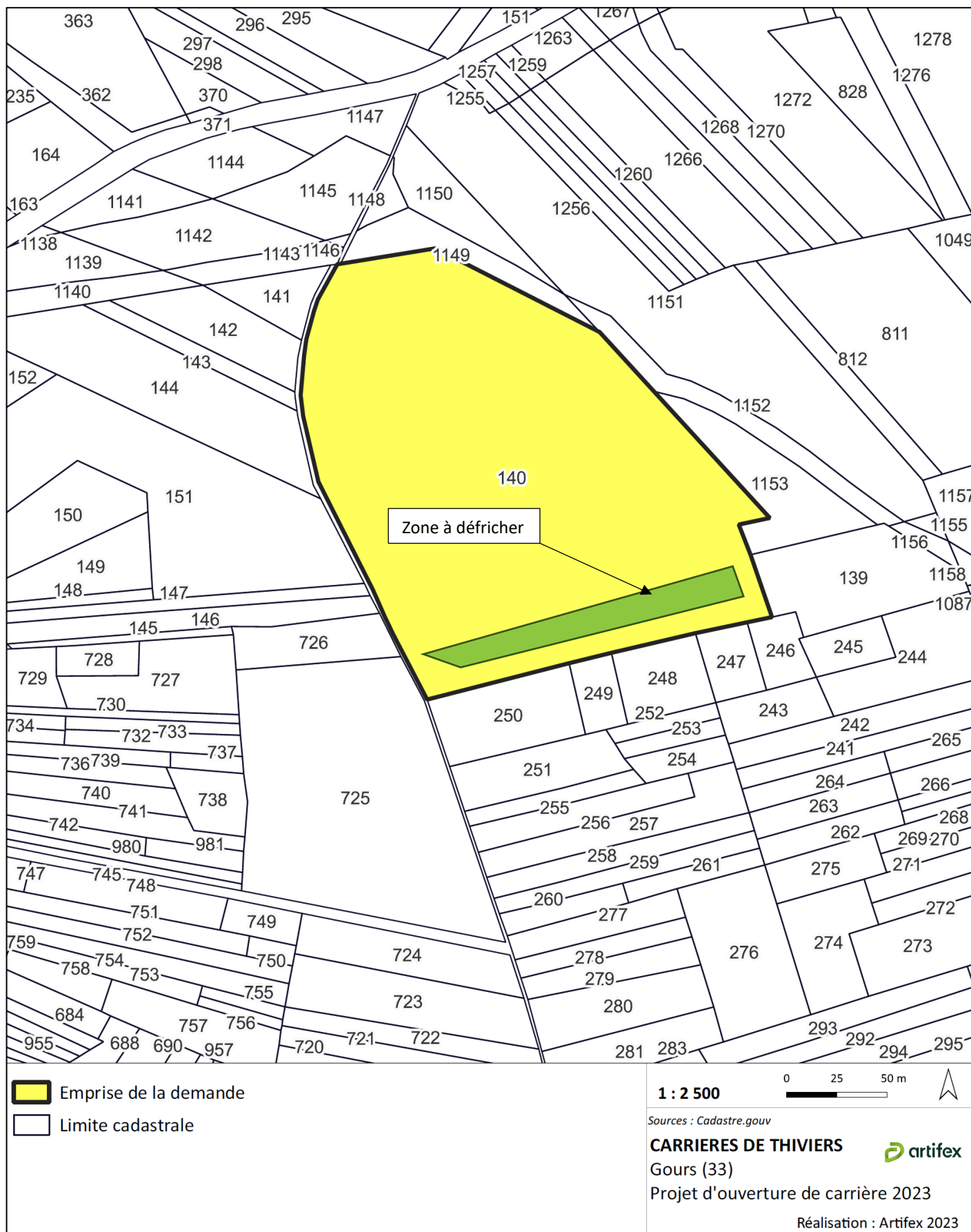
Réalisation ARTIFEX 2023





Localisation des zones à défricher sur fond cadastral

Réalisation : ARTIFEX 2023





264301

Volume : 2018P

N° de répertoire : 157

N° 4878

Publié par Tele@ctes et enregistré le 10/07/2018

Au service de la publicité foncière de LIBOURNE

Notes

Droits :

842.00 €

Taxe 879 CGI :

15.00 €

TOTAL :**857.00 €**

Service de la publicité foncière :

HURET Sylvain

264301

HL/SQ/

**L'AN DEUX MILLE DIX-HUIT, le vingt juin pour le vendeur et
LE VINGT NEUF JUIN pur l'acquéreur
A VELINES en l'étude**

**Maître Henri LEONARDON-LAPERVENCHE, Notaire à VELINES
(Dordogne), 2 Route de Saint Vivien, soussigné,**

**A reçu le présent acte de vente à la requête des parties ci-après
identifiées.**

Cet acte comprend deux parties pour répondre aux exigences de la publicité foncière, néanmoins l'ensemble de l'acte et de ses annexes forme un contrat indissociable et unique.

La première partie dite "partie normalisée" constitue le document hypothécaire normalisé et contient toutes les énonciations nécessaires tant à la publication au fichier immobilier qu'à la détermination de l'assiette et au contrôle du calcul de tous impôts, droits et taxes.

La seconde partie dite "partie développée" comporte des informations, dispositions et conventions sans incidence sur le fichier immobilier.

PARTIE NORMALISEE

IDENTIFICATION DES PARTIES

VENDEUR

Monsieur Gerard Gustave Germain **DURAND**, agriculteur, et Madame Marie-Rose Mireille **MARIGEAUD**, agricultrice, son épouse, demeurant ensemble à GOURS (33660) 53 Gousseau Nord.

Monsieur est né à SAINT-HELLIER (76680) le 27 novembre 1943,

Madame est née à NEUVIC (24190) le 17 mai 1944.

Mariés à la mairie de NEUVIC (24190) le 9 juillet 1973 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

ACQUEREUR

La Société dénommée **CARRIERES DE THIVIERS**, Société anonyme à directoire au capital de 226.310,00 €, dont le siège est à PARIS 8ÈME ARRONDISSEMENT (75008), 57 rue Pierre Charron, identifiée au SIREN sous le numéro 308393354 et immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS.

QUOTITES ACQUISES

Les CARRIERES DE THIVIERS acquiert la pleine propriété des **BIENS** objet de la vente.

PREAMBULE

Les présentes ont été librement négociées entre les parties. Il constitue un contrat de gré à gré au sens de l'article 1110 alinéa 1 du code civil

Par la signature des présentes, les parties reconnaissent que le notaire soussigné les a informé et leur a expliqué leur obligation de s'échanger les informations déterminantes de leur consentement au sens de l'article 1112-1 du code civil, c'est-à-dire de donner toutes les informations que l'un connaît et que l'autre ne connaît pas et qui pourrait entraîner la non réitération de l'acte

Les parties reconnaissent également qu'il n'y a pas eu de modifications notables entre l'avant contrat et les présentes.

Les parties déclarent faire leur affaire personnelle des circonstances imprévisibles dont elles acceptent les risques par dérogation à l'article 1195 du code civil

PRESENCE - REPRESENTATION

- Monsieur Gerard DURAND et Madame Marie-Rose MARIGEAUD, son épouse, sont présents à l'acte.

- La Société dénommée CARRIERES DE THIVIERS est représentée à l'acte par à l'acte par Madame Sandrine QUINSENAC clerc de notaire demeurant à VELINES ayant tout pouvoir à l'effet des présentes en vertu d'une procuration en date du 27 juin 2018 consentie par Monsieur Xavier OTERO président du directoire de la société CARRIERES DE THIVIERS,

Monsieur OTERO ayant lui-même pouvoir à l'effet des présentes en vertu des statuts.

Pour la signature des présentes, les parties autorisent, expressément le notaire soussigné à les représenter conformément à l'alinéa 2 de l'article 1161 du code civil pour tous actes, diligences et formalités nécessaires à la formation et la validité des présentes

Cette autorisation vaut ratification expresse de tous les actes, diligences et formalités antérieurs aux présentes

DECLARATIONS DES PARTIES SUR LEUR CAPACITE

Les parties, et le cas échéant leurs représentants, attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'elles prennent aux présentes et elles déclarent notamment :

- Que leurs caractéristiques indiquées en tête des présentes telles que nationalité, domicile, siège, état civil, capital, numéro d'immatriculation, sont exactes.
- Qu'elles ne sont pas en état de cessation de paiement, de redressement ou liquidation judiciaire ou sous procédure de sauvegarde des entreprises.
- Qu'elles n'ont pas été associées dans une société mise en liquidation judiciaire suivant jugement publié depuis moins de cinq ans et dans laquelle elles étaient tenues indéfiniment et solidairement ou seulement conjointement, du passif social, ce délai de cinq ans marquant la prescription des actions de droit commun et de celle en recouvrement à l'endroit des associés (BOI-REC-SOLID-20-10-20-20120912).
- Qu'elles ne sont concernées :
 - Par aucune des mesures légales relatives aux personnes protégées qui ne seraient pas révélées aux présentes.

- Par aucune des dispositions du Code de la consommation sur le règlement des situations de surendettement.
- Et pour l'acquéreur spécialement qu'il n'est, ni à titre personnel, ni en tant qu'associé ou mandataire social, soumis à l'interdiction d'acquérir prévue par l'article 225-19 5 bis du Code pénal.
- Qu'elles ne sont concernées, en ce qui concerne les personnes morales par aucune demande en nullité ou dissolution.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité :

Concernant le VENDEUR :

- Extrait d'acte de naissance.
- Carte nationale d'identité.
- Compte rendu de l'interrogation du site bodacc.fr.

Concernant l'ACQUEREUR :

- Extrait K bis.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

TERMINOLOGIE

Le vocable employé au présent acte est le suivant :

- Le mot "**VENDEUR**" désigne le ou les vendeurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les vendeurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Le mot "**ACQUEREUR**" désigne le ou les acquéreurs, présents ou représentés. En cas de pluralité, les acquéreurs contracteront les obligations mises à leur charge aux termes des présentes solidairement entre eux, sans que cette solidarité soit nécessairement rappelée à chaque fois.
- Les mots "**LES PARTIES**" désignent ensemble le **VENDEUR** et l'**ACQUEREUR**.
- Les mots "**BIEN**", "**BIENS**" ou "immeuble" désignera le ou les immeubles objet des présentes.
- Les mots "**biens mobiliers**" ou "**mobilier**", désigneront indifféremment, s'il en existe, les meubles et objets mobiliers se trouvant dans le ou les immeubles et vendus avec ceux-ci.

NATURE ET QUOTITE DES DROITS IMMOBILIERS

Le **VENDEUR** vend à l'**ACQUEREUR**, qui accepte, la pleine propriété du **BIEN** dont la désignation suit.

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

Commune de GOURS (GIRONDE) 33660 Lieu-dit La Font du Figuier.

Une parcelle de terre

Figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Lieudit	Surface
ZC	140	La Font du Figuier	03 ha 46 a 80 ca

Un extrait de plan cadastral est annexé.

IDENTIFICATION DES MEUBLES

Les parties déclarent que la vente ne comprend ni meubles ni objets mobiliers.

USAGE DU BIEN

Le **VENDEUR** déclare que le **BIEN** est actuellement à usage rural.
L'**ACQUEREUR** entend conserver cet usage.

EFFET RELATIF

Opération de remembrement suivant procès-verbal en date du 30 juin 2000 publié au service de la publicité foncière de LIBOURNE le 30 juin 2000 volume 2000R8, numéro 81.

CHARGES ET CONDITIONS LIEES AU CALCUL DE L'IMPOT

Les charges et conditions ne donnant pas lieu à taxation figurent en partie développée de l'acte.

Les frais de la vente et ceux qui en seront la suite et la conséquence sont à la charge exclusive de l'**ACQUEREUR** qui s'y oblige.

PROPRIETE JOUISSANCE

L'**ACQUEREUR** est propriétaire du **BIEN** à compter de ce jour.
Il en a la jouissance à compter du même jour par la prise de possession réelle, les parties déclarant que le **BIEN** est entièrement libre de location ou occupation et encombrements quelconques.

Le paiement de ce prix aura lieu de la manière indiquée ci-après.

PAIEMENT DU PRIX

L'**ACQUEREUR** a payé le prix comptant ce jour ainsi qu'il résulte de la comptabilité de l'office notarial dénommé en tête des présentes au **VENDEUR**, qui le reconnaît et lui en consent quittance sans réserve.

DONT QUITTANCE

DESISTEMENT DE PRIVILEGE ET ACTION RESOLUTOIRE

Par suite du paiement ci-dessus effectué, le **VENDEUR** se désiste de tous droits de privilège de vendeur et action résolutoire, même en ce qui concerne les charges pouvant résulter du présent contrat, et ce pour quelque cause que ce soit.

PUBLICATION

L'acte sera publié au service de la publicité foncière de LIBOURNE.

L



Greffé du Tribunal de Commerce de Paris
1 QUAI DE LA CORSE
75196 PARIS CEDEX 04

Code de vérification : gbuRAa5nfH
<https://contrôle.infogreffe.fr/contrôle>



N° de gestion 1974B00648

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS à jour au 17 juillet 2023

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro	308 393 354 R.C.S. Paris
Date d'immatriculation	25/01/1974
Dénomination ou raison sociale	CARRIERES DE THIVIERS
Forme juridique	Société anonyme
Capital social	226 310,00 EUROS
Adresse du siège	57 rue Pierre Charron 75008 Paris
Durée de la personne morale	Jusqu'au 24/01/2073
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTRÔLE, ASSOCIÉS OU MEMBRES

Président du directoire

Nom, prénoms	OTERO Xavier
Date et lieu de naissance	Le 30/12/1975 à Rouen (76)
Nationalité	Française
Domicile personnel	86 rue Lagrange Chancel 24000 Périgueux

Membre du directoire

Nom, prénoms	LIGLET Eric
Date et lieu de naissance	Le 27/05/1965 à MOISLAINS (80)
Nationalité	Française
Domicile personnel	155 quai Paul Bert 37100 Tours

Membre du directoire

Nom, prénoms	Thomas Jean
Date et lieu de naissance	Le 17/11/1969 à Périgueux (24)
Nationalité	Française
Domicile personnel	rue de l'abîme prolongée 24000 Périgueux

Président du conseil de surveillance

Nom, prénoms	Jacomet Amélie
Date et lieu de naissance	Le 07/04/1969 à Boulogne-Billancourt (92)
Nationalité	Française
Domicile personnel	rue Mas Camboulac Impasse des Chênes, 8C rue d'Opio 06560 Valbonne

Vice-Président - Membre du conseil de surveillance

Nom, prénoms	Schmitt Zoé
Nom d'usage	Laurent
Date et lieu de naissance	Le 04/09/1981 à Les Lilas (93)
Nationalité	Française
Domicile personnel	7 rue Ampère 69450 Saint-Cyr-au-Mont-d'Or

Membre du conseil de surveillance

Dénomination	BASALTES
Forme juridique	Société anonyme à directoire et conseil de surveillance



Greffé du Tribunal de Commerce de Paris
1 QUAI DE LA CORSE
75198 PARIS CEDEX 04

N° de gestion 1974B00648

<i>Adresse</i>	57 rue Pierre Charron 75008 Paris
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	433 997 533 Paris
<i>Représentant permanent</i>	
<i>Nom, prénoms</i>	Baubeau François
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 06/02/1951 à Tours (37)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	195 rue de l'Université 75007 Paris

Membre du conseil de surveillance

<i>Nom, prénoms</i>	Sabatié-Garat Caroline
<i>Nom d'usage</i>	Sader
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 25/07/1982 à Paris 14ème (75)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	15 rue de Phalsbourg 75017 Paris

Membre du conseil de surveillance

<i>Nom, prénoms</i>	Jacomét Quentin
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 13/12/1978 à Boulogne-Billancourt (92)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	50 rue Edouard Nortier 92200 Neuilly-sur-Seine

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	2ROUVRAY AUDIT ET CONSEIL
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	26 avenue de la Belle Gabrielle 94130 Nogent-sur-Marne
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	794 100 339 Créteil

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Bergerac
R.C.S. Périgueux
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Libourne

Etablissement principal
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- Mention n° 1

SOCIÉTÉ RÉGIE PAR LA LOI DU 24 JUILLET 1966 ET LE DÉCRET DU 23 MARS 1967 SUR LES SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

- Mention n° 2

MISE EN HARMONIE DES STATUTS AVEC LES LOIS DES 30 DÉCEMBRE 1981, 3 JANVIER 1983, 30 AVRIL 1983 ET 1ER MARS 1984 (PROCÈS-VERBAL DU 28 JUIN 1985)

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



ANNEXES DU DOSSIER ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE





INDEX DES ANNEXES

Annexe 1	Arrêté Préfectoral – site Les Bouygeas de Moulin-Neuf
Annexe 2	Délibération
Annexe 3	Exemple - fiches techniques granulats
Annexe 4	Procédure en place sur Moulin-Neuf
Annexe 5	Avis de la Mairie sur le projet de remise en état
Annexe 6	Calcul des garanties financières



ANNEXE 1 ARRETE PREFECTORAL – SITE LES BOUYGEAS DE MOULIN-NEUF



PRÉFÈTE DE LA DORDOGNE

SERVICES DECONCENTRÉS DE
L'ÉTAT AUPRÈS DE LA PRÉFÈTE
D.R.E.A.L. (Direction régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)
Unité Départementale de la Dordogne

Arrêté préfectoral n° 2017-07-21
du 31 JUIL. 2017

autorisant la SA « CARRIERES
DE THIVIERS » à exploiter une carrière
de matériaux alluvionnaires aux lieux-dits
« Les Bouygeas », « Gorre », « Claud Vieux » et « Les Chaumes »
sur la commune de MOULIN NEUF (24700)

La préfète de la Dordogne
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre I^{er} du livre V ;
Vu le code minier ;
Vu le code du patrimoine ;
Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
Vu l'arrêté ministériel du 30 septembre 2016 modifiant l'arrêté ministériel du 22 octobre 1994 et notamment son article 14 ;
Vu l'arrêté ministériel du 26/11/12 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de références ;
Vu l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère ;
Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivant du code de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
Vu l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
Vu l'arrêté du 31 juillet 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets ;
Vu le schéma départemental des carrières de la Dordogne ;
Vu l'arrêté préfectoral n°970988 du 13 juin 1997 autorisant la société Carrières de Thiviers à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires et une installation de traitement sur la commune de Moulin Neuf aux lieux-dits « Les Bouygeas », « Gorre » et « Claud Vieux » ;

Vu l'arrêté préfectoral n°ALPC-AQ-2017-001 du 2 janvier 2017 prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 24-2017-01-23-002 du 23 janvier 2017 donnant délégation de signature à M. Laurent SIMPLICJEN, secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

Vu la demande présentée en août 2015 par la société Carrières de Thiviers, dont le siège social est situé 57 rue Pierre Charron, 75008 Paris 08, sollicite l'autorisation de poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires (sables, graviers et galets) située sur le territoire de la commune de Moulin Neuf aux lieux-dits « Les Bouygeas, Gorre, Claud Vieux et Les Chaumes » ;

Vu le dossier déposé à l'appui de sa demande ;

Vu la décision en date du 1^{er} mars 2016 du président du tribunal administratif de BORDEAUX portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 5 avril 2016 portant ouverture d'une enquête publique relative à la demande susvisée pour une durée de trente-deux jours du 25 mars au 26 mai 2016 inclus, sur le territoire de la commune de Moulin Neuf ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de Moulin Neuf, Le Pizou, Ménésplet, Saint Martin de Gurçon, Porchières, Puynormand et Saint Seurin sur l'Isle ;

Vu l'absence des avis des conseils municipaux des communes de Minzac, Villefranche de Lonchat, Gours et Saint Antoine sur l'Isle ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.512-19 à R.512-24 du code de l'environnement ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 29 mars 2016 ;

Vu le rapport et les propositions en date du 23 avril 2017 de l'inspection des installations classées ;

Vu l'avis en date du 27 juin 2017 de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites de Dordogne, dans sa formation « carrières », au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 6 juillet 2017 à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées par le demandeur sur ce projet en date du 17 juillet 2017 ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application de l'article L.512-2 et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de la délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne ;

ARRÊTE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 – BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

La S.A. Carrières de Thiviers dont le siège social est situé 57 rue Pierre Charron, 75008 Paris 08, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions des actes antérieurs en date du 13 juin 1997 modifiées et complétées par celles du présent arrêté à poursuivre et étendre l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables, graviers et galets sur le territoire de la commune de Moulin Neuf aux lieux-dits « Les Bouygeas », « Gorre », « Claud Vieux » et « Les Chaumes » les installations détaillées dans les articles ci-après.

Article 1.1.2 : Abrogation / modification des prescriptions des actes antérieurs

L'arrêté préfectoral n°970988 du 13 juin 1997 est abrogé à l'exception de son article 1.

Article 1.1.3 : Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration ou soumises a enregistrement

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui, mentionnés ou non dans la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connecté avec une installation soumise à autorisation, à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration, sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants, relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à enregistrement, sont applicables aux installations classées soumises à enregistrement incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.2 – NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé
2510	1	A	Exploitation de carrière	Extraction de matériaux alluvionnaires (sables, graviers)	Néant			selon articles 1.2.2, 1.2.3.1 et 1.2.3.2 du présent arrêté
2517	1	A	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques	Zones de stockage des matériaux bruts et traités	Superficie de l'aire de transit	30000	m²	40 000 m²
2515	1.b	E	Broyage, concassage, criblage, ensilage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes	Installation de lavage criblage, de concassage, de lavage concassé	Puissance de l'installation	200	kW	523 kW

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration)

Article 1.2.2 : Situation de l'établissement

Les installations visées à l'article 1.1.2 reportées sur les plans annexés au présent arrêté, sont situées sur la commune de MOULIN NEUF, lieux-dits et parcelles suivants :

Références cadastrales			RÉPARTITION (m2)			
Lieu-dit	Réf. Parcelles Nos et sections actuels		Surface totale parcelle (m2)	Activité carrière (rub. 2510.1)		Activité de traitement des matériaux (rub. 2515.1 et annexes)
	B	1		Surface concernée (m2)	dont surface réellement exploitable ou exploitée (m2)	
Les Bouygeas	B	1	2 065	2 065	1 015	2 065
Les Bouygeas	B	2	1 170	1 170	1 070	1 170
Les Bouygeas	B	3	1 770	1 770	1 600	1 770
Les Bouygeas	B	950	16 434	16 434	14 734	16 434
Les Bouygeas	B	5	23 170	23 170	22 020	23 170
Les Bouygeas	B	6	2 190	2 190	2 190	2 190
Les Bouygeas	B	7	4 710	4 710	4 710	4 710
Les Bouygeas	B	8	4 900	4 900	4 500	4 900
Les Bouygeas	B	9	4 080	4 080	3 680	4 080
Les Bouygeas	B	10	3 380	3 380	3 080	3 380
Les Bouygeas	B	11	5 690	5 690	5 290	5 640
Les Bouygeas	B	12	15 150	15 150	15 150	15 150
Les Bouygeas	B	14	1 430	1 430	1 380	0
Les Bouygeas	B	15	10 640	10 640	10 640	9 640

RENOUVELLEMENT

Les Bouygeas	B	829	12 156	12 156	12 156	11 756	3 300
Les Bouygeas	B	830	7 994	7 994	7 994	7 744	0
Les Bouygeas	B	952	13 944	13 944	13 044	13 944	0
Les Bouygeas	B	18	13 660	13 660	13 660	13 660	0
Les Bouygeas	B	20	1 495	1 495	1 495	250	0
Les Bouygeas	B	24	29 720	29 720	28 220	350	0
Les Bouygeas	B	25	26 180	26 180	26 180	6 000	0
Les Bouygeas	B	26	3 770	3 770	3 720	0	0
Les Bouygeas	B	28	5 220	5 220	5 120	0	0
Les Bouygeas	B	29	1 510	1 510	1 410	0	0
Les Bouygeas	B	30	950	950	850	0	0
Les Bouygeas	B	31	6 550	6 550	5 950	0	0
Les Bouygeas	B	32	8 500	8 500	8 500	0	0
Les Bouygeas	B	33	740	740	740	0	0
Les Bouygeas	B	34	1 680	1 680	1 580	0	0
Les Bouygeas	B	35	1 570	1 570	1 470	0	0
Les Bouygeas	B	36	6 490	6 490	6 190	0	0
Les Bouygeas	B	37	7 060	7 060	7 060	0	0
Les Bouygeas	B	38	15 760	15 760	13 360	0	0
Les Bouygeas	B	39	840	840	740	0	0

Les Bouygeas	B	40	890	890	890	790	0
Les Bouygeas	B	41	580	580	580	530	0
Les Bouygeas	B	42	1 200	1 200	1 200	1 100	0
Les Bouygeas	B	43	980	980	980	880	0
Les Bouygeas	B	44	860	860	860	760	0
Les Bouygeas	B	45	960	960	960	860	0
Les Bouygeas	B	46	1 160	1 160	1 160	1 060	0
Les Bouygeas	B	47	2 340	2 340	2 340	940	0
Les Bouygeas	B	954	5 846	5 846	5 846	5 746	5 846
Les Bouygeas	B	956	3 441	3 441	3 441	3 241	2 441
Les Bouygeas	B	958	23 124	23 124	23 124	21 924	12 000
Les Bouygeas	B	960	5 888	5 888	5 888	5 888	3 888
Les Bouygeas	B	825	9 250	9 250	9 250	9 250	600
Les Bouygeas	B	826	9 480	9 480	9 480	9 480	0
Les Bouygeas	B	976	3 595	3 595	3 595	3 195	0
Gorre	B	54	1 120	1 120	1 120	1 120	0
Gorre	B	55	42 690	42 690	42 690	40 390	0
Gorre	B	56	2 310	2 310	2 310	2 310	0
Gorre	B	57	1 280	1 280	1 280	1 180	0
Gorre	B	58	1 090	1 090	1 090	990	0
Gorre	B	59	810	810	810	710	0
Gorre	B	60	5 590	5 590	5 590	4 590	0
Gorre	B	61	1 210	1 210	1 210	1 110	0

Gorre	B	62	1 010	1 010	1 010	910	0
Gorre	B	63	2 650	2 650	2 650	2 450	0
Gorre	B	64	790	790	790	690	0
Gorre	B	65	2 910	2 910	2 910	750	0
Gorre	B	823	10 794	10 794	10 794	9 944	0
Gorre	B	824	10 706	10 706	10 706	8 806	0
Claud Vieux	B	685	2 110	2 110	2 110	800	0
Claud Vieux	B	686	5 450	5 450	5 450	3 950	0
Claud Vieux	B	687	13 190	13 190	13 190	11 690	0
Claud Vieux	B	688	1 645	1 645	1 645	1 195	0
Claud Vieux	B	689	920	920	920	620	0
Claud Vieux	B	690	2 378	2 378	2 378	1 628	0
Claud Vieux	B	692	5 415	5 415	5 415	5 415	0
Claud Vieux	B	693	3 700	3 700	3 700	3 700	0
Claud Vieux	B	694	1 000	1 000	1 000	900	0
Claud Vieux	B	695	1 200	1 200	1 200	1 200	0
Claud Vieux	B	696	930	930	930	530	0
Claud Vieux	B	697	1 890	1 890	1 890	0	0
Claud Vieux	B	724	420	420	420	0	0
Claud Vieux	B	725	400	400	400	100	0
Claud Vieux	B	726	1 930	1 930	1 930	1 930	0
Claud Vieux	B	727	4 880	4 880	4 880	3 980	0

EXTENSION	Claud Vieux	B	841	1 874	1 874	1 874	974	0
	Claud Vieux	B	842	900	900	900	600	0
	Claud Vieux	B	843	441	441	441	241	0
	TOTAL RENOUVELLEMENT :				467 795	467 795	430 895	156 578
	Les Chaumes	B	827	15 172	15 172	15 172	13 322	0
	Les Chaumes	B	750	9 240	9 240	9 240	9 240	0
	Les Chaumes	B	962	3 706	3 706	3 706	3 106	0
	Les Chaumes	B	964	17 336	17 336	17 336	12 036	0
	Les Chaumes	B	728	2 400	2 400	2 400	650	0
	Les Chaumes	B	730	1 500	1 500	1 500	900	0
	Les Chaumes	B	731	2 140	2 140	2 140	1 290	0
	Les Chaumes	B	733	810	810	810	810	0
	Les Chaumes	B	734	640	640	640	240	0
	Les Chaumes	B	735	610	610	610	240	0
	Les Chaumes	B	736	810	810	810	810	0
	Les Chaumes	B	737	2 100	2 100	2 100	1 700	0
	Les Chaumes	B	739	990	990	990	990	0
	Les Chaumes	B	740	6 605	6 605	6 605	4 355	0
	Les Chaumes	B	741	8 530	8 530	8 530	6 130	0
	Les Chaumes	B	742	3 180	3 180	3 180	1 725	0
Les	B	744	2 340	2 340	2 340	1 740	0	

Article 1.2.3.3 : Droit de propriété

La présente autorisation n'a d'effet que dans les limites du droit de propriété du bénéficiaire et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 1.2.2.

CHAPITRE 1.3 – DURÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.3.1 : Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

L'autorisation d'exploiter est accordée pour une durée de 8 années à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée limite ne concerne pas les installations non visées par la rubrique 2510.

Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site. L'extraction de matériaux commercialisables doit cesser au plus tard six mois avant l'échéance de l'autorisation.

L'extraction ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

La durée de validité de l'autorisation peut être prolongée à concurrence du délai d'exécution des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région en application des articles R.523-1, R.523-4 et R.523-17 du code du patrimoine.

Afin de déterminer la durée d'interruption de cette autorisation, l'exploitant fournit à l'inspection des installations classées une copie des documents suivants lorsque les terrains concernés sont libres de toute contrainte archéologique :

- l'arrêté préfectoral prescrivant la réalisation d'un diagnostic archéologique ;
- la décision ou non de fouilles archéologiques ;
- le cas échéant, l'arrêté de prescriptions de fouille ;
- l'attestation de libération des terrains.

CHAPITRE 1.4 – CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.4.1 : Conformité

ces installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

En particulier, l'exploitation est conduite et les terrains exploités sont remis en état, par phases coordonnées, conformément à :

- l'étude d'impact,
- au schéma d'exploitation annexé au présent arrêté,
- aux prescriptions du chapitre 2.4 Remise en état
- aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande complété en tout ce qu'il n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 1.5 – GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.5.1 : Périmètre des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté et prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement, s'appliquent pour les activités visées par la rubrique 2510 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état maximale du site.

[illegible]

TOTAL RENOUVELLEMENT + EXTENSION (m2)	579 829	579 829	508 012	156 578
--	---------	---------	---------	---------

Le périmètre extractible sur lequel porte l'extraction de matériaux représente 50 ha 80 a 12 ca.

Article 1.2.3 : Autres limites de l'autorisation

Article 1.2.3.1 : Production autorisée

a quantité maximum annuelle autorisée de matériaux (sables et graviers) à extraire est de 135 000 tonnes.

La quantité maximum de matériaux à traiter sur site comprenant des apports de matériaux extérieurs de même nature est de 220 000 tonnes par an.

Article 1.2.3.2 :Tonnage total de produits à extraire autorisée

Le gisement total de matériaux non traités (hors découverte) à extraire est de 230 000 m³.

Ces garanties financières, qui n'ont pas vocation à indemniser les tiers qui auraient été victimes des activités exercées dans l'établissement, feront l'objet d'une des mesures prévues à l'article R516-2 du code de l'environnement.

Article 1.5.2 : Montant des garanties financières

La durée de l'autorisation est divisée en périodes quinquennales. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Les schémas explicatifs pour le calcul des garanties financières, joints en annexe 8, présentent les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant de référence des garanties financières, figurant dans le tableau ci-dessous, est établi selon le mode de calcul forfaitaire de l'annexé I de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 (carrières de matériaux meubles en nappe alluviale ou superficielle). Les termes S1, S2, L sont définis par l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié.

Phase	Période considérée	Montant de référence de la garantie financière (en euros TTC) Pour l'établissement d'un acte de cautionnement, ce montant doit être actualisé suivant le dernier indice TP01 connu	Surface maximale à remettre en état durant la période considérée (en hectares)	Linéaire maximal des berges remis en état durant la période considérée (en mètres)
1	de la date de notification du présent arrêté à 5 ans après cette date	C _r = 430 295	S1 = 6,25 S2 = 4,5	L = 2700
2	de 5 ans après la date de notification du présent arrêté à 3 ans après cette date	C _r = 430 295	S1 = 6,25 S2 = 4,5	L = 2700

Article 1.5.3 : Établissement des garanties financières

Avant le début d'exploitation et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 et conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté précité ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Article 1.5.4 : Renouvellement des garanties financières

L'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 1.5.5 : Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01.
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à quinze pour cents de l'indice TP 01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

Le montant des garanties financières fixé à l'article 1.5.2 ci-dessus est indexé sur l'indice TP 01 publié par l'INSEE. L'indice TP 01 base 100 de référence est l'indice 103,3 correspondant au mois de novembre de l'année 2016.

L'actualisation du montant des garanties financières en fonction de l'évolution de cet indice, interviendra au début de la période de travaux telle que définie à l'article 1.5.1 ci-dessus. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, à savoir :

$$C_n = C_r \times \frac{Index_n}{Index_r} \times \frac{1 + TVAn}{1 + TVAr}$$

C_r : le montant de référence des garanties financières.

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_n : indice TP01 de mai 2009 (616,50)

TVAn : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVAr : taux de la TVA applicable en mai 2009 (0,196).

L'actualisation des garanties financières doit être faite à l'initiative de l'exploitant sans que l'administration ait à le demander. Lorsque cette actualisation n'est pas prise en compte dans toute attestation de renouvellement de garanties financières qui se trouverait concernée, ou est prise en compte de façon insuffisante, dans ce cas l'exploitant peut faire l'objet des sanctions administratives prévues à l'article 1.5.8 ci-dessous.

Article 1.5.6 : Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

En particulier, lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Article 1.5.7 : Appel des garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non respect des prescriptions du présent arrêté en matière de remise en état après que la mesure de consignation prévue à l'article L 514-1 du code de l'environnement ait été rendue exécutoire ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article 1.5.8 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Conformément à l'article L 171-9 dudit code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relative à la remise en état constitue, après mise en demeure, un délit tel que prévu et réprimé par l'article L 514-11 du code de l'environnement.

Article 1.5.9 : Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation conforme est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R.512-39-1 à R.512-39-3 par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal constatant la réalisation des travaux.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

CHAPITRE 1.6 – MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.6.1 : Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.6.2 : Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.512-33 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.6.3 : Changement d'exploitant

La demande de changement d'exploitant est soumise à autorisation préfectorale préalable en application de l'article R.516-1 du code de l'environnement. La demande d'autorisation de changement d'exploitant adressée le nouvel exploitant au préfet comprend :

- une demande signée conjointement par le cédant et le nouvel exploitant ;
- les documents établissant ses capacités techniques et financières ;
- l'acte attestant de la constitution de ses garanties financières ;
- l'attestation du nouvel exploitant du droit de propriété ou d'utilisation des terrains, y compris le maintien de façon permanente des accès aux parcelles privées enclavées.

Article 1.6.4 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R512-39-1 du code de l'environnement pour l'application des articles R512-39-2 à R.512-39-5, les usages à prendre en compte est à vocation naturelle.

Au moins six mois avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site,
- des interdictions ou limitations d'accès au site,
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les usages prévus au premier alinéa du présent article.

Au moins un an avant l'arrêt définitif ou la date d'expiration de l'autorisation accordée, l'exploitant devra établir un programme de remise en état du site et son entretien qui devra respecter les mesures d'entretien et

compensatoires prévues dans l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation et s'engager dans la durée visant à pérenniser les mesures. Ce programme devra être présenté par l'exploitant au service police de l'eau concernant les aménagements et les activités soumis aux dispositions de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, notamment plan d'eau et zones humides.

CHAPITRE 1.7 – ARRÊTÉS, CIRCULAIRES, INSTRUCTIONS APPLICABLES

Article 1.7.1 : Arrêtés, circulaires, instructions applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement, les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Références des textes
28/10/10	Décrets et arrêtés relatifs aux installations de déchets inertes.
09/02/04	Arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié le 24 décembre 2009 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.
23/01/97	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
22/09/94	Arrêté du 22 septembre 1994 modifié le 30 septembre 2016 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.
31/01/08	Arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.
12/12/14	Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes
26/11/12	Arrêté du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 (installations existantes)
10/12/13	Arrêté du 10 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 (nouvelles installations)

CHAPITRE 1.8 – RESPECT DES AUTRES LEGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Article 1.8.1 : Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales et la réglementation sur les équipements sous pression.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 1.8.2 : Archéologie préventive

Conformément à l'article R.512-29 du code de l'environnement, la réalisation des travaux de la carrière est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région.

Lorsque ces prescriptions auront été respectées, l'exploitant doit transmettre au préfet l'attestation délivrée par le préfet de région qui justifie de l'accomplissement des prescriptions de diagnostic et de fouilles.

Une copie de cette attestation doit également être transmise à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 1.9 – VÉRIFICATION DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Article 1.9.1 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et d'analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Ils seront exécutés par un organisme tiers, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

TITRE 2 – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1 – EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE ET DES INSTALLATIONS

Article 2.1.1 : Objectifs généraux

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont réalisées et exploitées en se fondant sur les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée de la ressource en eau.

Article 2.1.2 : Aménagements préliminaires

Article 2.1.2.1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article 2.1.2.2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la zone d'extension de carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation.
- Une borne de nivellement clairement identifiable, permettant à tout moment d'apprécier le niveau du fond de fouille, doit également être posée et sa cote évaluée. Cette borne doit demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

L'exploitant tient le plan de bornage à la disposition de l'inspection, la position de chaque borne sera repérée par ses coordonnées dans le système de projection Lambert II étendu ou Lambert 93.

Article 2.1.2.3 : Eaux de ruissellement

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L.211-1 du code de l'environnement un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation est mis en place à la périphérie de cette zone.

Article 2.1.2.4 : Accès à la voie publique

L'accès à la voirie publique doit être déterminé en accord avec les services compétents. Il doit être aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

Article 2.1.2.5 : Autres travaux

Le chemin rural dit « Chemin de Libourne » est dévié, le temps de l'exploitation, par le sud, le long de la zone d'extraction autorisée. La mise en place d'une clôture entre la zone d'extraction et le chemin rural complète cet aménagement temporaire. Un merlon sera aménagé en périphérie Est coté « Claud Vieux » ;

La traversée du chemin rural permettant d'accéder au secteur « Claud Vieux » est maintenue sécurisée par la présence de clôtures, barrières et une signalisation adaptée.

Article 2.1.3 : Mise en service de la carrière

La mise en service de l'installation est réputée réalisée dès lors que :

- les aménagements préliminaires tels qu'ils sont précisés à l'article 2.1.2 ci-dessus sont achevés ;
- le document justifiant de la constitution des garanties financières (article 1.5.2) est transmis au préfet ;

L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de MOULIN NEUF la mise en service de l'installation.

CHAPITRE 2.2 – CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Article 2.2.1 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation. En particulier, le décapage est coordonné à l'avancée de l'exploitation de manière à limiter les surfaces décapées inutiles.

L'épaisseur moyenne de la découverte est estimée à 3 mètres. Les matériaux argileux non exploitables peuvent être rencontrés sur 5 m de hauteur.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Les matériaux de découverte seront stockés de façon à conserver les qualités agronomiques des terres végétales et à ne pas faire obstacle à l'écoulement des eaux.

Une surveillance de la présence de l'ambroisie est effectuée régulièrement avec un arrachage en cas de détection.

Article 2.2.2: Patrimoine archéologique

Les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion des travaux, doivent, immédiatement, être signalées au maire de la commune, lequel préviendra la direction régionale des affaires culturelles de Dordogne (article L114-3 à L114-5 et L531-14 du code du patrimoine).

Article 2.2.3: Organisation de l'extraction

L'extraction est réalisée au moyen d'engins mécaniques lourds faisant appel à une pelle mécanique de manière à ne pas affecter la partie supérieure du substratum marno-argileux.

Aucune extraction ne doit être réalisée en dessous de la cote NGF 28m.

La cote topographique minimale des surfaces exploitables doit être au moins supérieure de 4 mètres par rapport au lit mineur du ruisseau Le Courbarieu.

Les extractions ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des eaux superficielles.

Le pompage de la nappe pour le décapage, l'extraction des matériaux et la remise en état de la carrière est interdit.

L'extraction est réalisée en 2 phases conformément au plan de passage d'exploitation du site annexé au présent arrêté.

Article 2.2.4: Phasage prévisionnel

L'exploitation de la surface autorisée doit être conduite en 2 phases comme décrite dans la demande d'autorisation.

Phase	Durée de la phase (exploitation du gisement) en années	Décoverte (m³ en place)	Volume gisement à extraire (en m³)	Total à extraire y compris décoverte (en m3)
1A, 1B	5,00	230 000	230 000	460 000
2	3,00	0	0	0
TOTAL	8,00	230 000	230 000	460000

Article 2.2.5: Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Cette bande ne doit faire l'objet d'aucune exploitation.

Article 2.2.6 : Fonctionnement de la carrière

Les périodes d'exploitation de la carrière (extraction et fonctionnement des installations de traitement) sont les suivants : 7 h à 18 h du lundi au vendredi hors jours fériés.

Article 2.2.7 : Évacuation des matériaux

L'acheminement des matériaux d'extraction bruts, issus du site vers l'installation de traitement se fera par l'intermédiaire des pistes de circulation internes.

La production traitée est évacuée par camion par la RD10E1.

Article 2.2.8 : Consignes et plans d'exploitation

Article 2.2.8.1 : Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

Article 2.2.8.2 : Plan d'exploitation

L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bornes visées à l'article 2.1.2.2
- les bords de la fouille ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les relevés bathymétriques
- les zones remises en état ;
- les voies de circulation
- les installations fixes de toutes natures (baseule, locaux, installations de traitement ...)
- les limites du périmètre extractibles visées à l'art. 1.2.2 ;
- les zones de stockages de produits finis, des stériles, des terres de décoverte ;
- la position des éléments de surface visés à l'art. 2.2.5 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.
-

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan est adressé tous les 5 ans à l'issue de chaque phase quinquennale, à l'inspection des installations classées, avec les indications permettant d'assurer le suivi des travaux de remise en état.

Article 2.2.8.3 : Plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière

L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan, établi avant le début de l'exploitation, contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

CHAPITRE 2.3 – PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Article 2.3.1 : Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.

Les prescriptions à respecter sont :

- réalisation d'un merlon acoustique d'une hauteur utile de 3 mètres en moyenne entre la limite de la zone d'extraction et la limite du périmètre d'autorisation en direction de l'Est de l'habitation du « Cabanaud » ;
- maintien du merlon acoustique localisé le long de la RD10E1 en bordure Ouest dans la direction de la RD10E1 et de l'aire de service de l'A89 des « Palombières ».

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.

Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux inertes externes nécessaires à la remise en état.

Les matériaux de négoce et les produits finis sont stockés dans le périmètre des installations de traitement des matériaux.

Des mesures adaptées doivent être mises en œuvre contre la prolifération des espèces végétales invasives.

Article 2.3.2 : Impacts sur le milieu naturel : mesures d'évitement, de réduction et de compensation des impacts

Les prescriptions à respecter sont :

- l'évitement d'une surface d'environ 1 ha potentiellement exploitable composée :
 - d'une formation de Charmes et Frênes localisée près du ruisseau Le Courbarieu et abritant des stations de Jacinthe des bois ;
 - d'une station abritant quatre pieds de Gentiane pneumonanthe situé au sein de la formation de lande à Brande et bruyère ciliée. Une attention particulière devra y porter afin de maintenir la station humide ;
- Prévenir la colonisation du site d'extraction par les amphibiens et les reptiles ;
- le respect des sites de nidification de mars à août pour l'Hirondelle de rivage et dans la mesure du possible en fonction des contraintes d'exploitation, les fronts sableux ayant été occupés l'année précédente seront conservés ;
- aucune perturbation à proximité des sites de nidification des oiseaux tels que Grèbe huppé, Grèbe castagneux, Petit gravelot et Martin-Pêcheur ou d'adultes stationnant régulièrement depuis le mois d'avril jusqu'à la fin août ;
- une gestion des zones humides par un rajeunissement périodique afin de prévenir le développement d'un tissu arboré (chênes et saules).

Le suivi de l'efficacité des mesures de protection et de compensation pour la faune et la flore sera réalisé par un spécialiste du milieu naturel. Un bilan quinquennal des opérations menées au cours de la période, ainsi qu'un descriptif des actions prévues pour la période quinquennale à venir sera transmis à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.4 – REMISE EN ÉTAT

Article 2.4.1 : Conditions de remise en état

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511 du Code de l'Environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état de la carrière doit être coordonnée à l'exploitation conformément au schéma de remise en état et plans de phasage annexés au présent arrêté.

Les mesures de remise en état prévues ressortent de l'étude menée afin d'assurer la sécurité du site et de le réintégrer dans son environnement de façon harmonieuse.

La remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site et d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site sauf éventuellement les installations de traitement des matériaux et infrastructures, utilisés annexes (pont bascule, pistes en enrobé, atelier ...) dont l'exploitant souhaiterait poursuivre l'activité, les principales dispositions sont les suivantes :

- Conservation de certains plans d'eau avec reprofilage des berges appropriés, associée à des aménagements permettant de favoriser l'apparition d'habitats humides de différentes typologies ;
- Remblaiement des terrains exploités à l'aide de :
 - matériaux de découverte (hors terre végétale) en partie inférieure ;
 - matériaux inertes extérieurs mis en place au-dessus du niveau des hautes eaux de la nappe, coiffés au final par une couche de terre végétale ;
- Reboisement sous forme de bosquets par plantation de jeunes plants ou semis direct
- Maintien du belvédère existant en partie nord du site
- Tracé de chemins de promenade

Les principes de réaménagement susvisés doivent répondre aux orientations de remise en état illustrées au plan annexé au présent arrêté ainsi qu'aux éléments de l'étude d'impact relatifs à la remise en état.

Installation de traitement :

1. En cas d'arrêt définitif de l'ensemble des activités, la remise en état du site est complétée pour le secteur de traitement et de stockage des matériaux
 - ✎ démontage des installations de traitement des matériaux et de l'ensemble des équipements annexes non fixes ou modulaires ;
 - ✎ suppression des aménagements hydrauliques et des équipements associés (dispositifs décanteurs deshuileurs...);
 - ✎ réaménagement des bassins de décantation par reprofilage de berges sur le même principe que les plans d'eau conservés dans la zone d'extraction.
2. en cas de maintien de l'activité traitement de matériaux et arrêt de l'exploitation de la carrière, l'exploitant adresse au Préfet avec le mémoire prévu à l'article 1.6.4 les éléments d'appréciation relatif au mode de gestion des eaux de lavage des matériaux.

Article 2.4.2 : Remblayage

Le remblayage des carrières est géré de manière à assurer la stabilité physique des terrains remblayés. Il ne nuit pas à la qualité du sol ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'apport de déchets inertes doit être achevé 6 mois avant l'échéance de l'autorisation de carrière. Il est également limité dans les conditions suivantes :

Quantités annuelles	Quantités totales sur la durée de l'autorisation	Base minimale de dépôt	Secteurs pouvant être remblayés par des déchets inertes (annexe 5 – plan de remise en état)
70 000 tonnes (soit 50 000 m³)	soit 280 000 m³	33,5 m NGF	Zones A, B, C et G

Cas de remblayage avec apport d'inertes extérieurs

Les déchets utilisables pour le remblayage sont :

- les déchets d'extraction inertes, qu'ils soient internes ou externes, sous réserve qu'ils soient compatibles avec le fond géochimique local,
- les déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière s'ils respectent les conditions d'admission définies par l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé. À ce titre, sont admis :
 - ✕ les déchets inertes externes suivants :
 - ✕

Code déchet ⁽¹⁾	Description	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 03	Tuiles et Céramiques	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés

17 01 07	Mélange de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substance dangereuse	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 02	Verre	Sans cadre ou montant de fenêtres
17 03 02	Mélanges bitumineux ne contenant pas de goudron	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés Un test montrant que ces déchets ne contiennent ni goudron, ni amiante doit être réalisé.
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe

(1) : Art. R.541-7 du code de l'environnement

x Si les déchets n'entrent pas dans une des catégories ci-dessus, l'exploitant s'assure que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Outre les prescriptions réglementaires de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé et des articles 1 et 9 de l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres, l'exploitant tient à jour un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.

De plus, l'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation, lors du déchargement et lors du régalaage des déchets afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé. Le déversement direct du chargement dans une alvéole de stockage est interdit sans vérification préalable du contenu et en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.

L'exploitation des secteurs à remblayer et des plate-formes d'accueil et tri des déchets est confiée à une personne techniquement compétente et nommément désignée par l'exploitant.

Un recouvrement des remblais de déchets inertes est effectué à l'aide de terres de découverte sur une épaisseur permettant de procéder aux plantations de parties remblayées.

CHAPITRE 2.5 – DÉCLARATION ANNUELLE

Article 2.5.1 : Enquête annuelle carrière

L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets modifié ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrière visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.

Cette déclaration est à faire pour l'année N avant le 31 mars de l'année N+1 sur le site de télédéclaration GREP (<https://www.declarationpollution.developpement-durable.gouv.fr/grep>).

CHAPITRE 2.6 – INCIDENTS OU ACCIDENTS

Article 2.6.1 : Déclaration et rapport

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.7 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 2.7.1 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

Les documents visés dans le dernier alinéa ci-dessus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

CHAPITRE 2.8 – RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION

Article 2.8.1 : Récapitulatif des documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicités / échéances
Articles 1.5.3 & 1.5.4	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	6 mois avant la fin de la période quinquennale, ou avant 6 mois suivant une augmentation de plus de 15 % de la TP01
Article 1.6.4	Notification de mise à l'arrêt définitif	6 mois avant la date de cessation d'activité
Article 1.6.4	Programme de remise en état	1 an avant la date de cessation d'activité
Article 1.6.4	Arrêt définitif : plan final et reportage photographique de remise en état	À l'échéance de l'arrêté préfectoral
Article 2.1.3	Attestation de constitution de garanties financières mentionnée à l'article 1.5.2	Préalablement à la mise en service de la carrière
Article 2.1.8.2	Plan d'exploitation	À la fin d'une période quinquennale
Article 2.1.8.3	Plan de gestion des déchets d'extraction	Tous les 5 ans
Article 2.3.2	Bilan du suivi faune/flore et des actions à venir	À la fin d'une période quinquennale
Article 2.5.1	Déclaration des émissions polluantes et des déchets	Avant le 31 mars de l'année suivante.

TITRE 3 – PRÉVENTION DES RISQUES

CHAPITRE 3.1 – GÉNÉRALITÉS

Article 3.1.1 : Propreté de l'installation et de ses abords

L'ensemble du site et ses abords sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 3.1.2 : Contrôle des accès

Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public.

En particulier, une clôture solide et efficace ou tout autre dispositif équivalent est mis en place sur tout le périmètre et autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation. Des pancartes indiquant le danger sont apposées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité du périmètre clôturé.

Les retenues d'eau et bassins à boues présents sur le périmètre d'autorisation sont clôturées et signalées par panoneaux rappelant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

Article 3.1.3 : Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

CHAPITRE 3.2 – DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

Article 3.2.1 : Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels de sécurité sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

CHAPITRE 3.3 – DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 3.3.1 : Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.

Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées annuellement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du Code du Travail

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

CHAPITRE 3.4 – DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Article 3.4.1 : Rétentions et confinement

I. - Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Le système de récupération fait l'objet d'une vidange régulière par une société spécialisée.

Le ravitaillement des engins à mobilité réduite pourra s'effectuer en dehors de l'aire étanche prévue ci-dessus, à condition de disposer à proximité immédiate de produits absorbants pour la récupération des liquides déversés accidentellement et de réaliser l'opération au-dessus d'un bac étanche ou d'une couverture absorbante adaptée pour les hydrocarbures.

Chaque équipement de travail mobile évoluant sur la zone d'extraction, doit être équipé d'un kit de produits absorbants pour hydrocarbures.

L'aire de distribution de liquides inflammables doit être pourvue en produits fixant ou en produits absorbants appropriés, permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont stockés dans des endroits visibles, facilement accessibles, proches des postes de distribution avec les moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

II. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de réceptiers de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas 1 000 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 1 000 l.

III. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides.

Les réservoirs ou réceptiers contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les capacités de rétention doivent être placées à l'abri des eaux météoriques.

Ces réceptiers et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets. Dans le cas d'un déversement accidentel d'hydrocarbures, les terres souillées sont immédiatement excavées et évacuées vers un centre de traitement agréé.

L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

CHAPITRE 3.5 – DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 3.5.1 : Travaux

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

TITRE 4 – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

CHAPITRE 4.1 – CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1 : Dispositions générales

Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour éviter que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.

Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

La conception des installations prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.

En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère.

Les dispositifs de réduction des émissions de poussières sont régulièrement entretenus et les rapports d'entretien tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant prend les dispositions suivantes pour prévenir et limiter les envois de poussières :

- Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules et engins de l'installation sont aménagées et convenablement nettoyées ;
 - La vitesse des engins sur les pistes non revêtues est adaptée ;
 - Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussières ou de boue sur les voies publiques. Le cas échéant, des dispositifs tels que le lavage des roues des véhicules ou tout autre dispositif équivalent sont prévus ;
 - Les transports des matériaux de granulométrie inférieure ou égale à 5 mm sortant de l'installation sont assurés par bennes bâchées ou aspergées ou par tout autre dispositif équivalent ;
- Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 4.1.2 : Émissions diffuses et envois de poussières

Si besoin, les stockages de produits pulvérulents sont confinés (silos, bâtiments fermés...) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envois de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

CHAPITRE 4.2 – ODEURS

Lorsqu'il existe des sources potentielles d'odeur de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement par exemple).

TITRE 5 – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Article 5 : Dispositions générales

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

Toute modification des conditions d'alimentation en eau de l'établissement, ainsi que de projets concernant la réduction des consommations d'eau, devra être portée à la connaissance de l'inspecteur des installations classées.

CHAPITRE 5.1 – PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 5.1.1 : Prélèvement d'eau

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

Les prélèvements d'eau effectués dans le plan d'eau BDe situé dans l'emprise du site sont destinés à l'installation de traitement des matériaux qui nécessite une lame d'eau circulante.

Pour l'arrosage des pistes et pour les besoins du personnel, l'exploitant est autorisé à prélever par le biais d'un puits de l'eau souterraine dans les conditions suivantes ;

Origine de la ressource	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)	Débit maximal horaire (m³/h)
Eau souterraine	650	1 m³/h

(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés quotidiens, hebdomadaires ou mensuels pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé mensuellement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées.

En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnection.

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

En application de l'art. L.411-1 du code minier, l'exploitant déclare, à la DREAL Nouvelle-Aquitaine, chaque nouvel ouvrage de plus de 10 m, en vue de son inscription à la Banque du Sous-Sol auprès du BRGM.

CHAPITRE 5.2 – REJETS DES EFFLUENTS AQUEUX

Article 5.2.1 : Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et eaux non susceptibles d'être polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées : eaux des surfaces imperméabilisées (aire étanche, aire de stationnement...);
- les eaux issues du lavage des matériaux ;
- les eaux d'exhaure ;
- les eaux domestiques : les eaux vannes, les eaux des lavabos et douches...

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

Article 5.2.2 : Gestion des ouvrages : conception, dysfonctionnement

Le réseau de collecte doit être de type séparatif, de façon à isoler les eaux résiduaires polluées qui doivent subir un traitement et les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées qui sont rejetées directement dans le milieu naturel.

Un plan daté des réseaux d'alimentation, de collecte et des rejets est établi par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable. Ce plan doit faire apparaître les secteurs collectés, les branchements, les regards, les postes de relevage, etc. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Les effluents aqueux susceptibles d'être pollués sont collectés puis dirigés soit vers des capacités de récupération élanches, soit vers des installations de traitements (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures) avant leur rejet vers le milieu naturel.

Pour les effluents provenant des aires de ravitaillement et de dépotage des carburants, les séparateurs sont munis d'un dispositif à obturation automatique.

Article 5.2.3 : Gestion des eaux de lavage des matériaux

Les rejets des eaux de lavage des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles. Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé de l'installation, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu. Le circuit de traitement des eaux de procédé est basé sur des opérations successives de débouillage et de décanation dans plusieurs bassins spécifiques prévus dans l'exploitation de la carrière.

Article 5.2.4 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et de déchargement, notamment celles de l'aire élanche, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.2.5 : Eaux de ruissellement des zones de stockage des déchets d'extraction inertes

L'exploitant doit s'assurer que les zones de stockage des déchets d'extraction inertes ne génèrent pas de détérioration de la qualité des eaux.

Article 5.2.6 : Gestion des eaux domestiques

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément aux règlements en vigueur.

CHAPITRE 5.3 – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Article 5.3.1 : Implantation des piézomètres

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site.

Article 5.3.2 : Réseau de surveillance

Le réseau de surveillance se compose de 4 ouvrages : Pz5, Pz6, Pz7 et Pz8 en place sur le site.

La localisation des ouvrages est précisée sur le plan joint en Annexe 6.

Article 5.3.3 : Suivi piézométrique

Un suivi piézométrique semestriel en périodes de hautes et basses eaux des eaux souterraines sera réalisé sur les piézomètres figurant à l'Annexe 6.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont reportés à minima, la date du relevé, l'ouvrage et la hauteur de la nappe en m NGF.

Article 5.3.4 : Programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants :

- pH, conductivité, MES, DCO, DBO5 et Hydrocarbures totaux.

Un contrôle de paramètres est effectué annuellement en période de hautes eaux.

Ces analyses sont effectuées sur des prélèvements réalisés sur les piézomètres figurant à l'Annexe 6.

L'ensemble des résultats est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Des analyses ou des paramètres supplémentaires pourront être demandés en tant que de besoin par l'inspection des installations classées.

TITRE 6 – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES, DES VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 6.1.1 : Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solide, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions relatives de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 : Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, mis sur le marché après le 4 mai 2002, utilisés à l'intérieur de l'établissement et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R.571-1 à R.571-24 du code de l'environnement et sont soumis aux dispositions de l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Article 6.1.3 : Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

CHAPITRE 6.2 – NIVEAUX ACOUSTIQUES

Article 6.2.1 : Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les émergences doivent être mesurées pour les points de contrôle 1, 2 et 3.

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Article 6.2.2 : Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

Limite d'emprise autorisée	Niveau limite de bruit admissible en dB(A)	
	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
n°1	50 dB(A)	Pas d'activité
n°2	50 dB(A)	
n°4	70 dB(A)	
n°5	70 dB(A)	
n°6	70 dB(A)	

Les points de contrôle 1 à 6 sont définis en annexe du présent arrêté.

Article 6.2.4 : Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la notification du présent arrêté. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Les mesures sont renouvelées tous les 3 ans.

Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

L'ensemble des résultats est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. En cas de dépassements constatés, cet ensemble est transmis à l'inspection accompagné de commentaires sur les causes de ces dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

TITRE 7 – DÉCHETS

CHAPITRE 7.1 – PRINCIPES DE GESTION

Article 7.1.1 : Dispositions générales

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

L'exploitant organise la gestion des déchets en respectant la hiérarchie des modes de traitement définie au 2° de l'article L541-1 du code de l'environnement.

Article 7.1.2 : Limitation de la production de déchets – Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans les filières spécifiques.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R 543-3 et suivants du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles relatifs à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination R 543-129 à R 543-135 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions des articles R 543-137 à R 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

La gestion des déchets issus de l'exploitation de la carrière est traitée à l'article 7.1.6 ci-dessous.

Article 7.1.3 : Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires éanches et aménagées pur la récupération des éventuels liquides épanchés et des eaux météoriques souillées.

Article 7.1.4 : Traitement des déchets

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations visées à l'article L 511-1 du code de l'environnement utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Il veille à la tenue des registres et à l'émission des bordereaux prévus par les articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement.

Article 7.1.5 : Transport des déchets

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application des articles R 541-42 à R 541-48 du code de l'environnement et de l'arrêté du 29 juillet 2005 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions des articles relatifs au transport par route au négoce et au courtage de déchets R 541-49 à R 541-61 du code de l'environnement. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.1.6 : Déchets issus de l'exploitation de la carrière

Article 7.1.6.1 – Caractéristiques des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière

Les installations de stockage des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière sont les endroits choisis pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les versets et les bassins de décantation.

Les terres de découverte, les stériles et les résidus inertes issus du traitement des matériaux extraits des carrières sont considérés comme des déchets inertes et des terres non polluées, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

En particulier, les déchets concernés ici sont des opérations de découverte (terres et stériles).

Ces déchets sont déposés pendant une période supérieure à trois ans mais sont remis à terme dans l'excavation dans le cadre de la remise en état, il ne s'agit donc pas d'installation de stockage des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière au sens de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 modifié mais il s'agit bien de déchets inertes et terres non polluées au sens de cet arrêté ministériel.

Article 7.1.6.2 – Gestion des déchets inertes et des terres non polluées issus de l'exploitation de la carrière

L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets issus de son exploitation et utilisés pour le remblaiement et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.

TITRE 8 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS-PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 8.1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de BORDEAUX :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 8.2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affichée en mairie de MOULIN NEUF pendant une durée minimum d'un mois. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique.

Article 8.3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nouvelle-Aquitaine et les inspecteurs des installations classées placés sous son autorité, le maire de la commune de MOULIN NEUF, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée ainsi qu'à la SA CARRIERES DE THIVIERS.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
Secrétaire Général,
L'Agent SIMPLICIEN

ANNEXE 1 : PLAN DE SITUATION

ANNEXE 2 : PLAN CADASTRAL

ANNEXE 3 : PLAN D'ENSEMBLE

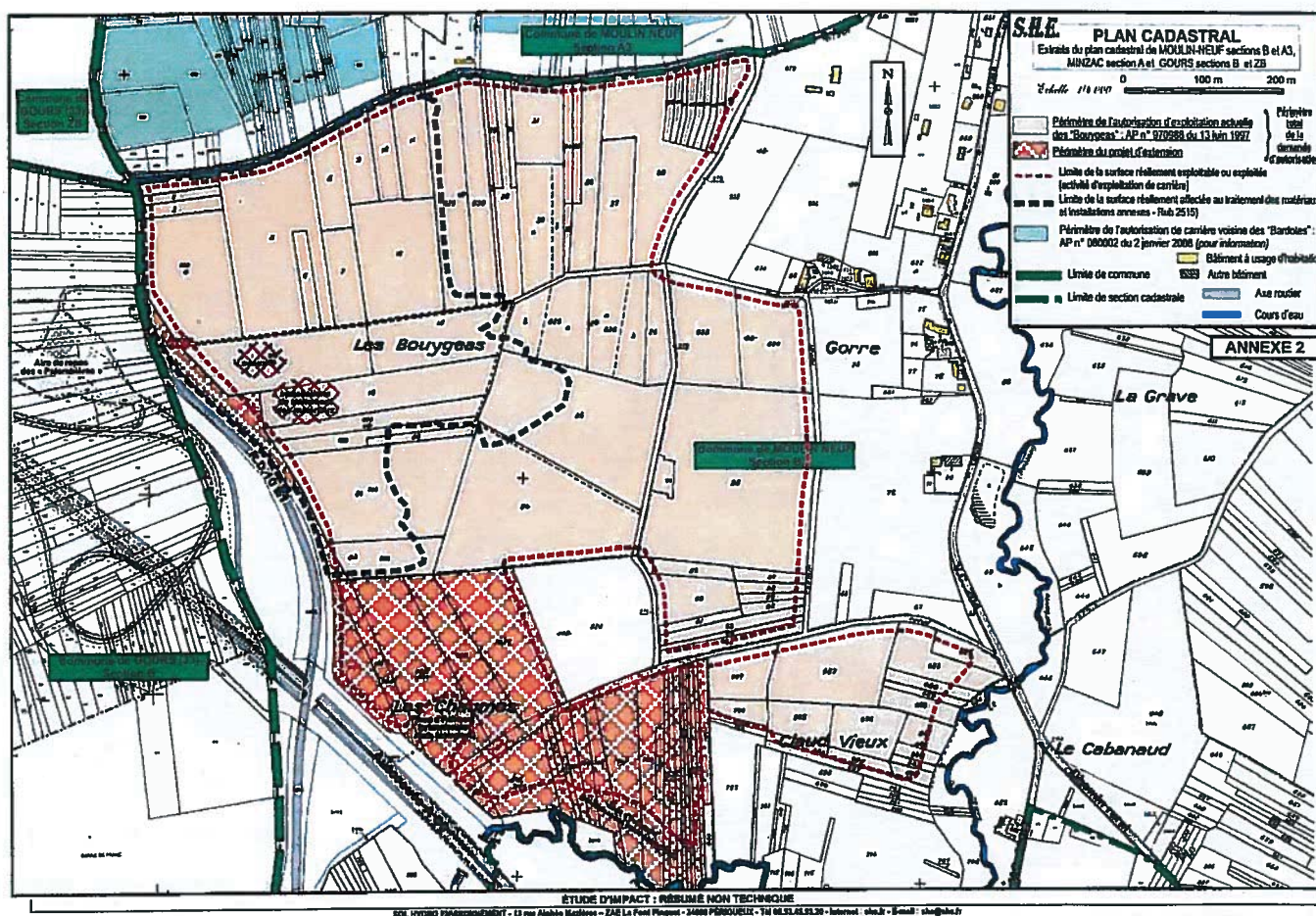
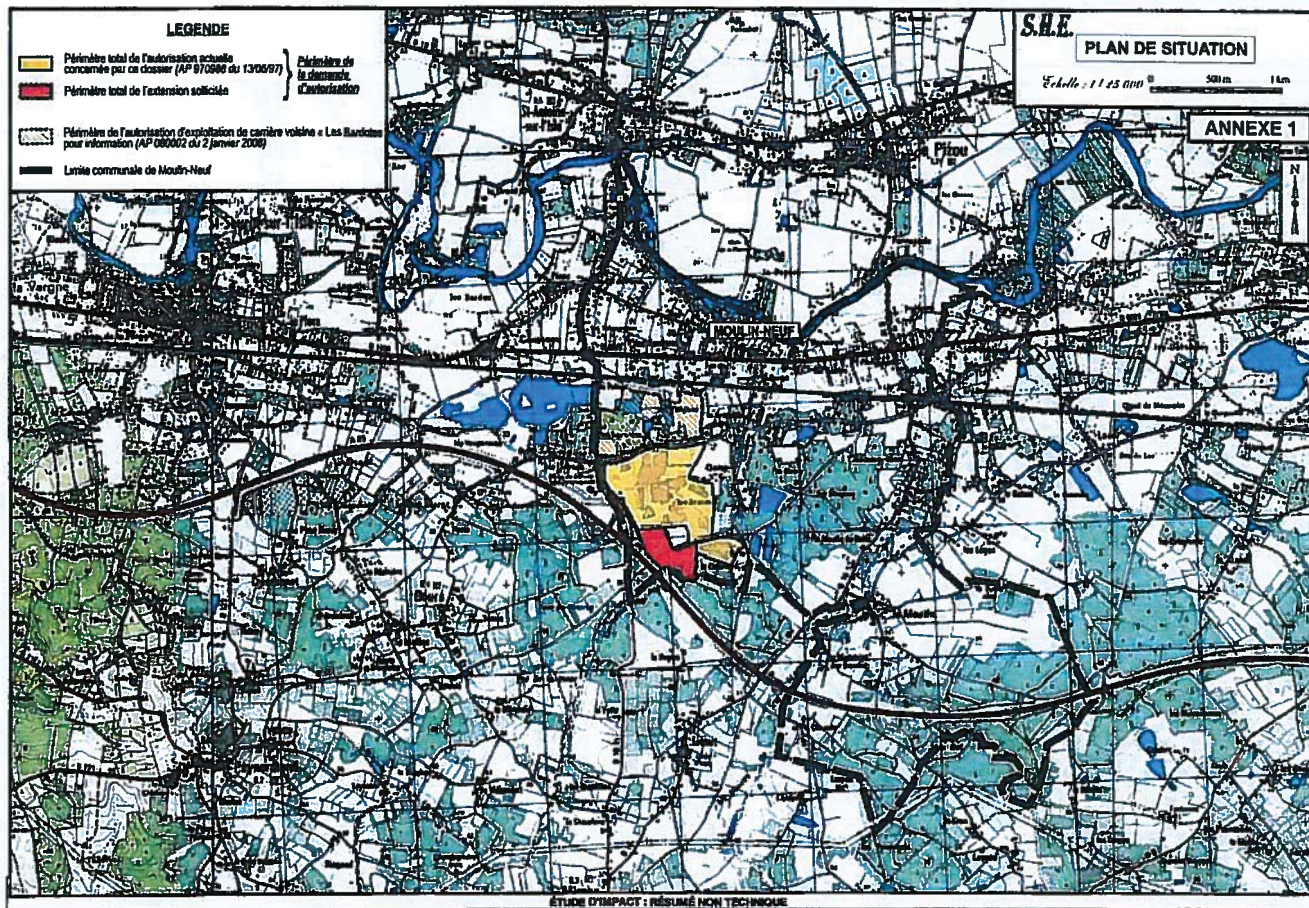
ANNEXE 4 : PHASAGE D'EXPLOITATION ET COUPES SCHEMATIQUES

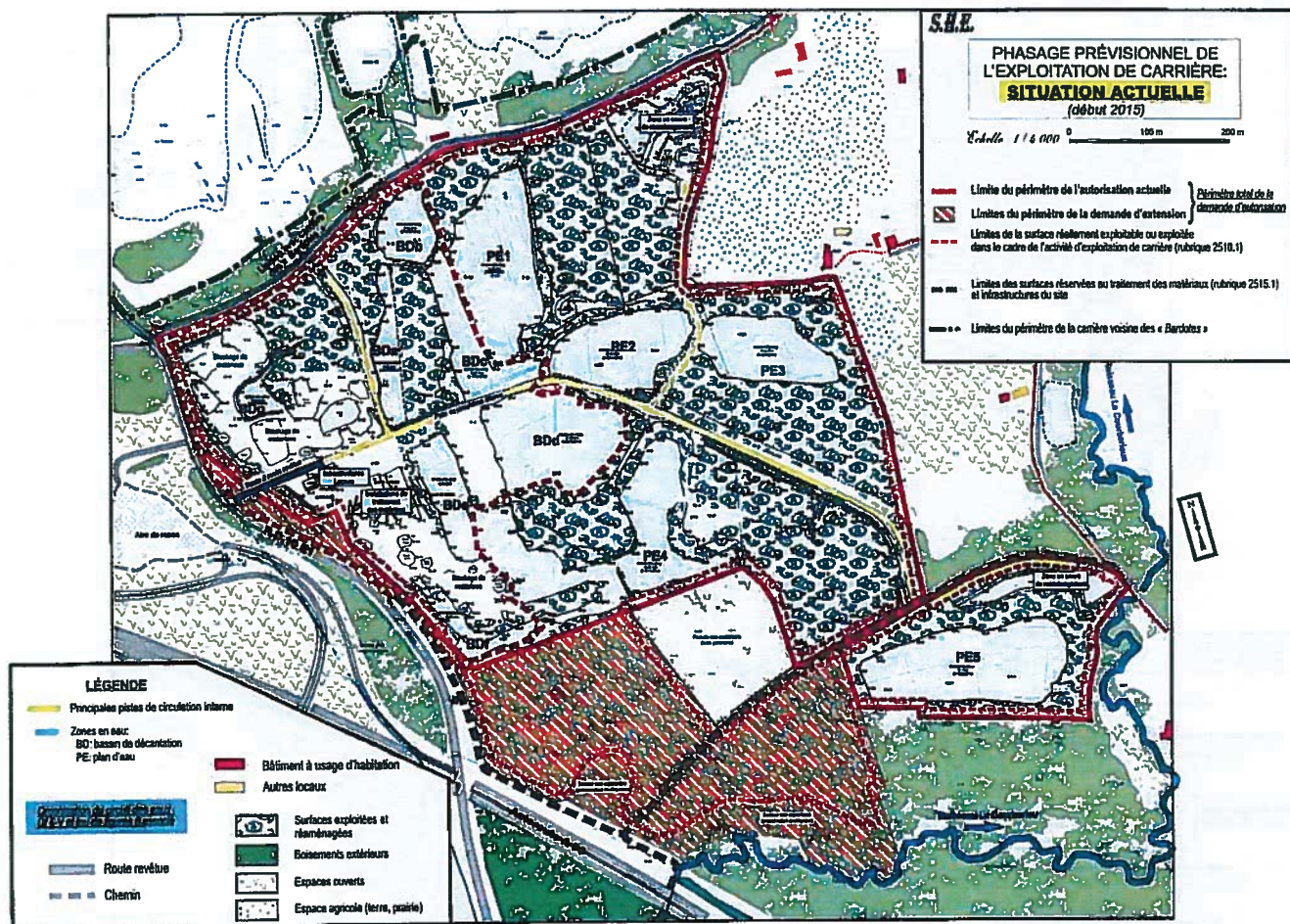
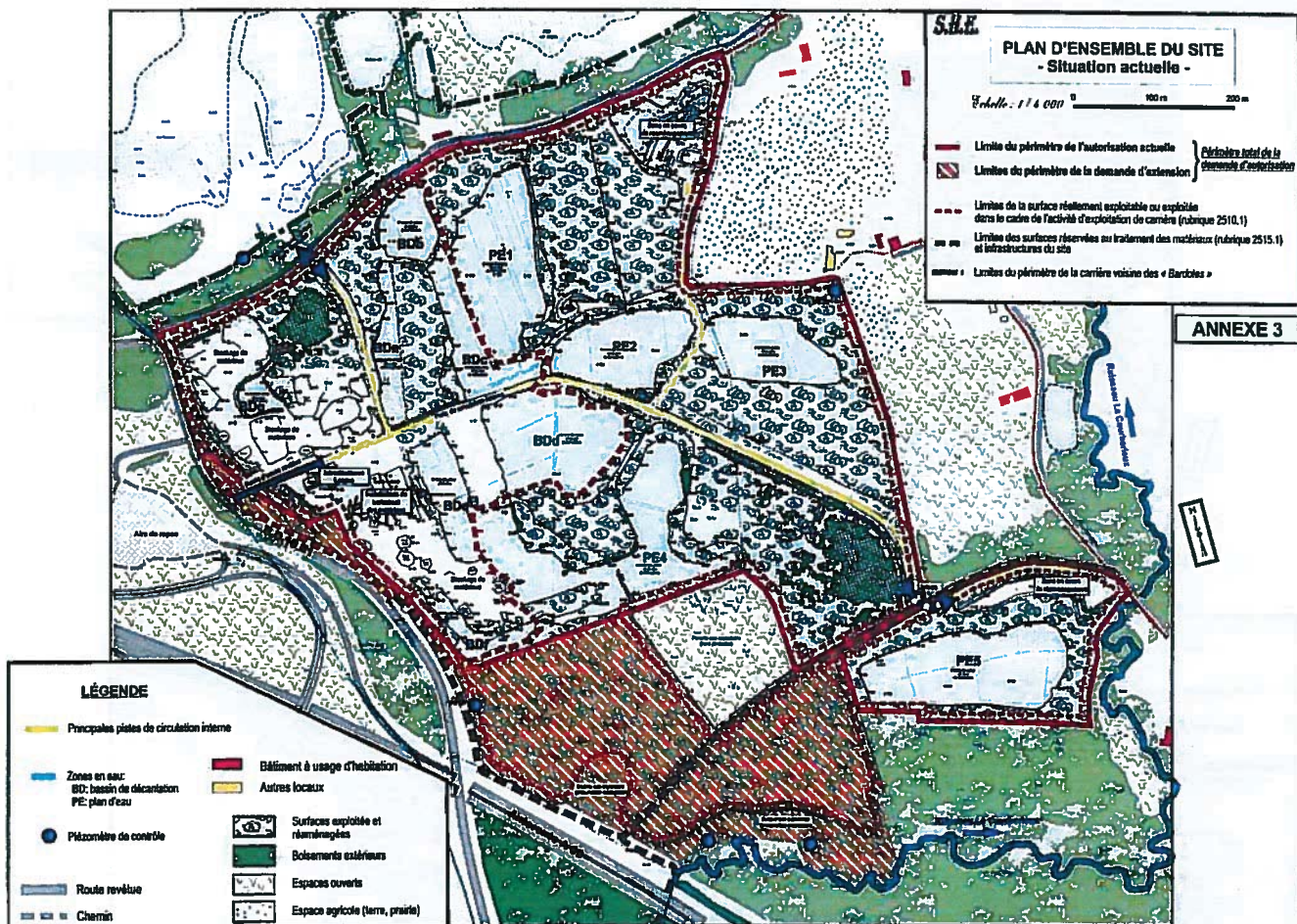
ANNEXE 5 : PRESENTATION DE LA REMISE EN ETAT FINALE

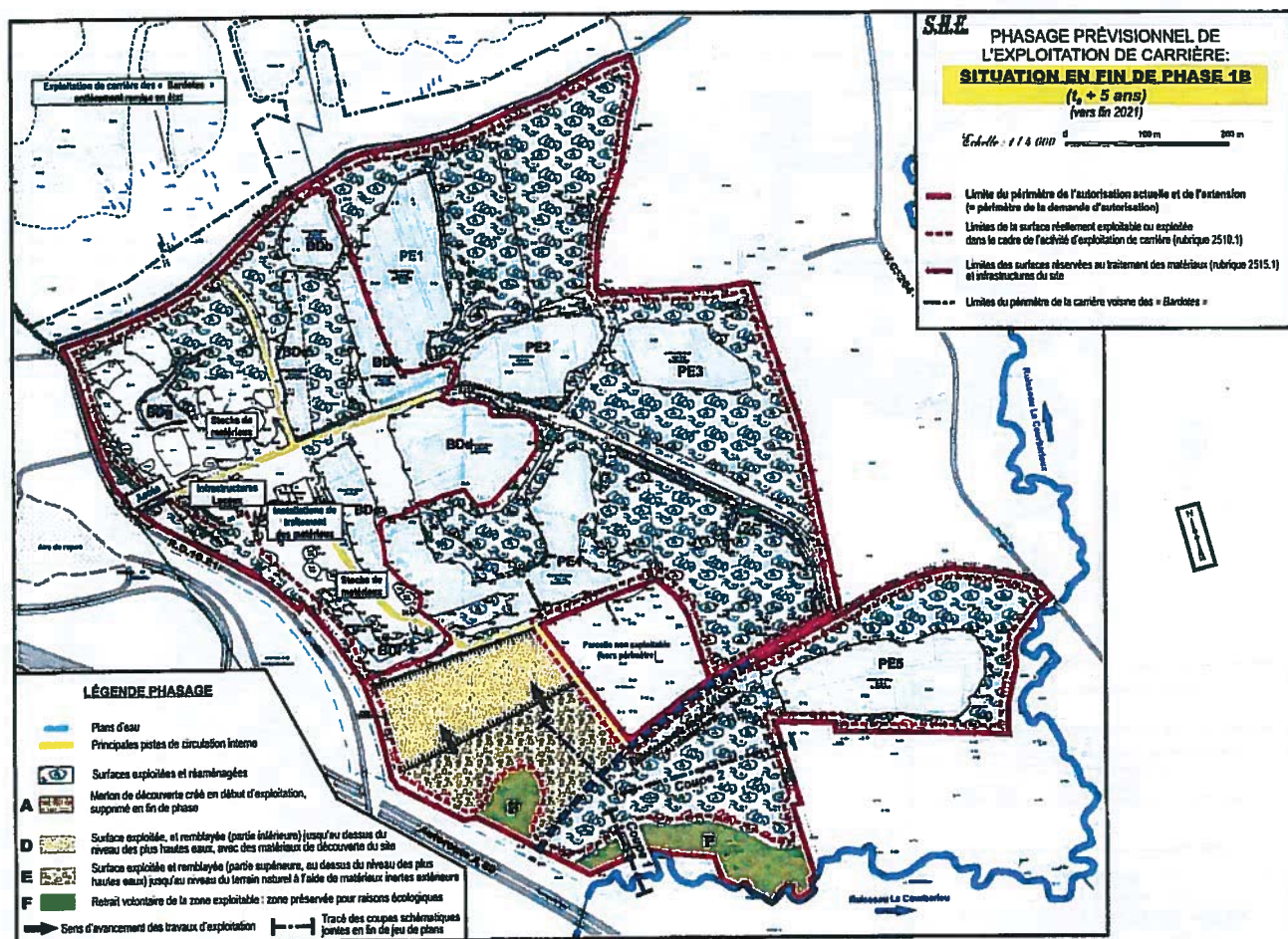
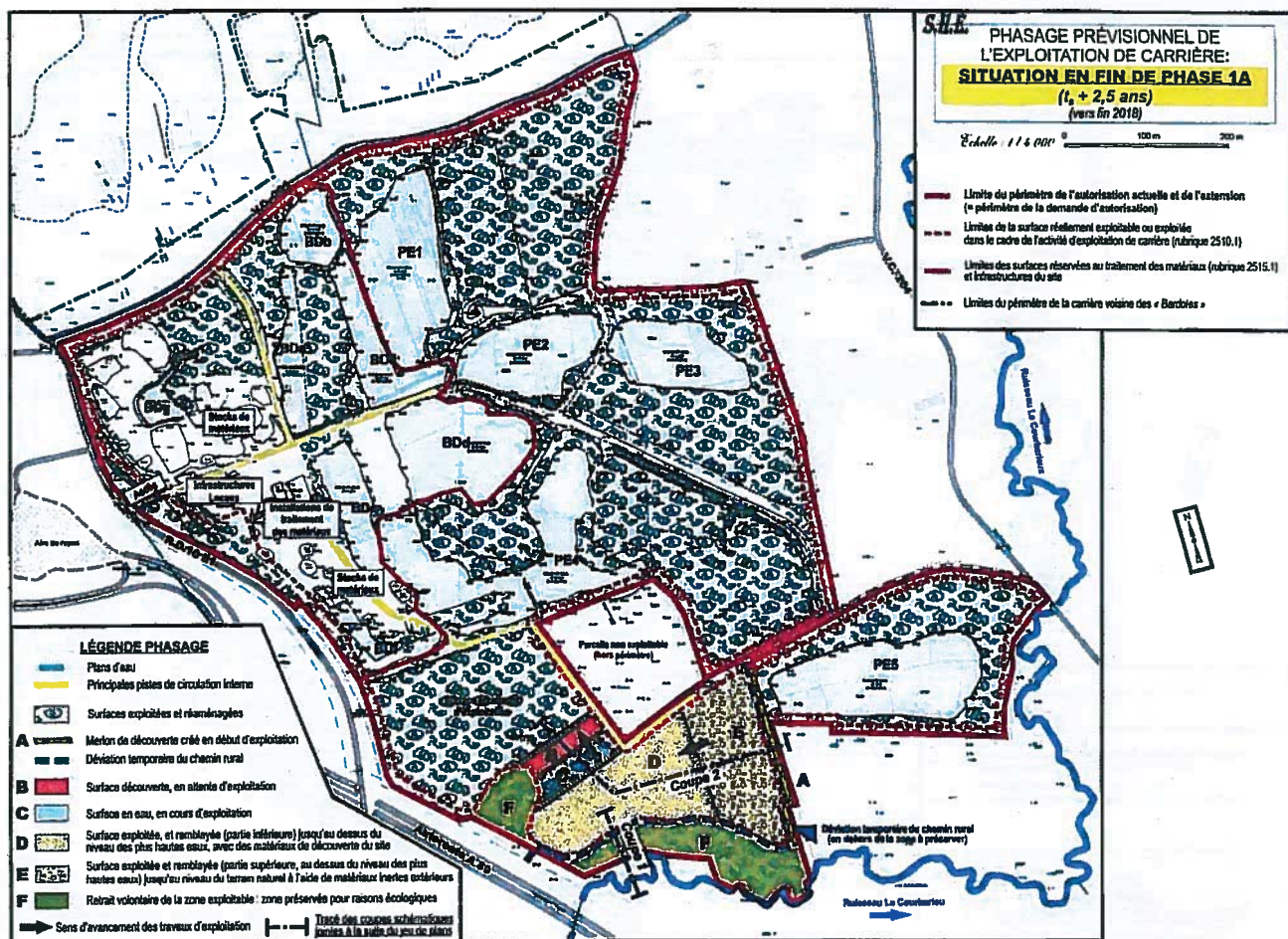
ANNEXE 6 : LOCALISATION DES PIÉZOMÈTRES

ANNEXE 7 : EMPLACEMENTS DE SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ACOUSTIQUES

ANNEXE 8 : SCHEMAS EXPLICATIFS POUR LE CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES



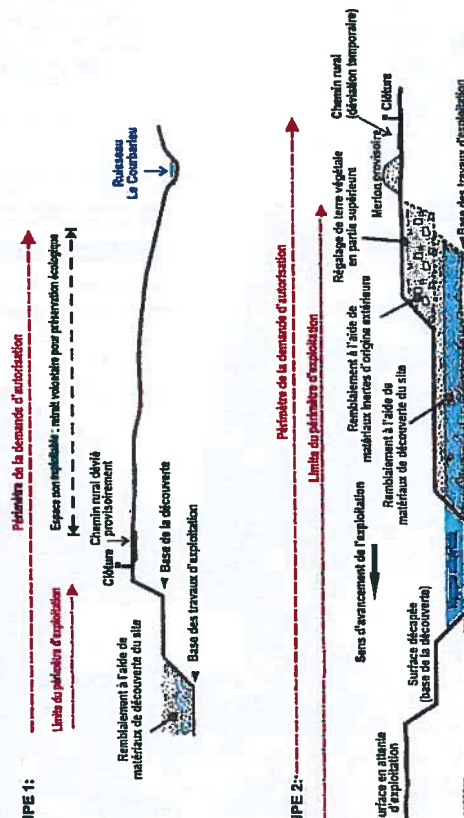




Tracé des coupes : Cf. plans de phasage

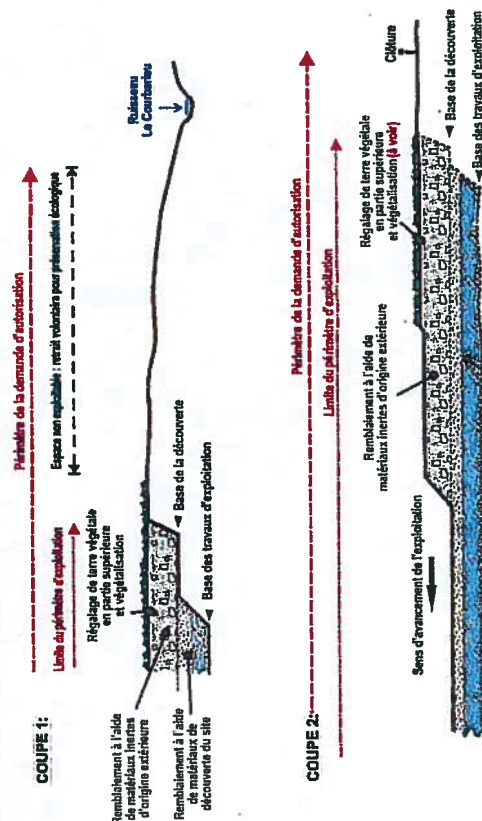
FIN DE PHASE 1A (t + 2,5 ans)

COUPE 1:



FIN DE PHASE 1B (t + 5 ans)

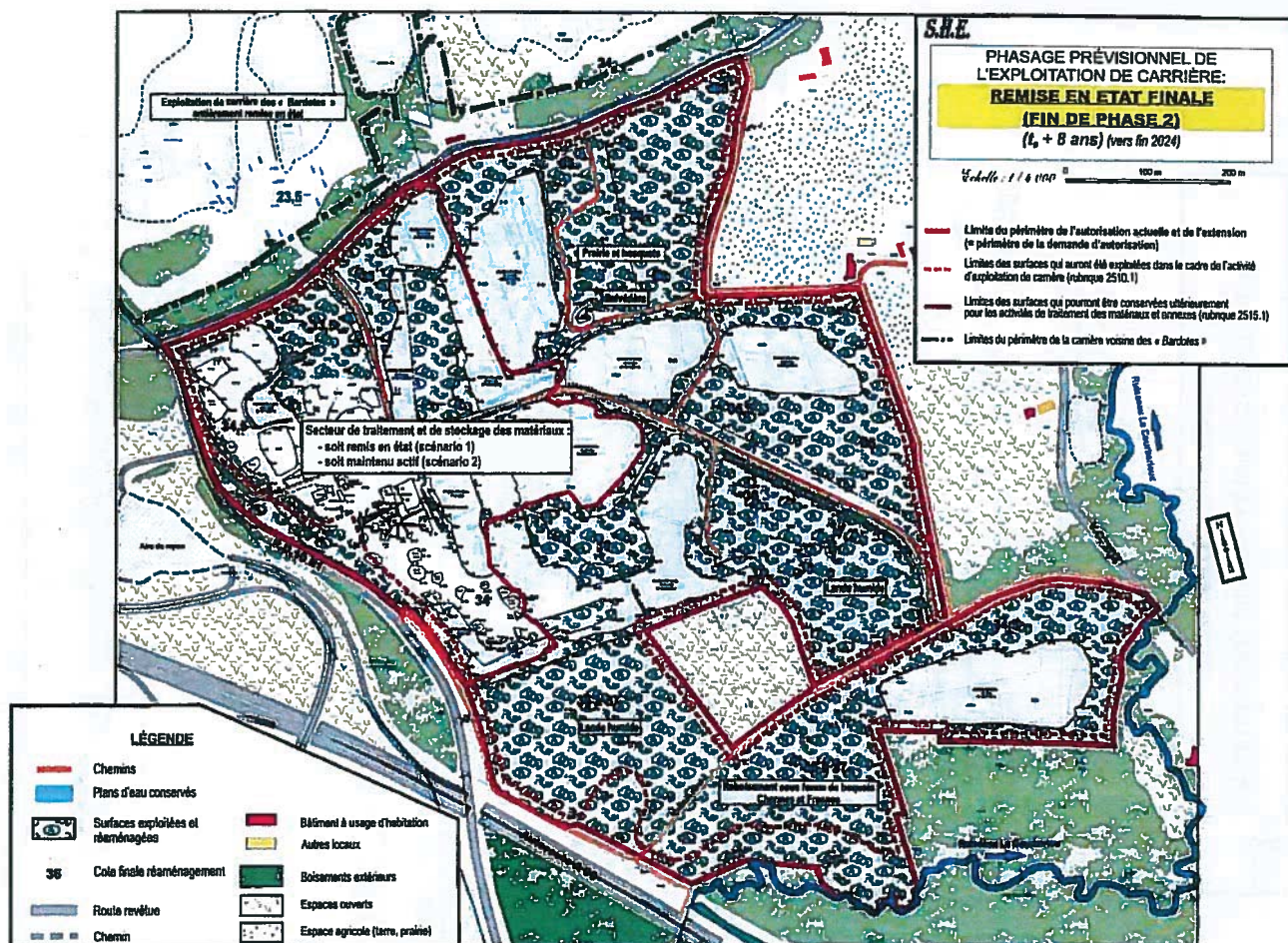
COUPE 1:



Rembatement à l'ide de
matériaux de découverte du site

2^{ème} PARTIE : DESCRIPTION TECHNIQUE - PROCEDES DE FABRICATION

EQU-HYDRO-ENVIRONNEMENT - 13 rue Agha Nazkadas - 24000 PERIGUEUX - Tél 05.53.46.03.26 - Internet : aheq-e



PRÉSENTATION DE LA REMISE EN ÉTAT FINALE

Extrait de l'étude paysagère annexée J. SEGU

SCENARIO 1 : Arrêt définitif des activités de traitement des matériaux



ANNEXE 5 A

LEGENDE

- Limite de périmètre de l'autorisation actuelle et de la demande d'extension
- Limite de la surface réellement exploitable
- Limite du périmètre de la carrière voisine des « Bardolles »
- Chemins ruraux et pistes

- a: Prairies et bosquets
- b: Surface exploitée et réaménagée par reboisement sous forme de bosquets en Châmes et en Fresnes
- c: Surface exploitée et réaménagée en lande humide
- d: Secteur réaménagé en lande humide
- e: Belvédère et chemin réaménagé
- f: Installations supprimées
- g: Secteur remblayé et réaménagé en prairies et bosquets
- h: Secteur replanté en Chênes tauzins avec une faible densité après réaménagement des anciennes installations

17

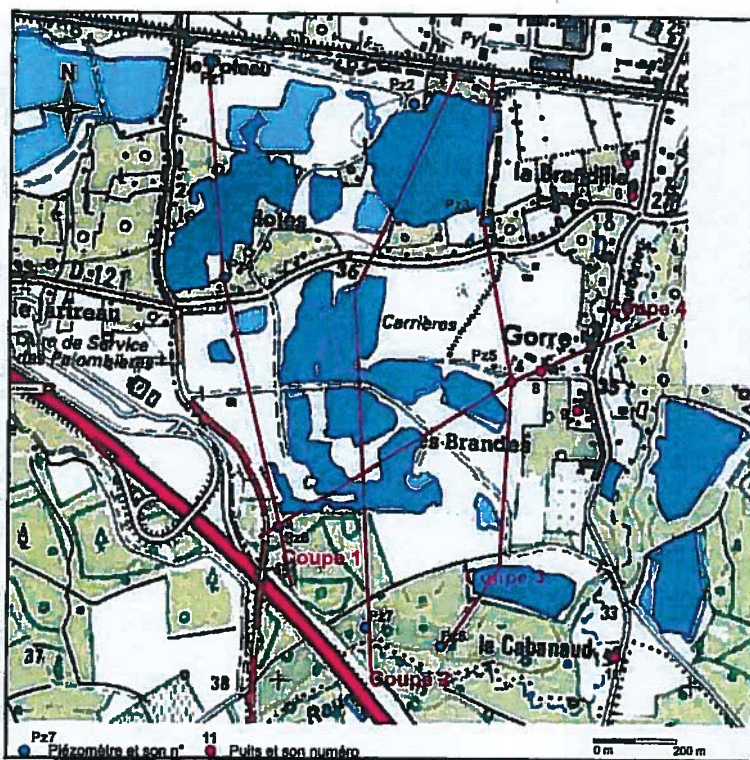
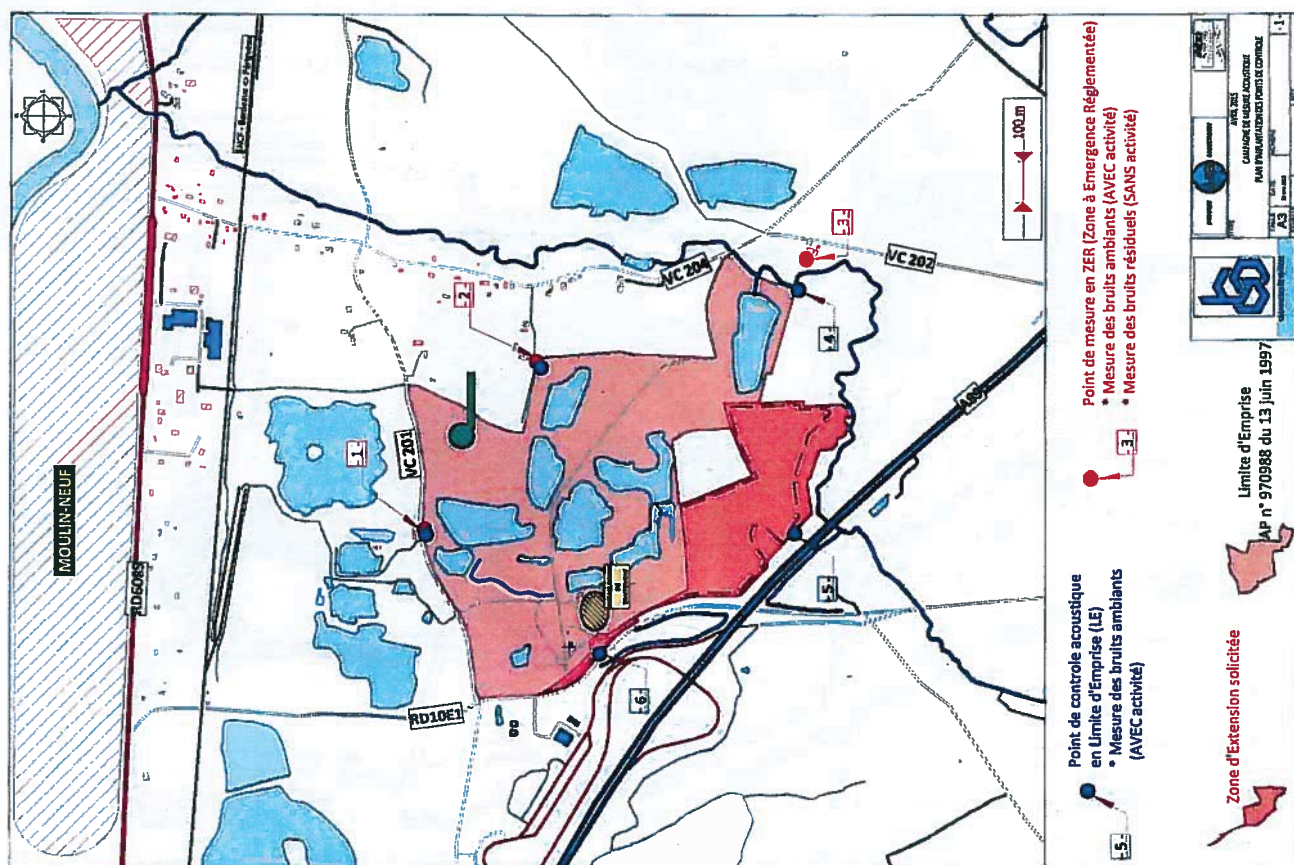
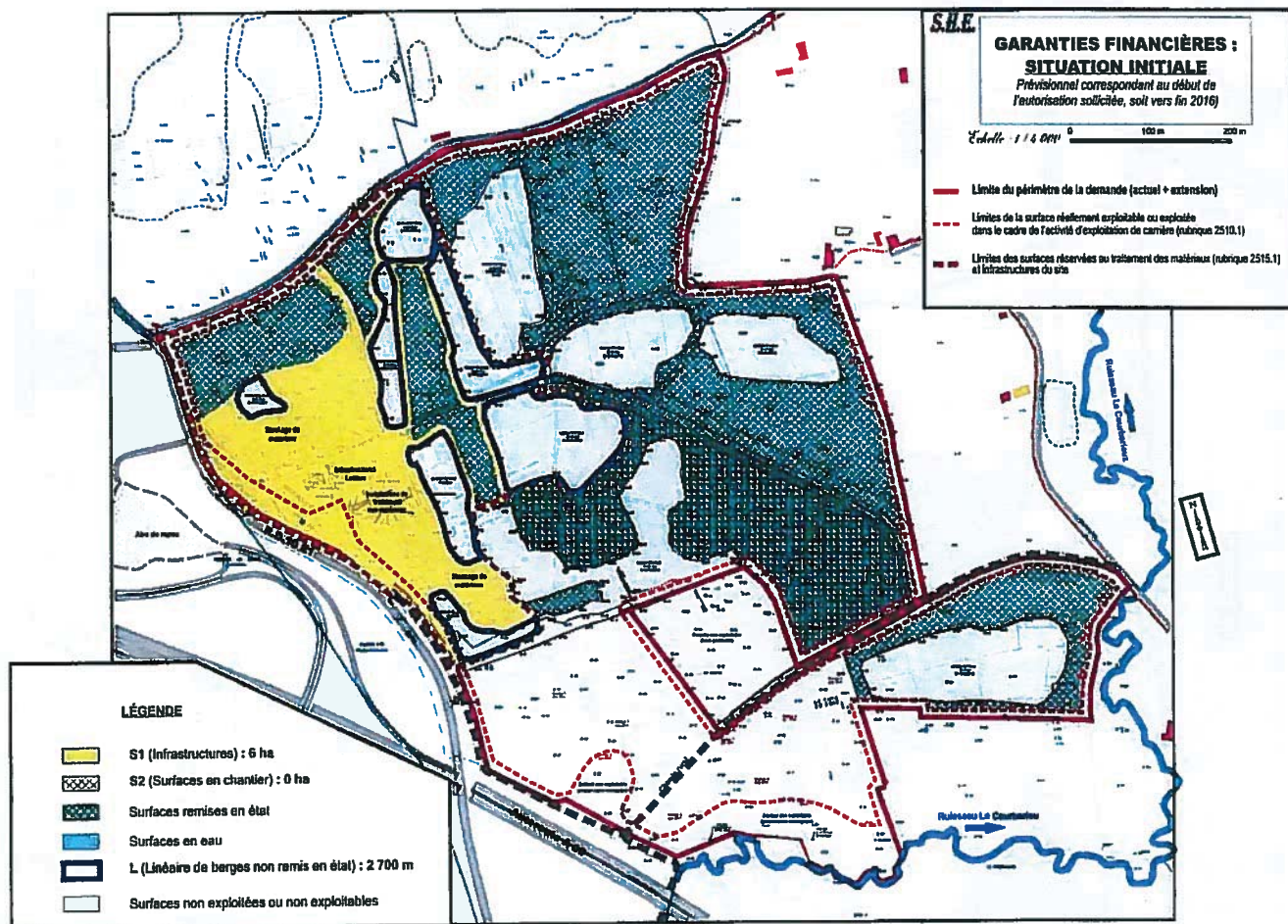
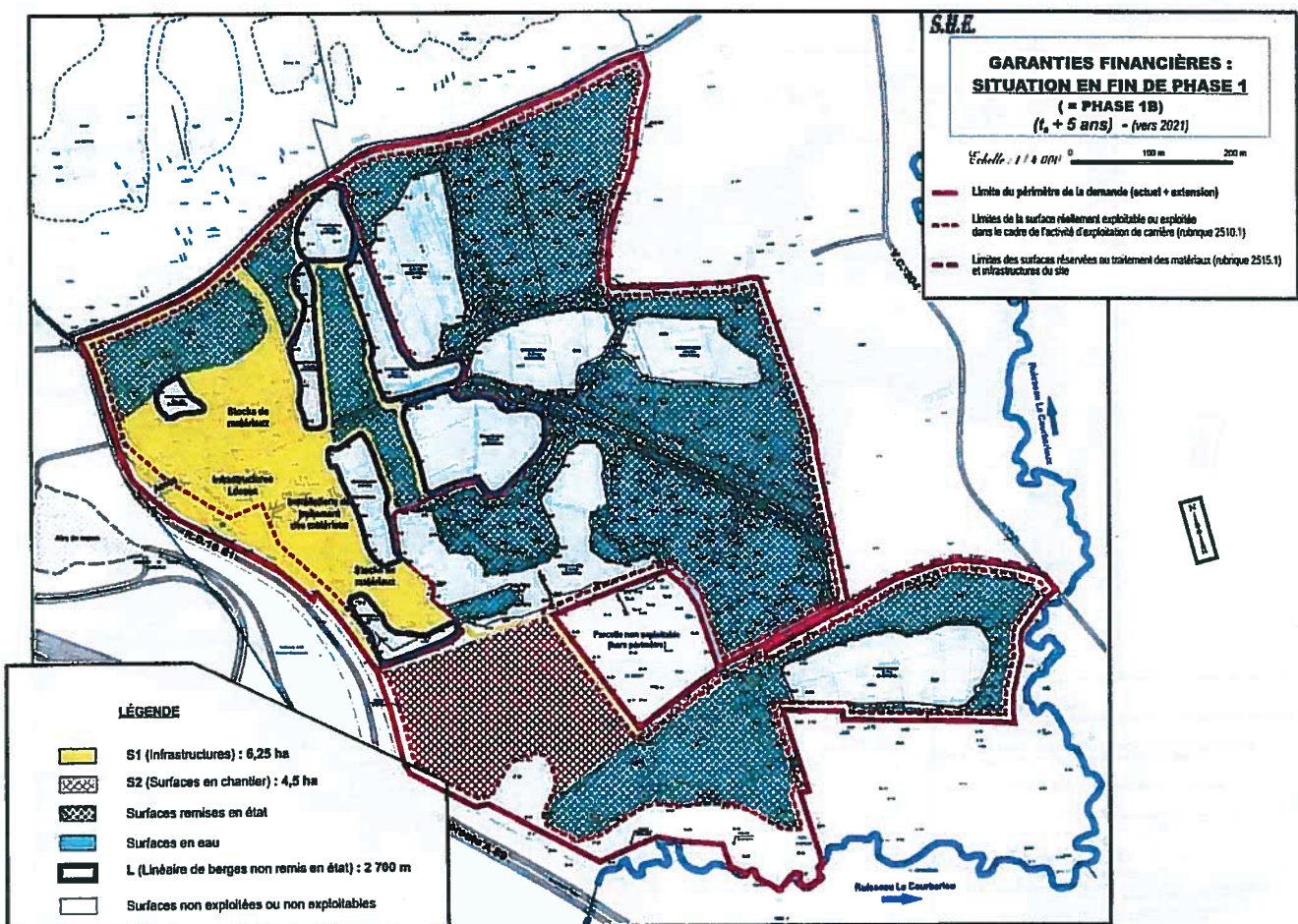
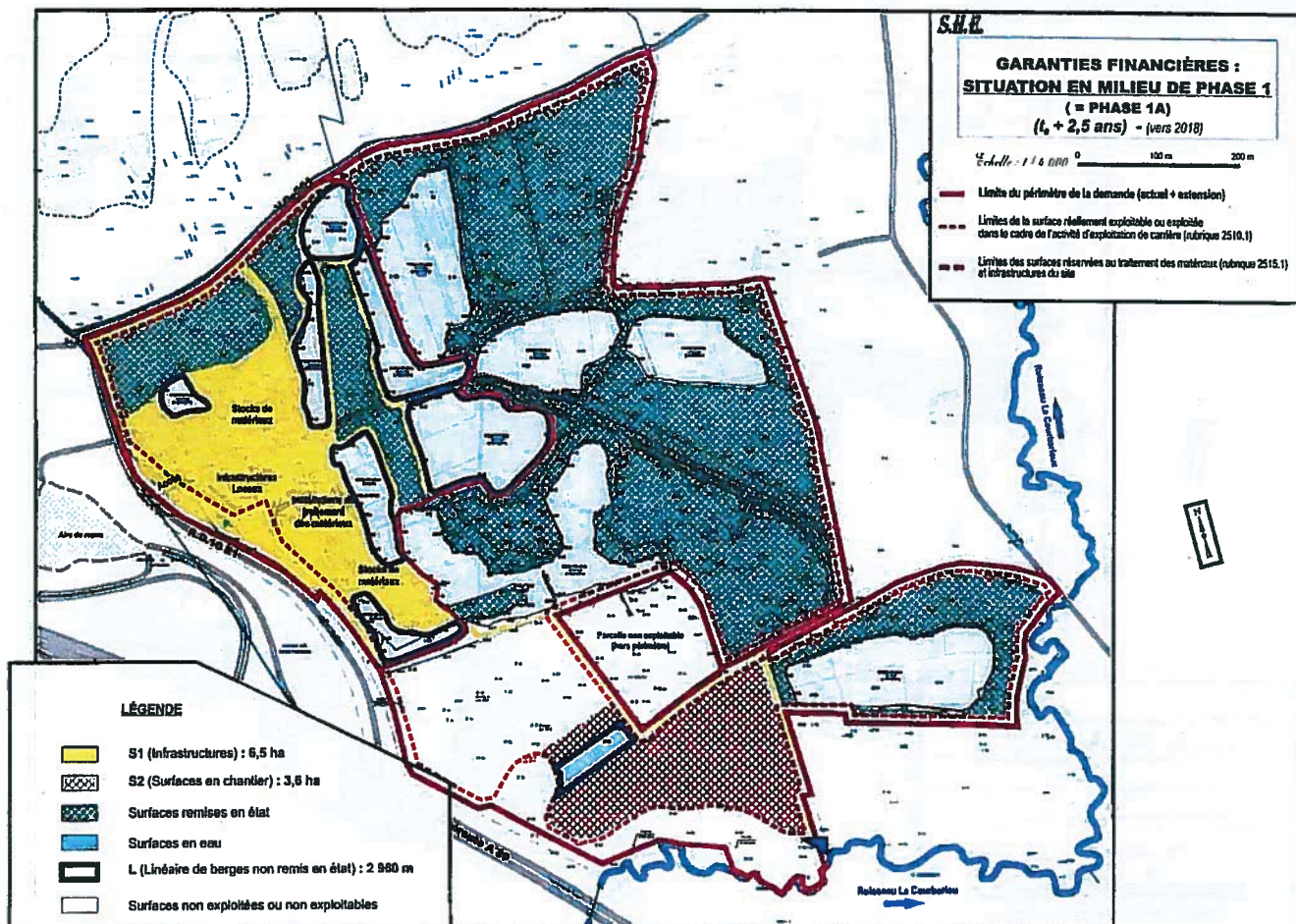


Figure 4 : Localisation des piézomètres sur le secteur d'étude et des coupes hydrogéologiques schématisées







ANNEXE 2 DELIBERATION



CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU

MERCREDI 20 SEPTEMBRE 2023

LIVRET DES DÉLIBÉRATIONS

Sommaire

ADMINISTRATION GENERALE	3
DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET URBANISME	8
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE, INNOVATION, ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, RESEAU DE	DE
TRANSPORT CALIBUS ET TRANSPORT SCOLAIRE	17
FINANCES, FISCALITE ET AFFAIRES JURIDIQUES	18
POLITIQUES CONTRACTUELLES, HABITAT ET LOGEMENT	26
RESSOURCES HUMAINES	32
POLITIQUE DE LA VILLE ET CISPD	35
ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE, SANTE ET GENS DU VOYAGE	36
EAU, ASSAINISSEMENT, ENVIRONNEMENT, TRANSITION ECOLOGIQUE	37
MARCHES PUBLICS	42
CULTURE	43
SUIVI DES CONTRATS DE CONCESSIONS	45

DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE ET URBANISME

PRESCRIPTION D'UNE DÉCLARATION DE PROJET EMPORTANT MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE GOURS

Sur proposition de Monsieur Jacques LEGRAND, Vice-président délégué au développement touristique et à l'urbanisme,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5216-5,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-54 et suivants et L.300-6 relatifs à la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU,

Vu les articles R.153-20 et R.153-21 du même code, relatifs aux mesures de publicités et d'affichage,

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République,

Vu la délibération du Pôle Territorial du Grand Libournais en date du 6 octobre 2016 approuvant le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT),

Vu la délibération du Conseil communautaire de la Communauté d'agglomération du Libournais en date du 17 octobre 2019 adoptant le Programme Local de l'Habitat 2018-2023,

Vu la délibération d'approbation du PLU de la commune de Gours en date du 26 avril 2011,

Vu la délibération n°2017-06-171 du 26 juin 2017 approuvant la modification simplifiée n°1 du PLU de la commune de Gours,

Vu la délibération en date du 3 février 2022 de La Cali approuvant une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la création d'un parc photovoltaïque flottant,

Vu la délibération en date du 27 juin 2023 de la Cali approuvant une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU permettant le renouvellement de la station d'épuration de l'entreprise Corex,

Vu la délibération en date du 9 mars 2023 de la commune de Gours sollicitant La Cali afin d'engager une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la commune de Gours pour la création d'une carrière,

Considérant que La Cali est compétente pour faire évoluer les documents d'urbanisme depuis le 1^{er} janvier 2017,

Considérant que La Cali et la commune de Gours souhaitent se doter d'un bureau d'études pour les assister dans l'évolution du document d'urbanisme en vigueur,

Considérant que, conformément aux articles L.103-3 et L.153-11 du code de l'urbanisme, la concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaires à la mise au point du projet de PLU,

Considérant que le projet de création d'une carrière revêt un caractère d'intérêt général car il permettra le maintien et l'extension de l'entreprise Carrière de Thiviers, comme cité dans l'article L300-1 du CU, en autorisant l'extraction de matériaux bruts. Ceci s'inscrit également dans l'atteinte des objectifs du Schéma départemental des carrières,

Considérant que le projet de création d'une carrière nécessite une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme pour les raisons suivantes : le site du projet envisagé est actuellement classé en zone naturelle et le règlement du PLU ne permet pas explicitement sa réalisation,

Considérant que l'objectif de la déclaration de projet est de faire évoluer les pièces écrites (règlement) et graphiques (zonage et Orientation d'Aménagement et de Programmation) du PLU afin de permettre la réalisation du projet,

Considérant que les modalités de concertation mises en œuvre seront les suivantes :

- Affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de la Communauté d'Agglomération du Libournais et à la Mairie de Gours
- Parution dans un journal local de la délibération de prescription

- Dossier disponible en Mairie (Le Bourg, 33660 Gours)
 - Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
 - Possibilité d'écrire au maire (Le Bourg, 33660 Gours)
- Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU nécessite la réalisation d'une enquête publique pendant une durée de 1 mois en mairie, conformément à l'article L.153-55 du code de l'urbanisme,

Considérant que la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU prévoit la réalisation d'une réunion d'examen conjoint de l'État, de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du code de l'urbanisme.

Vu l'avis du Bureau communautaire du 4 septembre 2023,

Il est proposé au Conseil communautaire d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à :

- prescrire la déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Gours conformément à l'article L.153-54 et suivants du code de l'urbanisme.
- approuver le lancement de la concertation au titre de l'article L103-2 du code de l'urbanisme et ce pendant la durée d'élaboration du projet
- fixer les modalités de concertation comme suit :
 - Affichage de la présente délibération pendant 1 mois au siège de la Communauté d'Agglomération du Libournais et à la Mairie de Gours
 - Parution dans un journal local de la délibération de prescription
 - Dossier disponible en Mairie (Le Bourg, 33660 Gours)
 - Mise à disposition du public d'un registre destiné aux observations de toute personne intéressée tout au long de la procédure, en mairie aux heures et jours habituels d'ouverture
 - Possibilité d'écrire au maire (Le Bourg, 33660 Gours)

Cette concertation se déroulera pendant toute la durée des études nécessaire à la mise au point du projet de PLU. Le bilan de la concertation sera arrêté à l'issue de la procédure en conseil communautaire.

La présente délibération est notifiée, conformément aux articles L153-11 et L132-7 du code de l'urbanisme :

au Préfet,
 au Président du conseil régional ;
 au Président du conseil départemental ;
 au représentant de la chambre d'agriculture ;
 au représentant de la chambre des métiers ;
 au représentant de la chambre de commerce et d'industrie ;
 au Président de l'établissement public chargé de l'élaboration et du suivi du SCoT dans le périmètre duquel est comprise la commune ;
 au représentant de l'autorité compétente en matière d'organisation des transports urbains ;
 au représentant de l'établissement public compétent en matière de PLH, dont la commune est membre.

Conformément aux articles R. 153-20 et R. 153-21 du code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage à la Communauté d'agglomération du Libournais et en Mairie de GOURS durant un délai d'un mois. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département. Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la Communauté d'agglomération du Libournais.



ANNEXE 3 **EXEMPLE - FICHES TECHNIQUES** **GRANULATS**



CARRIERES DE THIVIERS

Cité du Poteau des Landes
24800 THIVIERS
05 53 55 35 35

FICHE
TECHNIQUE PRODUIT

Engagement du 01/01/2023 au 30/06/2023

Page 1/1, imprimé le mardi 3 janvier 2023

0/4 Roulé lavé

Producteur : Gravière de Moulin Neuf

Péetrographie : Grave alluvionnaire (Siliceuse polygénique)

Elaboration : Lavage criblage

Lavage : Granulat ayant subi une opération de lavage

Partie normative

Valeurs spécifiées sur lesquelles le producteur s'engage

Classe granulaire

0	4
---	---

Norme

Fuseau IRSTE (EX-CEMAGREF)

Code(s)

IRSTE

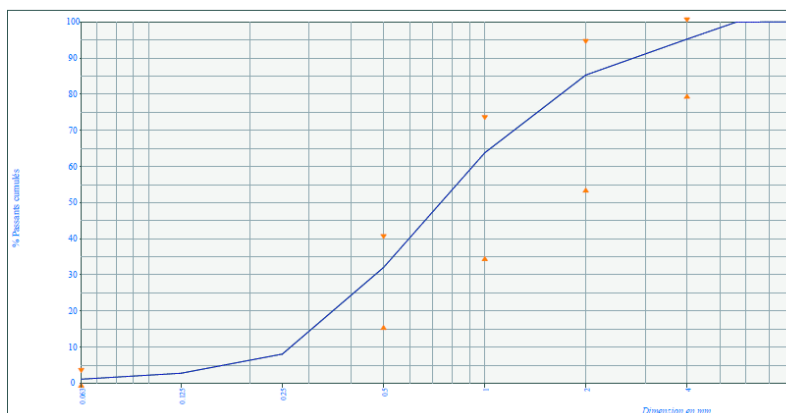
	0.063	0.125	0.25	0.5	1	2	4	5.6	8	CU	D10	D60	SE (4)	W
Etendue e														
Incertitude U														
V.S.S.+U														
V.S.S.	3.00			40.00	73.00	94.00	100.00			6.0	0.40			
V.S.I.	0.00			16.00	35.00	54.00	80.00			3.0	0.25			
V.S.I.-U														
Ecart-type max														

Partie informative

Résultats de production

du 05/07/22 au 20/12/22

	0.063	0.125	0.25	0.5	1	2	4	5.6	8	CU	D10	D60	SE (4)	W
Maximum	1.80	4.20	10.00	37.46	72.63	93.42	99.00	100.00	100.00	4.0	0.28	1.03	98	18.5
Fuseau de fabrication inconnu	1.09	2.73	8.06	32.04	63.80	85.27	95.22	99.96	100.00	3.5	0.27	0.93	90	7.4
Moyenne Xf	1.09	2.73	8.06	32.04	63.80	85.27	95.22	99.96	100.00	3.5	0.27	0.93	90	7.4
Fuseau de fabrication inconnu	1.09	2.73	8.06	32.04	63.80	85.27	95.22	99.96	100.00	3.5	0.27	0.93	90	7.4
Minimum	0.70	1.85	6.10	26.61	58.84	79.08	92.00	99.51	100.00	3.0	0.25	0.78	78	2.3
Ecart-type	0.378	0.781	1.238	3.698	4.228	3.448	2.478	0.126	0.000	0.30	0.011	0.082	5.0	3.90
Nombre de résultats	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	15	11	16



Autres caractéristiques		
Ecs	Coefficient d'écoulement des sables	0/4 Roulé lavé 30.50 au 29/11/2022
FS	Friabilité	0/4 Roulé lavé 26.00 (01/10/2021)
MVV	Masse volumique en vrac	0/4 Roulé lavé 1.53 (16/11/2021)
MVR.A	Masse volumique réelle (Annexe A)	0/4 Roulé lavé 2.61 au 10/05/2022
CaCO3	Teneur en Calcaire	0/4 Roulé lavé 0.6 (19/10/2021)
FM	Module de finesse	0/4 Roulé lavé 3.12 au 20/12/2022
MB	Evaluation des fines - Essai au bleu de méthylène (0/2)	0/4 Roulé lavé 0.66 au 20/12/2022

W22.11.03.6-7-8 (ci) Arcadis 1996/2022

A.GHOMRICHE



CARRIÈRES DE THIVIERS

Cité du Poteau des Landes
24800 THIVIERS
05 53 55 35 35

FICHE
TECHNIQUE PRODUIT

Engagement du 01/01/2023 au 30/06/2023

Page 1/1, imprimé le mardi 3 janvier 2023



0/4 Roulé lavé

Producteur : Gravière de Moulin Neuf
Péetrographie : Grave alluvionnaire (Siliceuse polygénique)
Elaboration : Lavage criblage
Lavage : Granulat ayant subi une opération de lavage

Les essais physico-mécaniques sont réalisés sur la fraction sable sauf si spécifié sur la FTP

Amiante : NEGATIF (pas de traces d'amiante)

Produit non gélif

Partie normative

Valeurs spécifiées sur lesquelles le producteur s'engage

Classe granulaire

0

4

Norme

Norme NF P 18-545 Article 10 - EN 12620

Code(s)

A

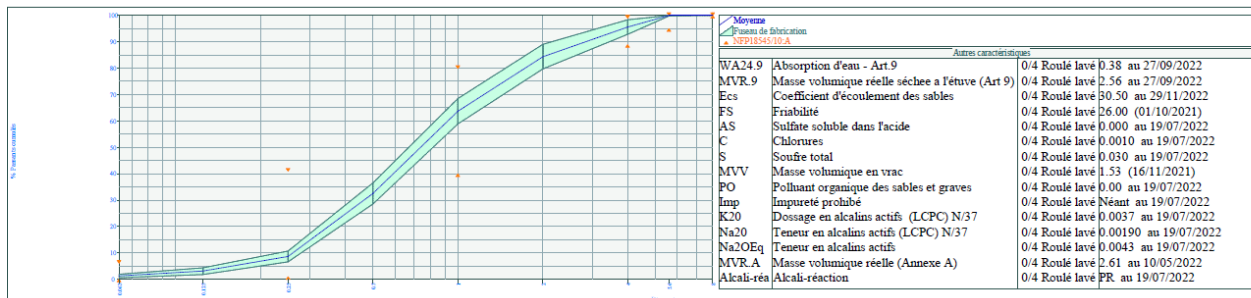
	0.063	0.125	0.25	0.5	1	2	D	1.4D	2D				
							4	5.6	8	FM	MB	SE (4)	W
Etendue e	6		40		40		10			0.6			
Incertitude U	1		2		4		2	1		0.15	0.5	6	
V.S.S.+U	7.1		43		84		100	100		3.55	2.00		
V.S.S.	6.1		41		80		99	100	100	3.40	1.50		
V.S.I.	0.1		1		40		89	95	100	2.80		65	
V.S.I.-U	0.0		0		36		87	94		2.65		59	
Ecart-type max	1.82		12.12		12.12		3.03						

Partie informative

Résultats de production

du 05/07/22 au 20/12/22

	0.063	0.125	0.25	0.5	1	2	4	5.6	8	FM	MB	SE (4)	W
Maximum	2.2	5	11	37	73	93	99	100	100	3.28	1.25	98	18.5
Xf+1.25xEcart-types	2.0	4	11	36	69	89	98	100	100	3.26	1.09		12.6
Moyenne Xf	1.3	3	9	33	64	84	96	100	100	3.12	0.71	90	7.9
Xf-1.25xEcart-types	0.6	2	7	29	59	80	93	100	100	2.98	0.33		3.1
Minimum	0.7	2	6	27	59	79	92	100	100	2.86	0.25	78	2.3
Ecart-type	0.55	1.0	1.6	3.2	3.9	3.7	2.2	0.1	0.0	0.110	0.301	5.0	3.80
Nombre de résultats	17	17	17	17	17	17	17	17	17	17	20	10	18



A.GHOMRICHE



CARRIÈRES DE THIVIERS

Cité du Poteau des Landes
24800 THIVIERS
05 53 55 35 35

FICHE
TECHNIQUE PRODUIT

Engagement du 01/01/2023 au 30/06/2023

Page 1/1, imprimé le mardi 3 janvier 2023



8/16 Roulé

Producteur : Gravière de Moulin Neuf
Péetrographie : Alluvionnaire
Elaboration : Lavage criblage
Lavage : Granulat ayant subi une opération de lavage

Les essais physico-mécaniques sont réalisés sur la fraction 6.3/10 sauf si spécifié sur la FTP

Amiante : NEGATIF (pas de traces d'amiante)

Produit non gélif

Partie normative

Valeurs spécifiées sur lesquelles le producteur s'engage

Classe granulaire

Norme

Code(s)

8

16

Norme NF P 18-545 Article 10 - EN 12620

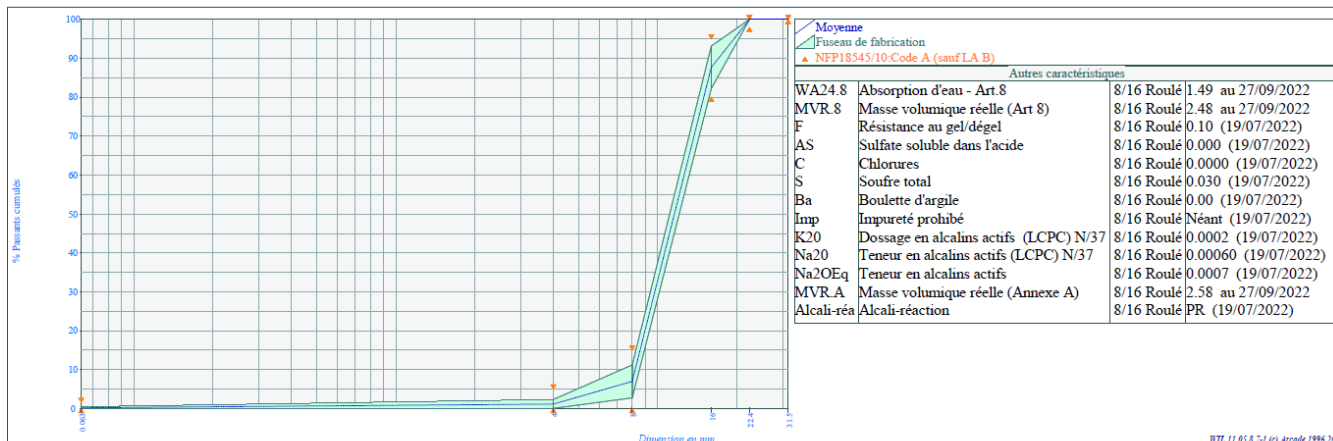
Code A (sauf LA B)

	0.063	d/2 4	d 8	D 16	1.4D 22.4	2D 31.5	f	FI	W	LA
Etendue e			15	15						
Incertitude U		1	5	5	1		0.3	4		3
V.S.S.+U		6	20	100	100		1.80	39.00		43
V.S.S.	1.5	5	15	95	100	100	1.50	35.00		40
V.S.I.		0	0	80	98	100				
V.S.I.-U		0	0	75	97					
Ecart-type max										

Partie informative

Résultats de production

	du 12/07/22 au 06/12/22										du 19/10/21 au 27/09/22
	0.063	4	8	16	22.4	31.5	f	FI	W	LA	
Maximum	0.8	3	14	94	100	100	0.86	12.90	4.1	31	
Xf+1.25xEcart-types	0.4	2	11	93	100	100	0.47	12.67	4.0	31	
Moyenne Xf	0.2	1	7	88	100	100	0.20	9.62	2.7	30	
Xf-1.25xEcart-types	0.0	0	3	82	100	100	0.00	6.56	1.5	29	
Minimum	0.0	0	2	80	100	100	0.03	7.00	0.2	29	
Ecart-type	0.21	0.9	3.4	4.4	0.0	0.0	0.214	2.446	1.00	1.0	
Nombre de résultats	23	23	23	23	23	23	24	6	22	4	



WZL 11.05.8.7-1 (v) Arcade 1996/2022



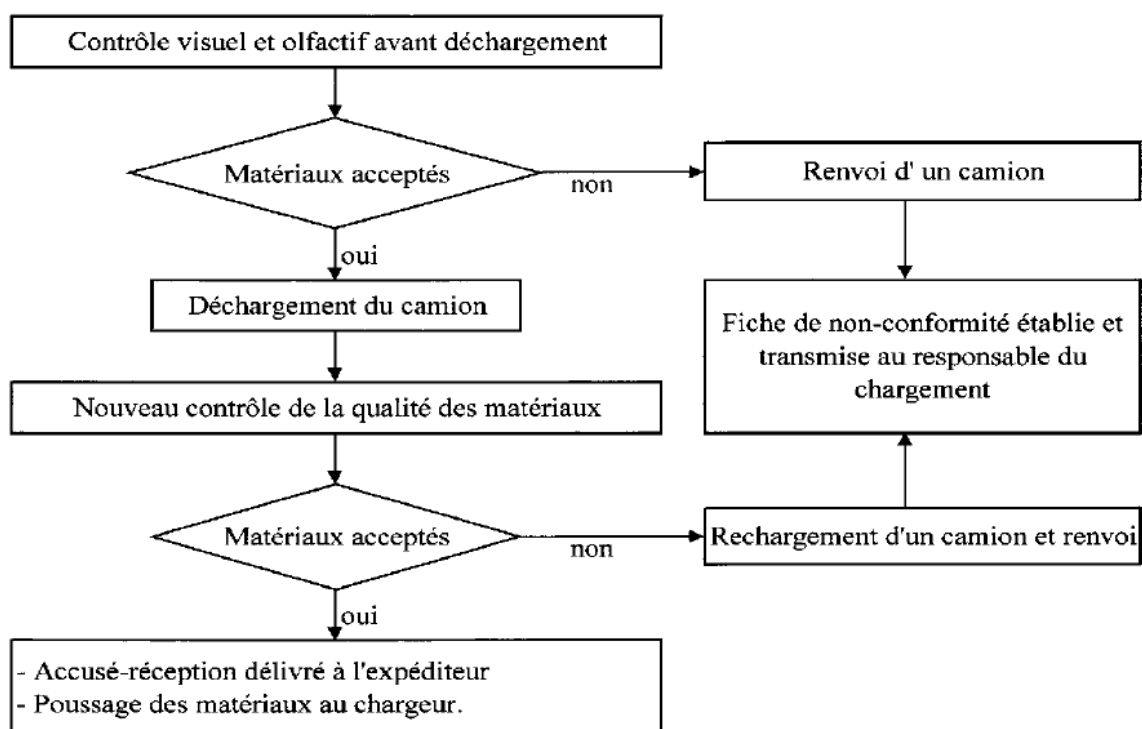
ANNEXE 4 **PROCEDURE EN PLACE SUR MOULIN-NEUF**

PROCEDURE D'ACCEPTATION DES REMBLAIS EXTERIEURS

Les apports de matériaux extérieurs utilisés pour le remblayage partiel de la fouille feront l'objet d'une attention particulière, avec notamment un contrôle visuel de la benne avant déchargement puis lors du déchargement.

Pour se faire, la benne sera vidée sur la plate-forme préalablement remblayée. Une fois la conformité des matériaux vérifiée, le contenu sera poussé en fond de fouille. En cas de non-conformité avec le cahier des charges établi, le chargement sera rechargé et renvoyé.

La qualité des remblais sera contrôlée selon la procédure suivante, et dans l'esprit des conditions définies dans l'arrêté ministériel du 15 mars 2006, pris en application du décret 2006-302.



Les matériaux acceptés seront des matériaux de chantier de déblais et des matériaux inertes issus des chantiers de démolition, parmi lesquels :

- les bétons (code classement européen des déchets EWC 10 13 14 et 17 01 01),
- les tuiles et les céramiques (code EWC 10 12 08 et 17 01 02),
- les déchets de verreries (code EWC 10 11 02 et 17 02 02),

- les terres et granulats non pollués et sans mélange (code EWC 17 05 01 et 20 02 02),

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois, du caoutchouc ..., peuvent également être admis dans l'installation.

Tous les matériaux susceptibles de présenter un risque pour la qualité des eaux seront refusés (ordures ménagères, matériaux putrescibles (bois, carton, papier ...), matières plastiques, métaux

En tout état de cause, les matériaux acceptés seront conformes à la définition de la Directive Européenne 1999/31/CE du 26 avril 1999, qui précise qu'un déchet est inerte *"s'il ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante. Les déchets inertes ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines"*.

La traçabilité des matériaux qui seront mis en remblai sur le site sera assurée par les dispositions réglementaires en vigueur. Aussi :

- les apports de remblais seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indiquera leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui attestera de la conformité des matériaux à leur destination,
- un registre dans lequel seront notifiés les bordereaux et un plan permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre sera tenu à jour.

Un panneau placé à l'entrée de la carrière précisera le type de remblais acceptés ou refusés.



ANNEXE 5 **AVIS DE LA MAIRIE SUR LE PROJET DE REMISE EN ETAT**



Madame, Monsieur,

La société CARRIERES DE THIVIERS exploite une Installation Classée sur la commune de Moulin-Neuf, département de la Dordogne. Il s'agit d'une carrière de matériaux alluvionnaires associée à des installations de traitement permettant la production de granulats. Les réserves exploitables de ce site arrivant à terme, la société souhaite aujourd'hui ouvrir une nouvelle zone d'extraction sur le secteur afin de maintenir une production locale de granulats.

Ainsi, un projet d'ouverture de carrière est mené sur la commune de Gours, département de la Gironde, en bordure de l'autoroute. Ce site présente une surface de 3,47 ha environ et son exploitation, partiellement en eau, permettra une production de 80 000 tonnes de granulats par an pendant 3 années. Ce site sera ensuite remblayé afin de restituer un terrain similaire à l'état actuel. La durée d'autorisation qui sera sollicitée, englobant la phase d'extraction et les opérations de remise en état, est de 8 années.

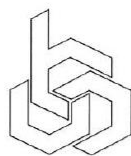
Dans le cadre de ce projet, nous vous faisons parvenir ce courrier afin de vous informer des dispositions prises pour la remise en état de cette carrière lors de l'arrêt définitif de notre Installation Classée et afin de solliciter votre avis sur ce projet. Ce projet de remise en état du site après son exploitation a été réalisé dans l'objectif de restituer un site proche de l'état actuel des terrains tout en prenant en compte les contraintes hydrauliques et écologiques.

Vous trouverez en page suivante une carte présentant les grands principes de la remise en état projetée ainsi que le formulaire à remplir pour indiquer votre avis sur ce projet de réaménagement.

Dans l'attente de votre réponse, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux.

M Xavier OTERO

Président de la société des CARRIERES DE THIVIERS



Carrières de Thiviers

Grandes lignes du de réaménagement :

Remblaiement jusqu'au terrain naturel

Recul de 10 m environ et amélioration de la lisière boisée Sud (création d'une lisière étagée)

Raccordement de la zone humide Est et du fossé Ouest par une bande humide (avec réseau de mares) sur une largeur de 25 m environ

Maintien d'une légère pente vers le Sud (zone humide) et vers l'Ouest (fossé)

Avis sur le projet de remise en état :☒ Favorable☐ Défavorable**Observations :**

.....

.....

.....

.....

.....

Fait à Gours.....Le 20 octobre 2013

Le Maire,
[Signature]

A. PAIGNE



ANNEXE 6 **CALCUL DES GARANTIES FINANCIERES**

Garanties financières – Phase 1



Garanties financières – Phase 2



**Montant des garanties financières - phase n°1 (0 à 5 ans)**

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha ou €/m)		SURFACE A REAMENAGER (ha ou m)		COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1	15 555	S1	0,26	4 044,30 €
Surfaces en chantier	C2	34 070	S2	0,36	12 265,20 €
Linéaires de berges	C3	47	L	500	23 500,00 €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)					39 809,50 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA _R) / (1 + TVA ₀)					1,374
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)					54 698,90 €

Montant des garanties financières - phase n°2 (5 à 8 ans)

NATURE DES OPERATIONS	COUT UNITAIRE (€/ha ou €/m)		SURFACE A REAMENAGER (ha ou m)		COUT (TTC)
Infrastructures et surfaces défrichées	C1	15 555	S1	0,50	7 777,50 €
Surfaces en chantier	C2	34 070	S2	0,28	9 539,60 €
Linéaires de berges	C3	47	L	0	- €
SOUS TOTAL = (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)					17 317,10 €
alpha = (Index / Index ₀) x (1 + TVA _R) / (1 + TVA ₀)					1,374
TOTAL = alpha x (C1 x S1 + C2 x S2 + C3 x L)					23 793,98 €

Valeurs des paramètres de calcul de alpha	ref tp 01 (aout 2023)	129,2
	coef de raccordement	6,5345
	index tp 01raccordé	844,257
	Index ₀ (2009)	616,5
	TVA _R	0,2
	TVA ₀ (2010)	0,196
Soit	alpha =	1,374



ANNEXES ETUDE D'IMPACTS ENVIRONNEMENTALE





INDEX DES ANNEXES

Annexe 7	Liste complète des espèces végétales relevées sur le terrain
Annexe 8	Liste complète des espèces de faune relevées sur le terrain
Annexe 9	Diagnostic pédologique
Annexe 10	Réponses des consultations des gestionnaires des réseaux
Annexe 11	Bilan carbone des granulats en France (UNPG 2021)
Annexe 12	Plan gestion des déchets – Moulin Neuf



ANNEXE 7 LISTE COMPLETE DES ESPECES VEGETALES RELEVÉES SUR LE TERRAIN

Inventaires réalisés de mai 2022 à avril 2023 :

Nom scientifique	Protection nationale	Protection régionale/ départementale	Directive Habitats	Liste rouge France	Liste rouge régionale	ZNIEFF	Espèce exotique envahissante
<i>Achillea millefolium</i>				LC	LC		
<i>Agrostis stolonifera</i>				LC	LC		
<i>Anacamptis morio</i>				LC	LC		
<i>Anagallis arvensis</i>				LC	LC		
<i>Andryala integrifolia</i>				LC	LC		
<i>Anthoxanthum odoratum</i>				LC	LC		
<i>Arrhenatherum elatius</i>				LC	LC		
<i>Arum italicum</i>				LC	LC		
<i>Bellis perennis</i>				LC	LC		
<i>Betonica officinalis</i>				LC	LC		
<i>Brachypodium pinnatum</i>				DD			
<i>Brachypodium sylvaticum</i>				LC	LC		
<i>Bromus hordeaceus</i>				LC	LC		
<i>Bryonia cretica</i>				LC	LC		
<i>Calluna vulgaris</i>				LC	LC		
<i>Cardamine hirsuta</i>				LC	LC		
<i>Cardamine pratensis</i>				LC	LC		
<i>Carex leporina</i>				LC	LC		
<i>Carpinus betulus</i>				LC	LC		
<i>Centaurea jacea</i>				LC	LC		
<i>Centaurea nigra</i>				DD	DD		
<i>Centaureum erythraea</i>				LC	LC		
<i>Cerastium fontanum</i>				LC	LC		
<i>Cerastium glomeratum</i>				LC	LC		
<i>Convolvulus sepium</i>				LC	LC		
<i>Cornus sanguinea</i>				LC	LC		
<i>Crataegus germanica</i>				LC	LC		
<i>Crataegus monogyna</i>				LC	LC		
<i>Cruciata laevipes</i>				LC	LC		
<i>Cytisus scoparius</i>				LC	LC		
<i>Dactylis glomerata</i>				LC	LC		
<i>Daucus carota</i>				LC	LC		
<i>Dioscorea communis</i>				LC	LC		
<i>Dipsacus fullonum</i>				LC	LC		
<i>Echium vulgare</i>				LC	LC		
<i>Ervilia hirsuta</i>				LC	LC		
<i>Ervum tetraspermum</i>				LC	LC		
<i>Ficaria verna</i>				LC	LC		
<i>Frangula alnus</i>				LC	LC		
<i>Fraxinus excelsior</i>				LC	LC		
<i>Fumaria muralis</i>				LC	LC		



Nom scientifique	Protection nationale	Protection régionale/ départementale	Directive Habitats	Liste rouge France	Liste rouge régionale	ZNIEFF	Espèce exotique envahissante
<i>Galium aparine</i>				LC	LC		
<i>Galium palustre</i>				LC	LC		
<i>Galium verum</i>				LC	LC		
<i>Geranium dissectum</i>				LC	LC		
<i>Geranium molle</i>				LC	LC		
<i>Geranium robertianum</i>				LC	LC		
<i>Geum urbanum</i>				LC	LC		
<i>Glechoma hederacea</i>				LC	LC		
<i>Hedera helix</i>				LC	LC		
<i>Holcus lanatus</i>				LC	LC		
<i>Hyacinthoides non-scripta</i>		Art. 2, Art. 3 & Art. 5		LC	LC	Dét.	
<i>Hypericum humifusum</i>				LC	LC		
<i>Hypericum perforatum</i>				LC			
<i>Hypochaeris radicata</i>				LC	LC		
<i>Jacobaea vulgaris</i>				LC	LC		
<i>Juncus conglomeratus</i>				LC	LC		
<i>Juncus effusus</i>				LC	LC		
<i>Lamium purpureum</i>				LC	LC		
<i>Lathyrus pratensis</i>				LC	LC		
<i>Leucanthemum vulgare</i>				DD	LC		
<i>Linaria vulgaris</i>				LC	LC		
<i>Lolium italicum</i>				LC	LC		
<i>Lolium perenne</i>				LC	LC		
<i>Lonicera periclymenum</i>				LC	LC		
<i>Lotus corniculatus</i>				LC	LC		
<i>Lotus hispidus</i>				LC	LC		
<i>Lotus pedunculatus</i>				LC	LC		
<i>Luzula campestris</i>				LC	LC		
<i>Lychnis flos-cuculi</i>				LC	LC		
<i>Malva alcea</i>				LC	LC		
<i>Medicago arabica</i>				LC	LC		
<i>Melampyrum pratense</i>				LC	LC		
<i>Melica uniflora</i>				LC	LC	Dét.	
<i>Mentha arvensis</i>				LC	LC		
<i>Mentha suaveolens</i>				LC	LC		
<i>Misopates orontium</i>				LC	LC		
<i>Muscari comosum</i>				LC	LC		
<i>Oenanthe pimpinelloides</i>				LC	LC		
<i>Ornithopus compressus</i>				LC	LC		
<i>Picris hieracioides</i>				LC	LC		
<i>Plantago coronopus</i>				LC	LC		
<i>Plantago lanceolata</i>				LC	LC		
<i>Plantago media</i>				LC	LC		
<i>Poa annua</i>				LC	LC		
<i>Poa compressa</i>				LC	LC		
<i>Poa nemoralis</i>				LC	LC		
<i>Poa trivialis</i>				LC	LC		
<i>Polygala vulgaris</i>				LC	LC		
<i>Populus nigra</i>				LC	LC		



Nom scientifique	Protection nationale	Protection régionale/ départementale	Directive Habitats	Liste rouge France	Liste rouge régionale	ZNIEFF	Espèce exotique envahissante
<i>Populus tremula</i>				LC	LC		
<i>Potentilla reptans</i>				LC	LC		
<i>Prunus cerasus</i>				NA			
<i>Prunus spinosa</i>				LC	LC		
<i>Pteridium aquilinum</i>				LC	LC		
<i>Pulmonaria longifolia</i>				LC	LC		
<i>Quercus pubescens</i>				LC	LC		
<i>Quercus robur</i>				LC	LC		
<i>Ranunculus acris</i>				LC	LC		
<i>Raphanus raphanistrum</i>				LC	LC		
<i>Robinia pseudoacacia</i>				NA			PEE à impact majeur
<i>Rosa canina</i>				LC	LC		
<i>Rubus fruticosus</i>							
<i>Rumex acetosa</i>				LC	LC		
<i>Rumex acetosella</i>				LC	LC		
<i>Rumex crispus</i>				LC	LC		
<i>Ruscus aculeatus</i>			DH5	LC	LC		
<i>Salix caprea</i>				LC	LC		
<i>Salix cinerea</i>				LC			
<i>Sambucus nigra</i>				LC	LC		
<i>Senecio vulgaris</i>				LC	LC		
<i>Solanum dulcamara</i>				LC	LC		
<i>Sonchus asper</i>				LC	LC		
<i>Sonchus oleraceus</i>				LC	LC		
<i>Sorbus torminalis</i>				LC	LC		
<i>Stellaria graminea</i>				LC	LC		
<i>Stellaria holostea</i>				LC	LC		
<i>Symphytum officinale</i>				LC	LC		
<i>Taraxacum sp.</i>							
<i>Teucrium scorodonia</i>				LC	LC		
<i>Trifolium campestre</i>				LC	LC		
<i>Trifolium pratense</i>				LC	LC		
<i>Trifolium repens</i>				LC	LC		
<i>Trisetum flavescens</i>				LC	LC		
<i>Ulex europaeus</i>				LC	LC		
<i>Ulex minor</i>				LC	LC		
<i>Urtica dioica</i>				LC	LC		
<i>Verbena officinalis</i>				LC	LC		
<i>Veronica persica</i>				NA			PEE à impact modéré
<i>Vicia lutea</i>				LC	LC		
<i>Vicia sativa</i>				NA			
<i>Viola reichenbachiana</i>				LC	LC		
<i>Vitis vinifera</i>				LC			
<i>Vulpia bromoides</i>				LC	LC		
<i>Vulpia myuros</i>				LC	LC		

Légende : PN2/PN3/PN4 : Protection nationale (article 2, article 3 ou article 4) ; Art.2/Art.3/Art.5 : Protection départementale en Aquitaine, respectivement pour les départements de Dordogne, de Gironde et du Lot-et-Garonne ; DH5 : espèces inscrites à l'annexe 5 de la Directive Habitat-



Faune-Flore ; LC : préoccupation mineure ; NA : non applicable ; NE : non inventorié ; DD : données insuffisantes ; Dét. : plante déterminante ZNIEFF ; PEE : plante exotique envahissante.

Directive Habitat : Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006).

Protection France : Arrêté interministériel du 20 janvier 1982 relatif à la liste des espèces végétales protégées sur l'ensemble du territoire, modifié par les arrêtés du 15 septembre 1982 (JORF du 14 décembre 1982, p. 11147), du 31 août 1995 (JORF du 17 octobre 1995, pp. 15099-15101), du 14 décembre 2006 (JORF du 24 février 2007, p. 62) et du 23 mai 2013 (JORF du 7 juin 2013, texte 24).

Liste rouge France : UICN France, FCBN & MNHN (2012). La Liste rouge des espèces menacées en France - Chapitre Flore vasculaire de France métropolitaine : premiers résultats pour 1 000 espèces, sous-espèces et variétés.

Protection régionale : Arrêté ministériel du 8 mars 2002 relatif à la liste des espèces végétales protégées en région Aquitaine.

Liste rouge régionale : CBN Sud-Atlantique (2018), Liste rouge de la flore vasculaire d'Aquitaine.

ZNIEFF : CBN Sud-Atlantique ; DREAL Nouvelle-Aquitaine, 2018, Espèces déterminantes ZNIEFF de la flore vasculaire de Nouvelle-Aquitaine.

Espèces exotiques envahissantes : CBN Sud-Atlantique, 2022, Liste hiérarchisée des plantes exotiques envahissantes de Nouvelle-Aquitaine.



ANNEXE 8 LISTE COMPLETE DES ESPECES DE FAUNE RELEVÉES SUR LE TERRAIN

Inventaires réalisés d'avril à septembre 2022

Espèce		Protection France	Directive européenne	Liste rouge nationale	Liste rouge nationale : oiseaux hivernants	Liste rouge nationale : oiseaux migrants	Liste rouge régionale
Lépidoptères							
Amaryllis	<i>Pyronia tithonus</i>			LC			LC
Azuré de la Bugrane	<i>Polyommatus icarus</i>			LC			LC
Collier-de-corail	<i>Aricia agestis</i>			LC			LC
Cuivré commun	<i>Lycaena phlaeas</i>			LC			LC
Fadet commun	<i>Coenonympha pamphilus</i>			LC			LC
Hespérie de la Houque	<i>Thymelicus sylvestris</i>			LC			LC
Hespérie de l'Alcée	<i>Carcharodus alceae</i>			LC			LC
Mélitée orangée	<i>Melitaea didyma</i>			LC			LC
Myrtil	<i>Maniola jurtina</i>			LC			LC
Paon-du-jour	<i>Aglais io</i>			LC			LC
Piérade de la Rave	<i>Pieris rapae</i>			LC			LC
Piérade du Chou	<i>Pieris brassicae</i>			LC			LC
Piérade du Lotier	<i>Leptidea sinapis</i>			LC			LC
Point de Hongrie	<i>Erynnis tages</i>			LC			LC
Souci	<i>Colias crocea</i>			LC			LC
Tircis	<i>Pararge aegeria</i>			LC			LC
Vanesse des Chardons	<i>Vanessa cardui</i>			LC			LC
Odonates							
Agrion à larges pattes	<i>Platycnemis pennipes</i>						
Cordulie métallique	<i>Somatochlora metallica</i>			LC			NT
Sympétrum de fonscolombe	<i>Sympetrum fonscolombii</i>			LC			LC
Orthoptères							
Criquet des pâtures	<i>Pseudochorthippus parallelus</i>						
Criquet noir-ébène	<i>Omocentrus rufipes</i>						
Grillon champêtre	<i>Gryllus campestris</i>						
Œdipode turquoise	<i>Oedipoda caerulescens</i>						
Amphibiens							
Complexe des grenouilles vertes	<i>Pelophylax ridibundus-perezi-kl. Grafi</i>						
Crapaud calamite	<i>Epidalea calamita</i>	PN2	DH4	LC			NT



Espèce		Protection France	Directive européenne	Liste rouge nationale	Liste rouge nationale : oiseaux hivernants	Liste rouge nationale : oiseaux migrateurs	Liste rouge régionale
Salamandre tachetée	<i>Salamandra salamandra</i>	PN3		LC			LC
Reptiles							
Couleuvre verte et jaune	<i>Hierophis viridiflavus</i>	PN2	DH4	LC			LC
Lézard à deux raies	<i>Lacerta bilineata</i>						
Lézard des murailles	<i>Podarcis muralis</i>	PN2	DH4	LC			LC
Oiseaux							
Bergeronnette grise	<i>Motacilla alba</i>	PN3		LC	NA	-	
Corneille noire	<i>Corvus corone</i>		DO22	LC	NA	-	
Étourneau sansonnet	<i>Sturnus vulgaris</i>		DO22	LC	LC	NA	
Fauvette à tête noire	<i>Sylvia atricapilla</i>	PN3		LC	NA	NA	
Fauvette grisette	<i>Curruca communis</i>	PN3		LC	-	DD	
Grimpereau des jardins	<i>Certhia brachydactyla</i>	PN3		LC	-	-	
Grive draine	<i>Turdus viscivorus</i>		DO22	LC	NA	NA	
Grive musicienne	<i>Turdus philomelos</i>		DO22	LC	NA	NA	
Hirondelle de fenêtre	<i>Delichon urbicum</i>	PN3		NT	-	DD	
Hirondelle rustique	<i>Hirundo rustica</i>	PN3		NT	-	DD	
Hypolaïs polyglotte	<i>Hippolais polyglotta</i>	PN3		LC	-	NA	
Linotte mélodieuse	<i>Linaria cannabina</i>	PN3		VU	NA	NA	
Loriot d'Europe	<i>Oriolus oriolus</i>	PN3		LC	-	NA	
Martinet noir	<i>Apus apus</i>	PN3		NT	-	DD	
Merle noir	<i>Turdus merula</i>		DO22	LC	NA	NA	
Mésange à longue queue	<i>Aegithalos caudatus</i>	PN3		LC	-	NA	
Mésange bleue	<i>Cyanistes caeruleus</i>	PN3		LC	-	NA	
Mésange charbonnière	<i>Parus major</i>	PN3		LC	NA	NA	
Milan noir	<i>Milvus migrans</i>	PN3	DO1	LC	-	NA	
Pic épeichette	<i>Dryobates minor</i>	PN3		VU	-	-	
Pic vert	<i>Picus viridis</i>	PN3		LC	-	-	
Pie bavarde	<i>Pica pica</i>		DO22	LC	-	-	
Pigeon ramier	<i>Columba palumbus</i>		DO31, DO21	LC	LC	NA	
Pinson des arbres	<i>Fringilla coelebs</i>	PN3		LC	NA	NA	
Pouillot véloce	<i>Phylloscopus collybita</i>	PN3		LC	NA	NA	
Rossignol philomèle	<i>Luscinia megarhynchos</i>	PN3		LC	-	NA	
Rougegorge familier	<i>Erithacus rubecula</i>	PN3		LC	NA	NA	
Sittelle torchepot	<i>Sitta europaea</i>	PN3		LC	-	-	
Tourterelle des bois	<i>Streptopelia turtur</i>		DO22	VU	-	NA	
Chiroptères							
Barbastelle d'Europe	<i>Barbastellus barbastella</i>	PN2	DH2, DH4	LC	-	-	LC
Grand Rhinolophe	<i>Rhinolophus ferrumequinum</i>	PN2	DH2, DH4	LC	-	-	LC



Espèce		Protection France	Directive européenne	Liste rouge nationale	Liste rouge nationale : oiseaux hivernants	Liste rouge nationale : oiseaux migrants	Liste rouge régionale
Minioptère de Schreibers	<i>Miniopterus schreibersii</i>	PN2	DH2, DH4	VU	-	-	EN
Murin à moustaches	<i>Myotis mystacinus</i>	PN2	DH4	LC	-	-	DD
Murin à oreilles échancrées	<i>Myotis emarginatus</i>	PN2	DH2, DH4	LC	-	-	LC
Murin de Daubenton	<i>Myotis daubentonii</i>	PN2	DH4	NT	-	-	LC
Murin de Natterer / Cryptique	<i>Myotis nattereri / crypticus</i>	PN2	DH4	LC	-	-	NT
Noctule commune	<i>Nyctalus noctula</i>	PN2	DH4	VU	-	-	VU
Noctule de Leisler	<i>Nyctalus leisleri</i>	PN2	DH4	NT	-	-	LC
Oreillard gris	<i>Plecotus austriacus</i>	PN2	DH4	LC	-	-	LC
Petit Rhinolophe	<i>Rhinolophus hipposideros</i>	PN2	DH2, DH4	LC	-	-	LC
Pipistrelle commune	<i>Pipistrellus pipistrellus</i>	PN2	DH4	NT	-	-	LC
Pipistrelle de Kuhl	<i>Pipistrellus kuhlii</i>	PN2	DH4	LC	-	-	LC
Pipistrelle de Nathusius	<i>Pipistrellus nathusii</i>	PN2	DH4	NT	-	-	NT
Pipistrelle pygmée	<i>Pipistrellus pygmaeus</i>	PN2	DH4	LC	-	-	DD
Sérotine commune	<i>Eptesicus serotinus</i>	PN2	DH4	NT	-	-	LC
Mammifères (hors Chiroptères)							
Chevreuril européen	<i>Capreolus capreolus</i>			LC			LC
Lièvre d'Europe	<i>Lepus europaeus</i>			LC			LC
Sanglier	<i>Sus scrofa</i>			LC			LC
Taupe d'Europe	<i>Talpa europaea</i>			LC			DD

Légende : PN2/PN3/PN4 : Protection nationale (article 2, article 3 ou article 4) ; DH4/DH5 : espèces inscrites à l'annexe 4 (ou 5) de la Directive Habitat-Faune-Flore ; DO1 : espèce inscrite à l'annexe 1 de la Directive Oiseaux ; LC : préoccupation mineure ; NT : quasi-menacée ; VU : vulnérable ; EN : en danger ; CR : en danger critique ; NA : non applicable ; DD : données insuffisantes.

Protection France : Arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (JORF n°0282 du 5 décembre 2009, p. 21056) ; Arrêté interministériel du 19 novembre 2007 fixant les listes des amphibiens et des reptiles protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (JORF 18 décembre 2007, p. 20363) ; Arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des insectes protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ; Arrêté interministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection (modif. Arrêté du 15 septembre 2012).

Directive européenne : Directive 2009/147/CE du Parlement européen et du Conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ; Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages (modifiée par la Directive 97/62/CEE du Conseil du 27 octobre 1997, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement et du Conseil du 29 septembre 2003 et la Directive 2006/105/CE du 20 novembre 2006).

Liste rouge nationale : UICN France, MNHN, LPO, SEOF & ONCFS (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Oiseaux de France métropolitaine. Paris, France ; UICN France, MNHN, & SHF (2015). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Reptiles et Amphibiens de France métropolitaine. Paris, France ; UICN France, MNHN, OPIE & SEF (2014). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Papillons de jour de France métropolitaine. Paris, France ; UICN France, MNHN, OPIE & SFO (2016). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Libellules de France métropolitaine. Paris, France ; UICN France, MNHN, SFEPM & ONCFS (2017). La Liste rouge des espèces menacées en France – Chapitre Mammifères de France métropolitaine. Paris, France.

Liste rouge régionale : BARNEIX M., BAILLEUX G & SOULET D., 2016. Liste rouge régionale des odonates d'Aquitaine. Observatoire Aquitain de la Faune Sauvage (Coord.), 40 p. ; LE MOIGNE C. & JAILLOUX A., 2013. Liste rouge régionale des amphibiens et reptiles d'Aquitaine. Observatoire Aquitain de la Faune Sauvage, 48 p. ; Liste rouge régionale Lépidoptères Rhopalocères, 2018. ; Observatoire Aquitain de la Faune Sauvage, 2019. Liste rouge régionale des Chiroptères d'Aquitaine. Observatoire Aquitain de la Faune Sauvage. Talence, 12 p. ; La Liste rouge des Mammifères continentaux non volants d'Aquitaine. Observatoire Aquitain de la Faune Sauvage. Talence, 12 p.



ANNEXE 9 DIAGNOSTIC PEDOLOGIQUE

DIAGNOSTIC ZONES HUMIDES

Projet d'ouverture d'une carrière de graves et de sables

Département de la Gironde (33)
Commune de Gours



MAITRE D'OUVRAGE



CARRIÈRES DE THIVIERS
Les Planeaux
24 800 Thiviers
Tél. : 05 53 55 35 35
www.carrieres-thiviers.fr

RÉALISATION DE L'ÉTUDE



SAS CLIMAX INGENIERIE
4 rue Jean le Rond d'Alembert
81000 Albi
Tél. : 05 63 48 10 33
contact@artifex-conseil.fr
RCS 502 363 948
www.artifex-conseil.fr

AUTEURS DU DOCUMENT

Personne	Fonction	Contribution	Organisme
Vincent LAMBERT	Chargé d'études botaniste et zones humides	Rédaction du diagnostic	Artifex

HISTORIQUE DE PUBLICATION

Version	Date	Commentaire	Relecteur	Valideur
V0	07/12/2022	-	Marie ROSPARS	

SOMMAIRE

PARTIE 1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE	4
1. Définition générale	4
2. Critères de définition et de délimitation des zones humides	5
2.1. Critère végétation	5
2.2. Critère pédologique	5
3. Fonctionnalité des zones humides.....	8
PARTIE 2 CONTEXTE DE L'ETUDE.....	10
1. Réglementation liée au projet	10
2. Aires d'étude.....	11
3. Localisation du projet	12
4. Contexte environnemental du site d'étude.....	13
4.1. Occupation du sol.....	13
4.2. Milieu physique	14
PARTIE 3 PROSPECTION ZONES HUMIDES.....	18
1. Analyse bibliographique.....	18
2. Analyse du critère de végétation	20
2.1. Méthodologie	20
2.2. Analyse des relevés de terrain.....	22
2.3. Conclusion – critère de végétation	26
3. Analyse du critère pédologique	26
3.1. Méthodologie	26
3.2. Inventaire de terrain et analyse des données	29
3.3. Conclusion – critère pédologique	31
PARTIE 4 CONCLUSION	34
PARTIE 5 AUTEURS DE L'ETUDE	37
ANNEXES.....	38
Annexe 1 Fiches descriptives des sondages pédologiques	

INDEX DES ILLUSTRATIONS

Illustration 1 : Synoptique d'identification des zones humides	6
Illustration 2 : Classes d'hydromorphie des sols	7
Illustration 3 : Présentation des fonctionnalités principales d'une zone humide.....	9
Illustration 4 : Localisation géographique du site du projet	12
Illustration 5 : Géologie du site d'étude.....	14
Illustration 6 : Cours d'eau aux abords du site d'étude	16
Illustration 7 : Zones humides au sein de l'aire d'étude éloignée.....	19
Illustration 8 : Extrait du tableau des habitats caractéristiques des zones humides	20
Illustration 9 : Extrait du tableau des espèces indicatrices de zones humides	21
Illustration 10 : Table de détermination du pourcentage de recouvrement	21
Illustration 11 : Habitats de végétation.....	24
Illustration 12 : Habitats de végétation caractéristiques de zones humides	25
Illustration 13 : Classes d'hydromorphie.....	28
Illustration 14 : Localisation des sondages pédologiques	30
Illustration 15 : Synthèse des sondages pédologiques	33
Illustration 16 : Synthèse des critères végétation et pédologique.....	36

PARTIE 1 CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1. DEFINITION GENERALE

Au niveau international, la définition des zones humides est donnée par la Convention de Ramsar. Les zones humides entendues au sens de cette convention, sont : « des étendues de marais, de fagnes, de tourbières ou d'eaux naturelles ou artificielles, permanentes ou temporaires, où l'eau est stagnante ou courante, douce, saumâtre ou salée, y compris des étendues d'eau marine dont la profondeur à marée basse n'excède pas six mètres ».

La législation française a mis en place une réglementation appropriée au territoire national avec une définition différente. Selon le code de l'environnement, les zones humides sont des « *terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année* » (Art. L.211-1).

L'inventaire de terrain permet l'identification des potentialités humides d'un secteur. Cet inventaire doit être réalisé conformément à l'**Arrêté du 24 juin 2008, modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009, qui précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement.**

Cet inventaire est complété par la loi portant **création de l'Office Française de la Biodiversité (OFB)** du 26 juillet 2019 qui précise que « pour être considérée zone humide au sens réglementaire un espace doit satisfaire **les critères pédologiques ou les critères de végétation** des arrêtés de 2008 et 2009 ». Les critères pédologiques et de végétations sont donc **alternatifs**. De fait, deux critères principaux sont utilisés pour identifier une zone humide :

- Le critère végétation définit par :
 - Les habitats naturels,
 - Les espèces végétales,
- Le critère pédologique définit par :
 - L'hydromorphie des sols.

Les 2 premiers critères, rassemblés sous l'appellation « critère végétation » sont analysés lors des inventaires écologiques. Le 3^{ème} critère est analysé par la réalisation de sondages pédologiques afin de caractériser les sols du site.



Fourrés humides à Saules & Jonchaies
Avril 2022, Artifex



Prairies humides
Avril 2022, Artifex

2. CRITERES DE DEFINITION ET DE DELIMITATION DES ZONES HUMIDES

Conformément aux critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L.214-7-1 et R.211-108 du code de l'environnement, un terrain peut être considéré comme une zone humide dès qu'il présente l'un des critères suivants :

2.1. Critère végétation

L'examen de la végétation (si elle existe) consiste à déterminer si celle-ci est hygrophile à partir des espèces végétales ou des habitats. Une zone humide est caractérisée par la présence d'au moins un des paramètres suivants :

- La présence d'au moins 50 % d'espèces végétales indicatrices de zones humides dans la liste des espèces dominantes (méthodologie de prospection et liste des espèces figurant à l'Annexe 2.1 de l'arrêté du 24 juin 2008) ;
- La présence d'un habitat indicateur de zone humide selon la typologie « CORINE Biotopes » (méthodologie de prospection et liste des habitats figurant à l'Annexe 2.2 de l'arrêté du 24 juin 2008).

2.2. Critère pédologique

L'analyse pédologique s'appuie sur la méthode figurant à l'annexe 1.2 de l'arrêté du 24 juin 2008 et sur l'annexe IV de la circulaire du 18 janvier 2010 ainsi que sur la liste des sols hydromorphes figurant à l'annexe 1.1 de l'arrêté du 24 juin 2008.

Ainsi, un sol hydromorphe est identifié selon l'examen de sondages pédologiques visant à vérifier leur correspondance avec les classes d'hydromorphie de zone humide définies par le Groupe d'Étude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA, 1981 ; modifié). Les sols des zones humides correspondent :

- A des histosols (classe H du GEPPA) : sols qui connaissent un engorgement permanent en eau qui provoque l'accumulation de matières organiques peu ou pas décomposées ;
- A des réductisols (classe VI c et d du GEPPA) : sols qui connaissent un engorgement permanent en eau à faible profondeur se marquant par des traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol ;
- Aux autres sols¹ présentant :
 - Des traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de profondeur dans le sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur (classe V a, b, c et d du GEPPA) ;
 - Des traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de profondeur dans le sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et des traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur (classe IV d du GEPPA).

L'illustration en page suivante présente la classification GEPPA des sols considérés comme humides.

Dans certains contextes particuliers (fluviosols développés dans des matériaux très pauvres en fer, le plus souvent calcaires ou sableux et en présence d'une nappe circulante ou oscillante très oxygénée ; podzols humiques et humoduriques), l'excès d'eau prolongée ne se traduit pas par les traits d'hydromorphie habituels facilement reconnaissables. Une expertise des conditions hydrogéomorphologiques (en particulier profondeur maximale du toit de la nappe et durée d'engorgement en eau) doit être réalisée pour apprécier la saturation prolongée par l'eau dans les cinquante premiers centimètres de sol.

Si l'une des caractéristiques citées précédemment est présente au niveau des terrains du site, le sol peut être considéré comme sol de zone humide.

Une synoptique d'identification des zones humides est présente en page suivante afin de faciliter la compréhension entre les différents critères. En suivant le tableau GEPPA permettant la classification des sols.

¹ Les sols de classes IVd et Va peuvent être exclus par le préfet de région après avis du CSRPN.

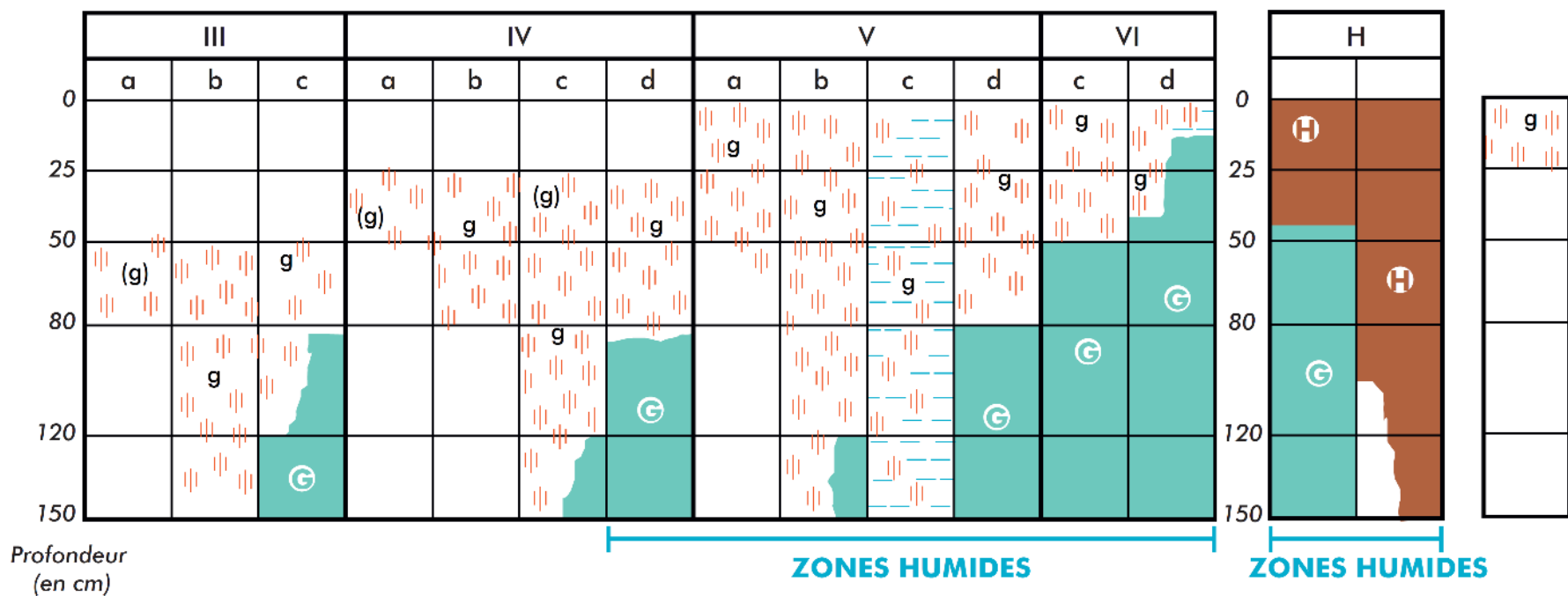
Illustration 1 : Synoptique d'identification des zones humides

Source : Artifex 2022



Illustration 2 : Classes d'hydromorphie des sols

Source : GEPPA 1981 ; Artifex 2022



Morphologie des sols correspondant à des «zones humides»

- Horizon rédoxique peu marqué
- Horizon rédoxique marqué
- Nappe
- Horizon histique
- Absence de trait d'hydromorphie des sols
- Horizon réductique

Le synoptique ci-après synthétise les critères de détermination des zones humides.

3. FONCTIONNALITE DES ZONES HUMIDES

Une fois les zones humides identifiées, il est possible de définir leurs fonctionnalités. Il existe deux types de zones humides, les zones humides fonctionnelles, ou altérées :

○ Zones humides fonctionnelles :

Ces zones sont marquées par une grande richesse biologique et diverses fonctions ce qui les représente comme de vraies infrastructures naturelles. Les fonctions et les services rendus par ces milieux sont nombreux :

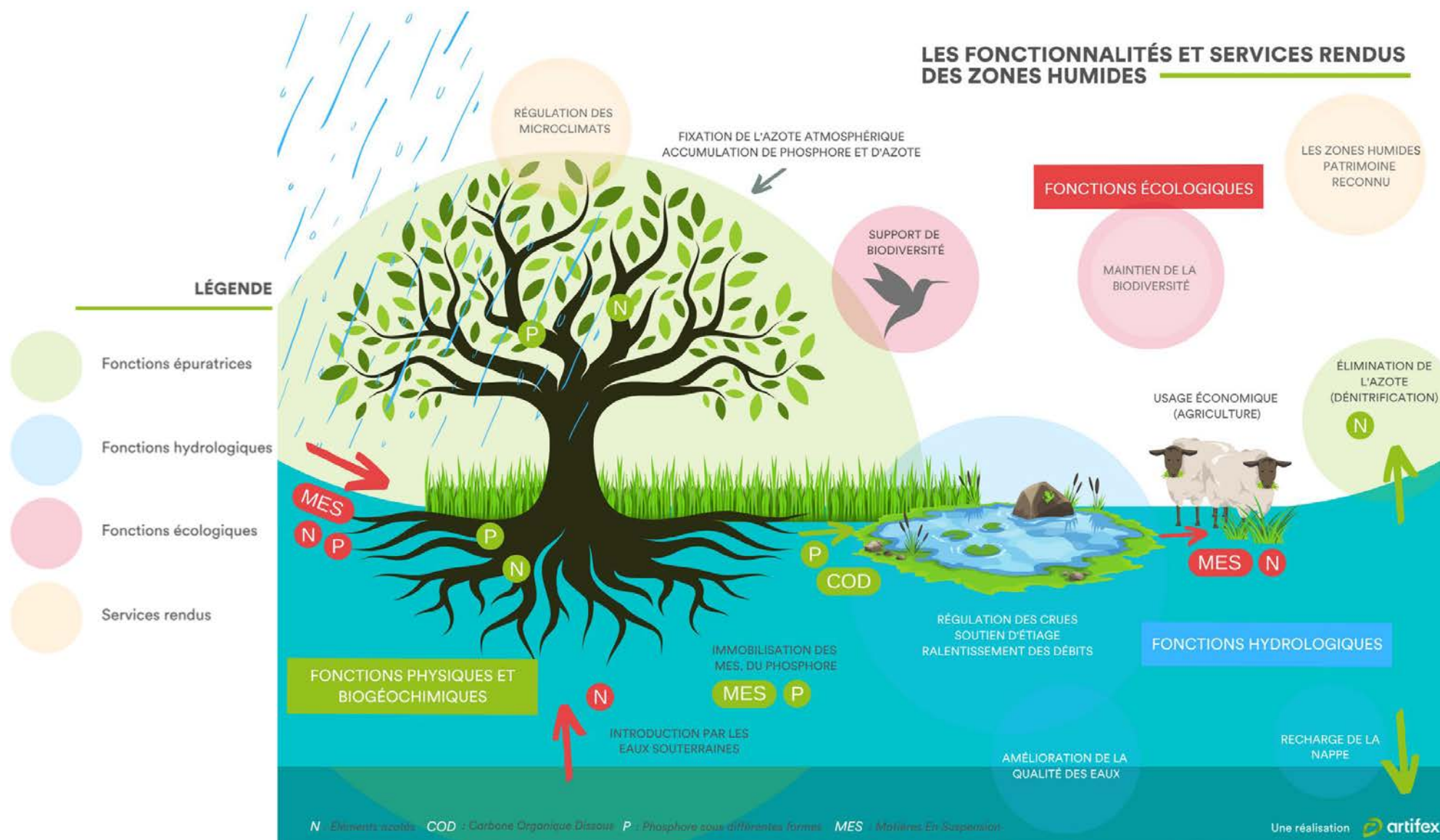
- ❖ **Fonctions hydrologiques.** Les milieux humides sont des « **éponges naturelles** », permettant de **réguler les crues** en stockant l'eau et en retardant les ruissellements, ce qui en fait un rôle essentiel dans la prévention contre les inondations. A contrario, ils permettent de **soutenir les débits d'étiages** en période de sécheresse en restituant progressivement les eaux stockées en période pluvieuses. Enfin, le **rechargement des nappes phréatiques** est assuré par l'infiltration des apports d'eau stockés.
- ❖ **Fonctions physiques et biogéochimiques.** Les zones humides sont les « **reins** » de la **planète** permettant l'amélioration de la qualité de l'eau. Ce sont des **filtres physiques** : elles piègent les matières en suspension, les polluants, et les nutriments par le biais des végétaux. Ce sont également des **filtres biologiques** : elles régulent les éléments nutritifs (azote, nitrates, phosphates) par des processus de dénitrification et de déphosphatation, généralement responsables d'une eutrophisation des milieux aquatiques.
- ❖ **Fonctions écologiques.** Les zones humides constituent de véritables **réservoirs de biodiversité**. Elles présentent un véritable intérêt patrimonial, en se caractérisant par de nombreux habitats et en hébergeant de nombreuses espèces. Véritable support de biodiversité, elles offrent des zones d'alimentation, de reproduction, d'abris, de refuge, de repos (étape migratoire pour les oiseaux), pour une multitude d'espèces animales et végétales et assurent ainsi des fonctions vitales pour leur cycle de vie.
- ❖ **Les autres services rendus par les zones humides.** Elles participent à la régulation du climat. Elles constituent de véritables puits à carbone. Influencent localement les précipitations et la température atmosphérique via les phénomènes de transpiration et d'évapotranspiration, et peuvent modérer les effets de sécheresse. Elles ont également des valeurs économiques, touristiques, récréatives, culturelles, patrimoniales, éducatives, esthétiques, scientifiques, des services de production et d'approvisionnement, pour la santé humaine.

○ Zone humide altérée :

Il s'agit d'une zone qui a perdu une partie de ses fonctions à la suite d'aménagements anthropiques (drains, remblais, mise en culture, etc.). Néanmoins, elle reste une zone humide au titre du code de l'environnement.

Illustration 3 : Présentation des fonctionnalités principales d'une zone humide

Source : SAGE RFBF ; Réalisation : Artifex 2022



PARTIE 2 CONTEXTE DE L'ETUDE

1. REGLEMENTATION LIEE AU PROJET

La réforme de l'évaluation environnementale est définie par l'arrêté n°2016-1110 du 11 août 2016, modifié, relatif à la modification des règles applicables à l'évaluation environnementale des projets, plans et programmes. **Cette réforme de l'évaluation environnementale est applicable depuis le 16 mai 2017.**

L'évaluation environnementale est un processus constitué de :

- L'élaboration d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement par le maître d'ouvrage du projet, soit l'étude d'impact,
- La réalisation des consultations prévues, notamment la consultation de l'autorité environnementale, qui rend un avis sur le projet, et sur le rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, et la consultation du public.
- L'examen des informations contenues dans le rapport d'évaluation et reçues dans le cadre des consultations par l'autorité autorisant le projet.

L'annexe à l'article R 122-2 du Code de l'Environnement précise les projets soumis soit à évaluation environnementale de manière systématique, soit après un examen au cas par cas.

Dans cette liste, il est indiqué :

Catégorie de projet	Projets soumis à évaluation environnementale	Projets soumis à la procédure de « cas par cas »
1. Installations classées pour la protection de l'environnement	c) Carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25ha.	a) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation. b) Autres installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement c) Extensions inférieures à 25 ha des carrières soumises à autorisation mentionnées par la rubrique 2510 de la nomenclature ICPE.

Le projet d'ouverture d'une carrière de sables et de graves est soumis à examen au cas par cas suivant la **rubrique 2510** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et leurs extensions supérieures ou égales à 25 ha.

L'évaluation environnementale comprendra un diagnostic écologique ayant pour objectif d'analyser le contexte écologique du site d'étude retenu et de déterminer ses enjeux afin d'affiner le projet d'aménagement. Dans le cadre de cette étude, l'analyse de la végétation (habitats et espèces) permettra de définir la présence de zones humides et de les délimiter sur le critère de la végétation.

L'Arrêté du 24 juin 2008 modifié par l'arrêté du 1er octobre 2009 et complété par la loi portant création de l'OFB (26 juillet 2019) précise que pour être considérée zone humide un espace doit satisfaire les critères végétations ou les critères pédologiques. **Ainsi, l'absence du critère de végétation sur le site d'étude ne suffit plus à considérer l'absence de zone humide.**

Les prospections de zone humide ont porté sur l'ensemble du site d'étude, présenté ci-après, ainsi que sur les terrains périphériques qui, sous réserve de la présence d'une zone humide, pourraient être impactés par la création du projet de parc photovoltaïque, nous parlerons alors d'impact indirect.



2. AIRES D'ETUDE

La société CARRIERES DE THIVIERS porte un projet de carrière de graves et de sables sur la commune de Gours dans le département de la Gironde (33).

Le tableau suivant présente les aires d'étude considérées dans le présent diagnostic zones humides. Celles-ci sont représentées sur la carte ci-dessous.

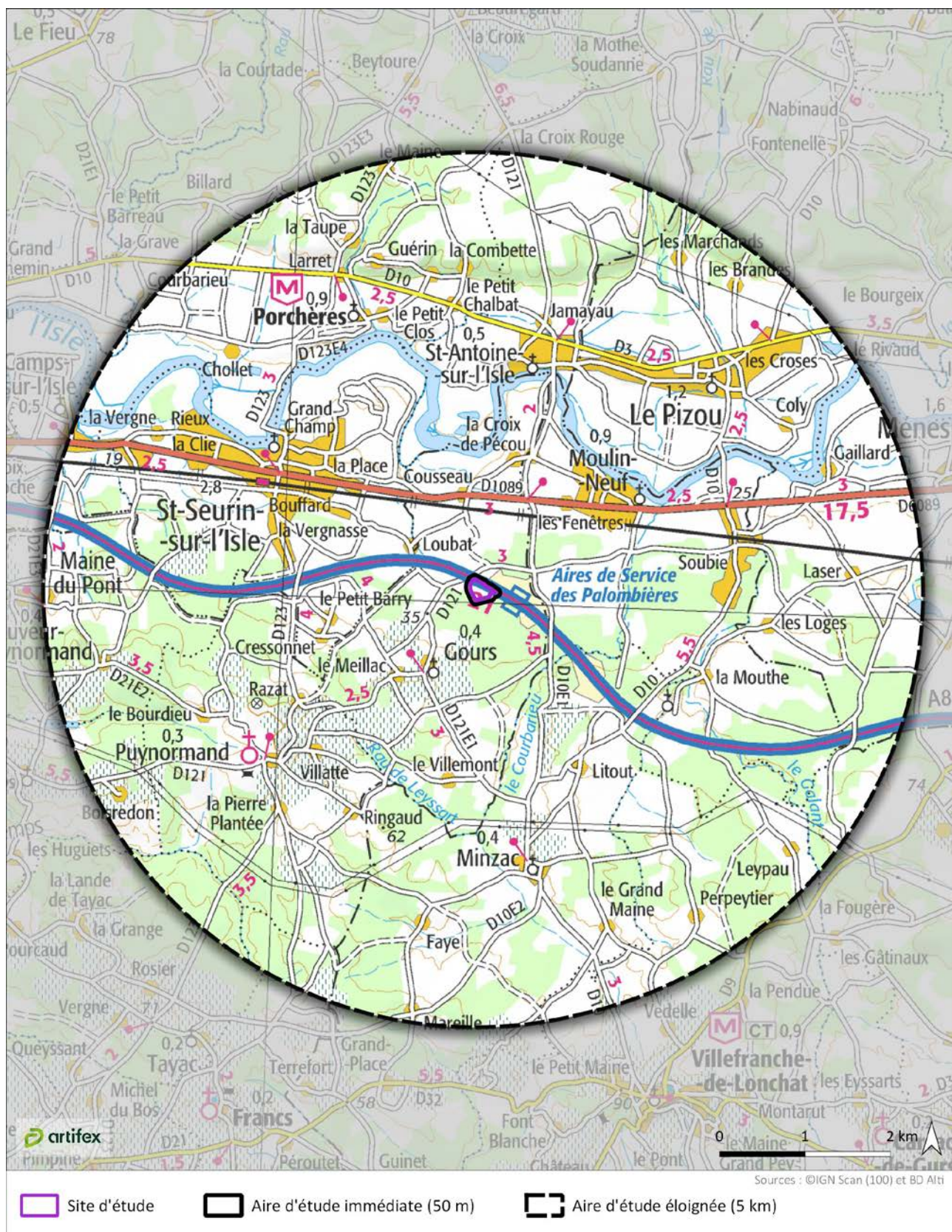
Définition	Emprise
Aire d'étude éloignée	Rayon de 5 km
Il s'agit de la zone qui englobe tous les impacts potentiels. Elle est définie sur la base des éléments physiques du territoire facilement identifiables ou remarquables, des frontières biogéographiques ou des éléments humains ou patrimoniaux remarquables.	
Aire d'étude immédiate	Rayon de 50 m
Cette aire d'étude correspond à une bande de quelques dizaines à plusieurs centaines de mètres autour du site d'étude. Il s'agit de l'aire des études environnementales au sens large du terme : milieu physique, milieu humain, milieu naturel, habitat, santé, sécurité, etc. Elle permet de prendre en compte toutes les composantes environnementales du site d'accueil du projet.	
Site d'étude	
Il s'agit de la zone au sein de laquelle l'opérateur envisage d'implanter son projet. Cette emprise potentielle, commune à toutes les thématiques, est généralement déterminée par la maîtrise foncière du projet. Le site d'étude englobe l'implantation du projet en intégralité.	

3. LOCALISATION DU PROJET

Le site d'étude et son aire d'étude immédiate (zone tampon de 50 m) couvrent une superficie totale de 9,1 ha.

Illustration 4 : Localisation géographique du site du projet

Réalisation : Artifex 2022



4. CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL DU SITE D'ETUDE

4.1. Occupation du sol

Le site d'étude est principalement représenté par une prairie mésophile pâturée (environ 65 % du site d'étude).

La moitié Sud du site d'étude est complétée par des prairies mésohygrophiles, des jonchaies et des boisements de feuilles (chênaies-charmaies, chênaies-robinieraies).



Prairie sur le site d'étude
Vanessa VILARD (ARTIFEX), 24-05-2022



Boisement sur le site d'étude
Vanessa VILARD (ARTIFEX), 24-05-2022



Chemin sur le site d'étude
Vanessa VILARD (ARTIFEX), 24-05-2022



Roncier sur le site d'étude
Vanessa VILARD (ARTIFEX), 24-05-2022

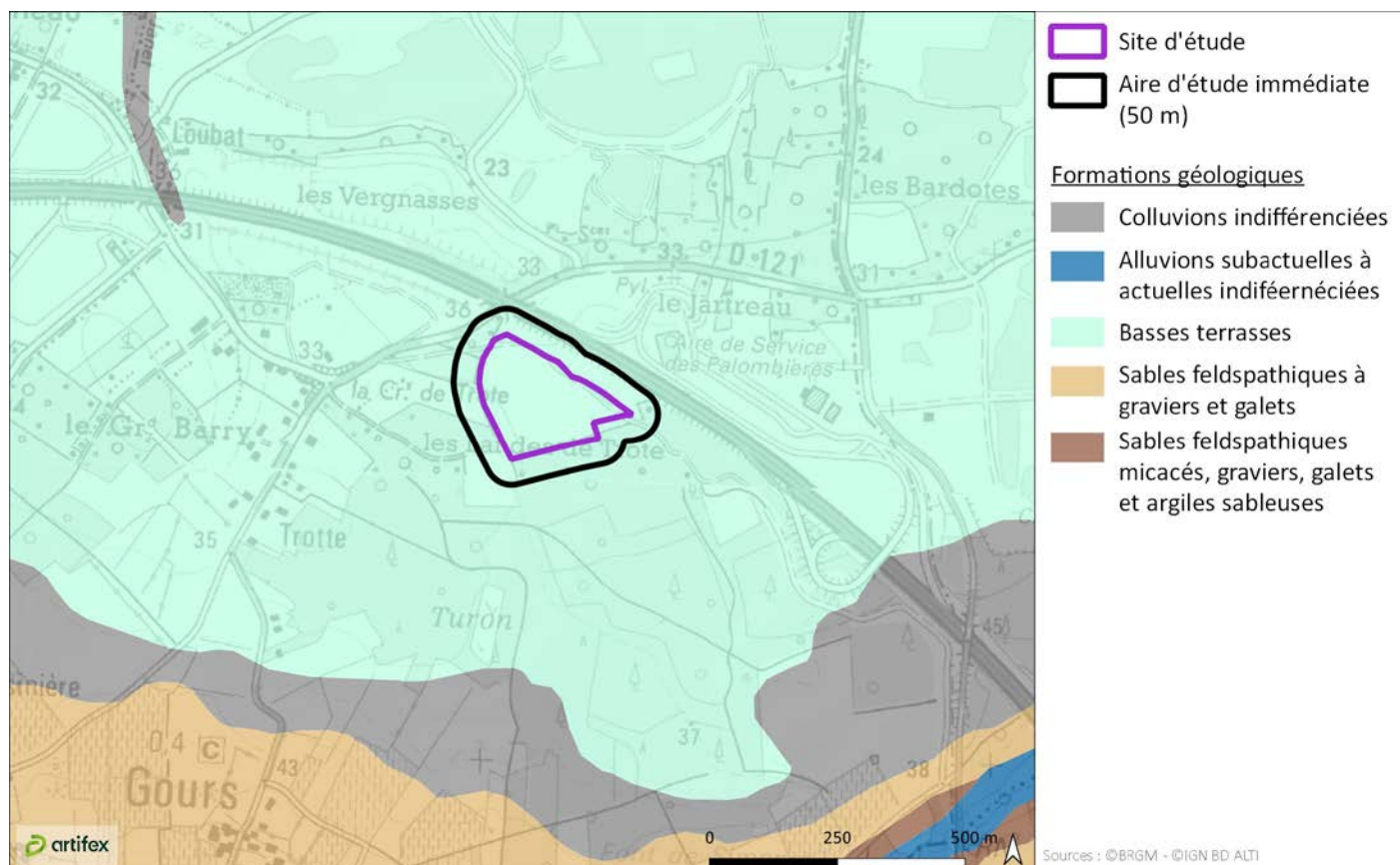
4.2. Milieu physique

4.2.1. Sol

D'un point de vue **géologique**, le site d'étude prend place sur des formations alluvionnaires des basses terrasses de la rivière de l'Isle. Les terrasses alluviales sont des zones planes situées sur les versants d'une vallée fluviale et constituée d'alluvions sédimentaires.

Illustration 5 : Géologie du site d'étude

Réalisation : Artifex 2022



Les sols du site d'étude font partie de l'**Unité Cartographique des Sols (UCS)** suivante : **n°103 : Système des sols sableux de la moyenne terrasse de la vallée de l'Isle.**

Cette UCS comporte majoritairement des **rédoxisols** qui sont caractérisés par une hydromorphie importante du fait d'un engorgement saisonnier important et des horizons bien différenciés. L'UCS abrite également des **brunisol**s qui sont quant à eux caractérisés par un complexe argilo-humique structuré et des horizons peu différenciés.



4.2.2. Eau superficielle

Le **contexte hydraulique** du site est lié à la nature géologique du secteur.

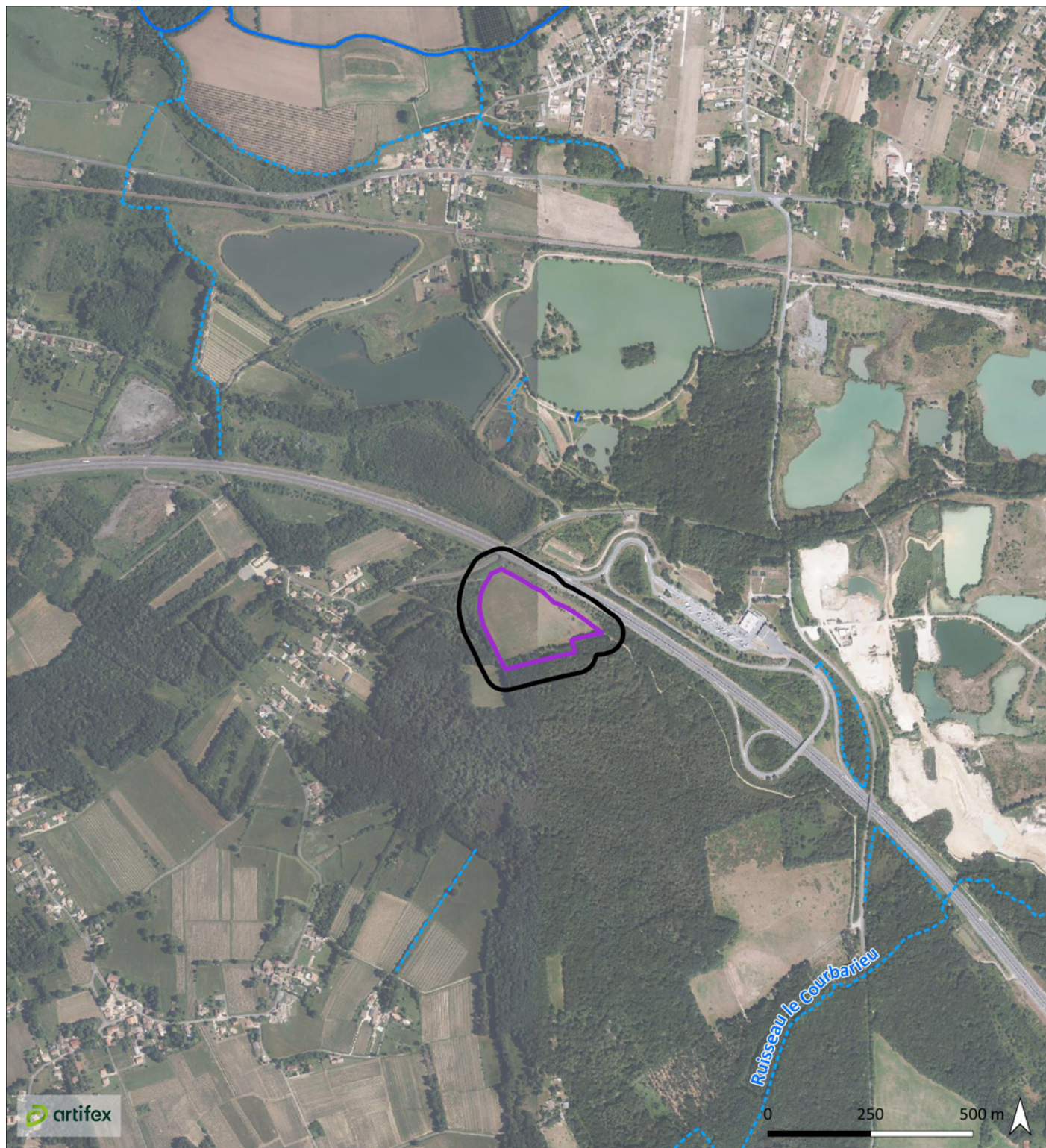
Le site d'étude n'est parcouru par aucun cours d'eau. Quelques cours d'eau intermittents sont présents autour du site d'étude dans un rayon de 500 mètres.

Au Sud-Est à environ 1,5 km passe le **ruisseau du Courbarieu**, affluent de la **rivière de l'Isle**, elle-même affluente de la **Dordogne**.

La cartographie des cours d'eau localisés aux abords du site est présente à la page suivante.

Illustration 6 : Cours d'eau aux abords du site d'étude

Réalisation : Artifex 2022



Sources : ©IGN Orthophotographie, BD Alti et BD Topage

- | | | |
|---|-------------------------------|---|
|  | Site d'étude | Cours d'eau |
|  | Aire d'étude immédiate (50 m) |  Permanents |
| | |  Intermittents |

4.2.3. Eau souterraine

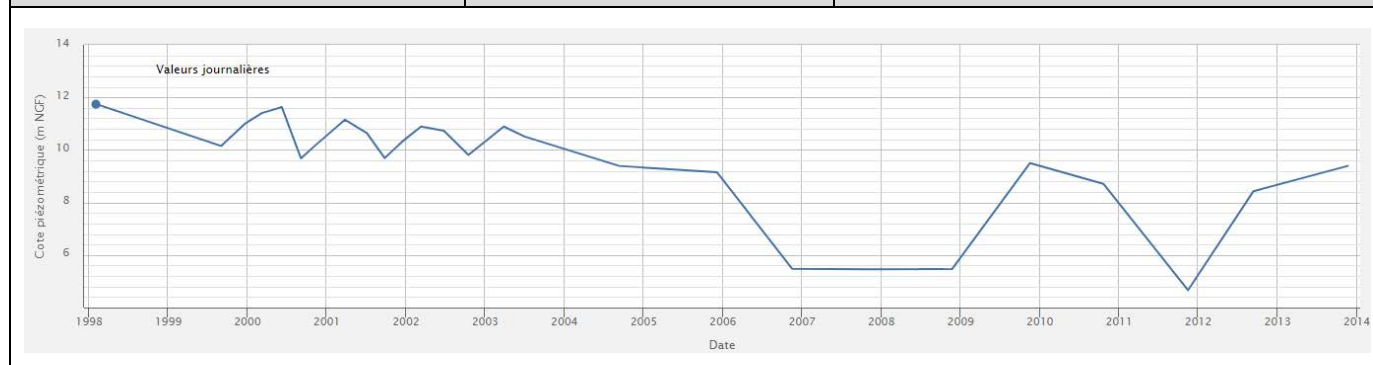
Le site d'étude se positionne au droit de 8 masses d'eau souterraines, de la plus superficielle à la plus profonde :

FRFG025A : Alluvions de l'Isle et de la Dronne Dominante sédimentaire alluviale - Libre Superficie : 333 km ²	Profondeur
FRFG113 : Sables et calcaires de l'Éocène supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale – Majoritairement captif Superficie : 4 969 km ²	
FRFG114 : Sables, graviers, grès et calcaires de l'Éocène inférieur et moyen majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale – Majoritairement captif Superficie : 15 052 km ²	
FRFG072 : Calcaires et grès du Campano-Maastrichtien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale – Majoritairement captif Superficie : 12 070 km ²	
FRFG073B : Calcaires du Cénomanien majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale - Captif Superficie : 24 063 km ²	
FRFG075A : Sables et graviers de l'infra-Cénomanien-Cénomanien captif du Nord du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale – Majoritairement captif Superficie : 20 898 km ²	
FRFG080A : Calcaires du Jurassique moyen et supérieur majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale – Majoritairement captif Superficie : 16 549 km ²	
FRFG078A : Sables, grès, calcaires et dolomies de l'infra-Toarcien majoritairement captif de l'Est du Bassin aquitain Dominante sédimentaire non alluviale – Majoritairement captif Superficie : 19 946 km ²	

De manière générale, une baisse chronique du niveau piézométrique peut être liée à un déficit de précipitation et donc de recharge de la nappe et/ou à l'augmentation des prélèvements. C'est généralement un phénomène apparaissant en période sèche. A l'inverse, une augmentation du niveau piézométrique est due à une recharge de la nappe par les précipitations, cumulée ou non à une diminution des prélèvements.

Concernant la masse d'eau FRFG114, cette dernière semble en mauvais état avec un niveau globalement en déclin depuis une vingtaine d'années.

Nom du piézomètre	Distance par rapport au site d'étude	Masse d'eau mesurée
BSS001WYMT	3,2 km au Nord-Ouest du site d'étude	FRFG114 : Sables, graviers, grès et calcaires de l'Éocène inférieur et moyen majoritairement captif du Nord du Bassin aquitain





PARTIE 3 PROSPECTION ZONES HUMIDES

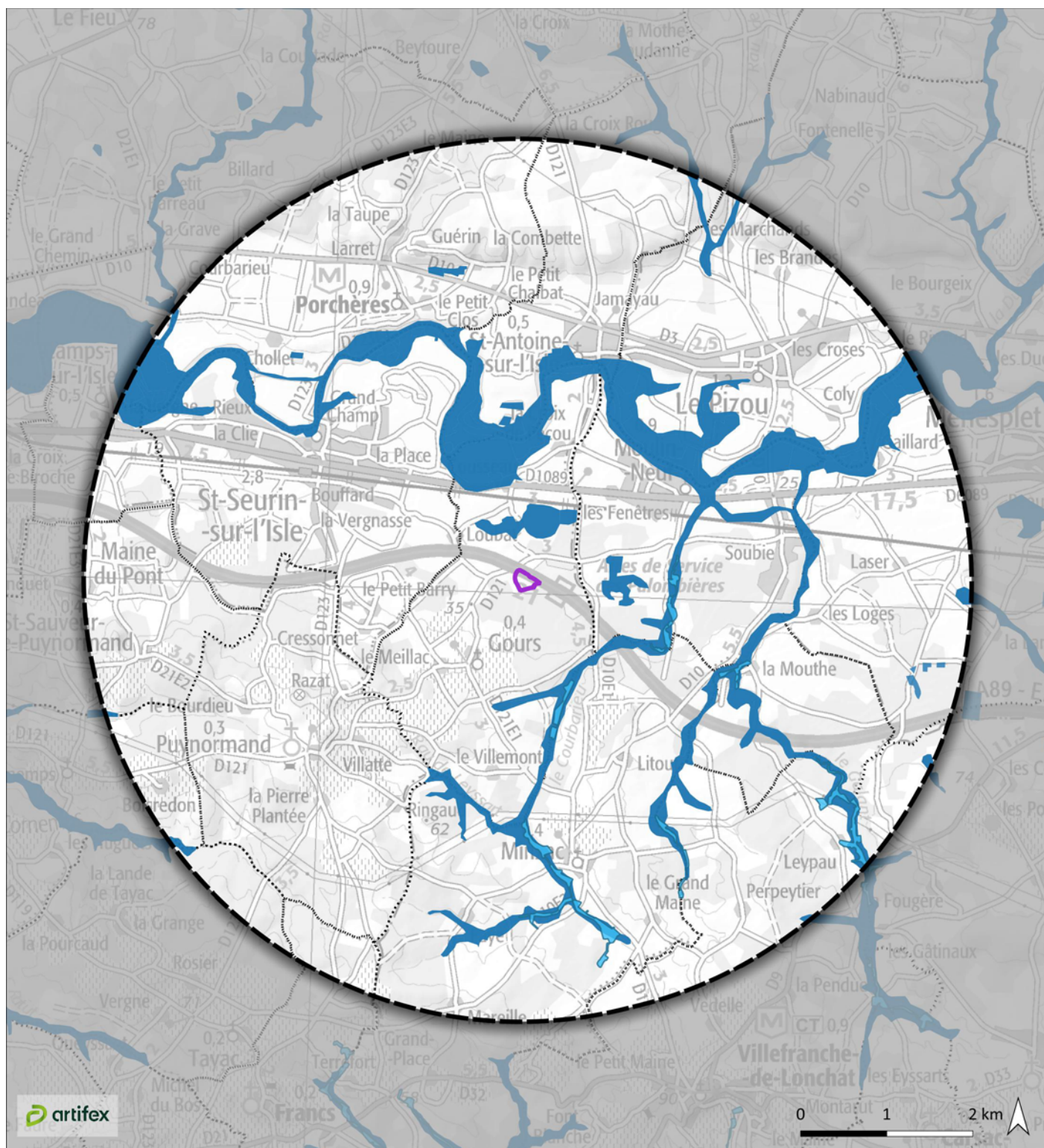
1. ANALYSE BIBLIOGRAPHIQUE

Aucune zone humide effective ou probable ne se situe sur le site d'étude. Dans l'aire d'étude éloignée, de nombreuses zones humides probables et quelques zones humides effectives sont présentes. Pour la plupart, elles sont associées la rivière de l'Isle et ses affluents (Le Courbarieu, Le Galant, etc.). Quelques zones humides probables ne sont pas associées à un cours d'eau.

La cartographie des zones humides identifiées dans l'aire d'étude éloignée du site d'étude est présente à la page suivante.

Illustration 7 : Zones humides au sein de l'aire d'étude éloignée

Réalisation : Artifex 2022



Sources : ©IGN AdminExpress 2022, BD Alti et Scan 100 - ©RPDZH

- Site d'étude
- Aire d'étude éloignée (5 km)

Zones humides

- Effectives
- Probables

2. ANALYSE DU CRITERE DE VEGETATION

2.1. Méthodologie

L'examen de la végétation consiste à déterminer si celle-ci est hygrophile à partir, soit directement des espèces végétales, soit des communautés d'espèces végétales dénommées habitats.

L'étude des habitats naturels et de la flore est réalisée sur l'ensemble du site d'étude ainsi que sur sa zone tampon (environ 50 m autour du site). Les investigations sur le terrain sont réalisées à une période où les espèces sont à un stade de développement permettant leur détermination. La période incluant la floraison des principales espèces est privilégiée. Afin de dresser la cartographie des habitats du site et d'étudier la flore présente, le site est parcouru de manière à couvrir l'ensemble des différents types de milieux, mais en donnant une importance particulière aux milieux reconnus à enjeux.

2.1.1. Critère habitat de végétation

L'examen des habitats consiste à effectuer un relevé phytosociologique conformément aux pratiques en vigueur et à déterminer s'ils correspondent à un ou des habitats caractéristiques de zones humides. Sinon, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen des sols. Les habitats sont caractérisés suivant le système d'information européen sur la nature EUNIS (complété par la nomenclature CORINE Biotopes). Sur cette base, un espace peut être considéré comme humide si les habitats qui le composent figurent comme habitats caractéristiques de zones humides dans la liste de l'Annexe II B de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié. La limite de la zone humide correspond alors au contour de cet espace auquel sont joints, le cas échéant, les espaces identifiés comme humides d'après le critère relatif aux sols.

A noter que l'annexe II B de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié² précise **2 codifications** d'habitats humides.

La mention d'un **habitat coté « H »** signifie que cet habitat, ainsi que, le cas échéant, tous les habitats de niveaux hiérarchiques inférieurs sont caractéristiques de zones humides.

Dans certains cas, l'habitat d'un niveau hiérarchique donné ne peut pas être considéré comme systématiquement ou entièrement caractéristique de zones humides, soit parce que les habitats de niveaux inférieurs ne sont pas tous humides, soit parce qu'il n'existe pas de déclinaison typologique plus précise permettant de distinguer celles typiques de zones humides. Pour ces **habitats cotés « p »** (pro parte), de même que pour les habitats qui ne figurent pas dans ces listes (c'est-à-dire ceux qui ne sont pas considérés comme caractéristiques de zones humides), il n'est pas possible de conclure sur la nature humide de la zone à partir de la seule lecture des données ou cartes relatives aux habitats. Une expertise des sols ou des espèces végétales doit être réalisée conformément aux modalités énoncées aux annexes de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié.

Illustration 8 : Extrait du tableau des habitats caractéristiques des zones humides

Source : Annexe II table B ; Arrêté du 24 juin 2008 modifié²

CODE CORINE	HABITAT	HABITATS de zones humides
37.83	Mégaphorbiaies pyrénéo-ibériques.	p.
37.85	Mégaphorbiaies corses à Cymbalaria.	p.
37.86	Mégaphorbiaies corses à Doronicum.	H.
38	Prairies mésophiles.	p.
38.1	Pâtures mésophiles	p.
38.11	Pâturages continus.	p.

² L'annexe II B de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié est consultable sur le site legifrance.gouv.

2.1.2. Critère espèces végétales

Le premier de ces deux critères (habitat) est privilégié. Le critère flore est utilisé seulement dans certains cas spécifiques (habitats naturels complexes, milieux dénaturés, etc.).

L'examen des espèces végétales, si des espèces hygrophiles sont identifiées, est réalisé par placettes (zone de 1,5 à 10 m de rayon), par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques. Sur chacune des placettes, l'examen de la végétation vise à vérifier si elle est caractérisée par des espèces dominantes indicatrices de zones humides. En cas de présence d'une zone humide, sa délimitation se fait en positionnant les placettes d'étude de part et d'autre de la limite supposée.

Une estimation visuelle du pourcentage de recouvrement des espèces pour chaque strate de végétation est réalisée, en travaillant par ordre décroissant de recouvrement. Ainsi, l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié définit la méthodologie d'analyse suivante (pour chaque strate) :

- Noter le pourcentage de recouvrement des espèces ;
- Les classer par ordre décroissant ;
- Etablir une liste des espèces dont les pourcentages de recouvrement cumulés permettent d'atteindre 50 % du recouvrement total de la strate ;
- Ajouter les espèces ayant individuellement un pourcentage de recouvrement supérieur ou égal à 20 %, si elles n'ont pas été comptabilisées précédemment.

Ainsi, pour chaque strate, une liste d'espèces dominantes est ainsi obtenue. Les 3 listes (strate herbacée, arbustive et arborescente) sont regroupées. Si celles-ci montrent que la moitié au moins des espèces figurent dans la liste des espèces indicatrices de zones humides mentionnée dans l'annexe II A de l'Arrêté du 24 juin 2008, le milieu est considéré comme humide ; sinon il convient de vérifier les indications fournies par l'examen des sols.

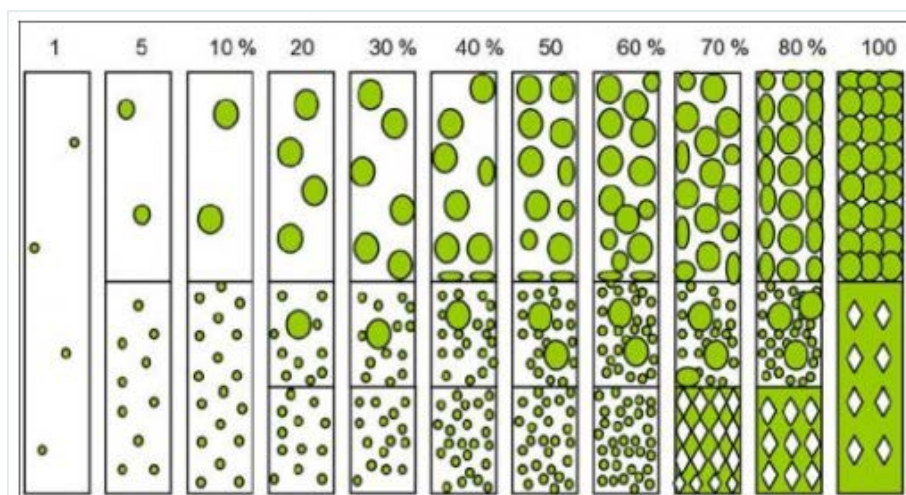
Illustration 9 : Extrait du tableau des espèces indicatrices de zones humides

Source : Annexe II table A ; Arrêté du 24 juin 2008 modifié

CODE FVF	NOM COMPLET (nomenclature de la flore vasculaire de France)
79865	Achillea ageratum L.
79921	Achillea ptarmica L.
80009	Aconitum burnatii Gayer.
80037	Aconitum napellus L.
80086	Acorus calamus L.
80185	Adenostyles briquetii Gamisans.

Illustration 10 : Table de détermination du pourcentage de recouvrement

Source : N Fromont d'après PRODON



2.1.3. Inventaire de terrain

Dans le cas de ce projet, les visites de terrain dédiées à la flore et aux habitats naturels et réalisées par le **bureau d'études ARTIFEX** ont été effectuées aux dates suivantes :

Chargé de mission		Dates	Thématique
	Vanessa VILARD	24/05/2022	Habitats / Flore
		01/08/2022	Habitats / Flore

2.2. Analyse des relevés de terrain

Des inventaires de terrain ont été effectués entre mai et août 2022 afin de caractériser la végétation du site d'étude et de son aire d'étude immédiate. Les photographies ci-après présentent les principaux habitats de végétation qui occupent le site d'étude.



Prairie mésohygrophile et jonchaie – Site d'étude
Vanessa Vilard (ARTIFEX), 24-05-2022



Prairie mésophile pâturée – Site d'étude
Vanessa Vilard (ARTIFEX), 24-05-2022



Chênaie clairsemée sur fourré à prunelliers – Aire d'étude immédiate
Vanessa Vilard (ARTIFEX), 24-05-2022



Chênaie-robinieraie – Site d'étude
Vanessa Vilard (ARTIFEX), 24-05-2022

2.2.1. Habitats humides

Dans le site d'étude et son aire d'étude immédiate, **deux habitats humides** ont été recensés selon le critère « habitats de végétation » (au titre de l'Arrêté du 24 juin 2008 modifié). Ces habitats naturels sont :

- les jonchaies [E3.417]
- les prairies mésohygrophiles à Joncs diffus [E3.417xE2.1]

Ces habitats couvrent une superficie totale d'environ **0,95 ha** sur le site d'étude et son aire d'étude immédiate.

2.2.2. Habitats *pro parte*

Parmi les huit habitats *pro parte* inventoriés sur le site d'étude et son aire d'étude immédiate, aucun n'est recouvert à plus de 50 % d'espèces hygrophiles référencées dans l'annexe II A de l'Arrêté du 24 juin 2008. Le critère « espèces végétales » ne permet donc pas de conclure sur la nature humide de l'habitat. Une étude pédologique est alors nécessaire sur les habitats *pro parte* suivants :

- les prairies mésophiles de fauche [E2.2] ;
- les chênaies-charmaies [G1.A1] ;
- les prairies mésophiles pâturées [E2.1] ;
- les prairies mésophiles dégradées [E2.2] ;
- les fourrés de ronciers [F3.131] ;
- les chênaies clairsemées sur fourrés à prunelliers [G1. A1xF3.111] ;
- les chênaies clairsemées sur prairies mésophiles [G1. A1xE2.2] ;
- les chênaies-robinieraies [G1. A1xG1.C3].

Le tableau ci-dessous liste les habitats composant le site d'étude et son aire d'étude immédiate :

Habitat	Code EUNIS	Code CORINE biotope	Code UE (Natura 2000)	Déterminant ZNIEFF	Zones humides	Surface (ha)
Prairies mésophiles pâturées	E2.1	38.1	-	-	<i>Pro parte</i>	2,87
Chênaies-charmaies mésotrophes à fragnons	G1.A1	41.22	-	-	<i>Pro parte</i>	2,12
Prairies mésohygrophiles à Jonc diffus	E3.417xE2.1	37.217x38.1	-	-	Humide	0,93
Routes	J4.2	86	-	-	Non humide	0,63
Chênaies-robinieraies	G1.A1xG1.C3	41.2x83.324	-	-	<i>Pro parte</i>	0,61
Chênaies clairsemées sur fourrés à prunelliers	G1.A1xF3.111	41.2x31.811	-	-	<i>Pro parte</i>	0,52
Prairies mésophiles dégradées	E2.2	38.2	-	-	<i>Pro parte</i>	0,48
Fourrés de ronces	F3.131	31.831	-	-	<i>Pro parte</i>	0,29
Prairies mésophiles de fauche	E2.2	38.2	6510	-	<i>Pro parte</i>	0,27
Chênaies clairsemées sur prairies mésophiles	G1.A1xE2.2	41.2x38.2	-	-	<i>Pro parte</i>	0,26
Chemins enherbés	J4.2xE2.2	86x38.2	-	-	Non humide	0,09
Jonchaies	E3.417	37.217	-	-	Humide	0,02

Légende :

- Zones humides : p. = *pro parte* ; H. = *humide* ; NC = *Non Caractéristique de zone humide*.

L'illustration ci-après présente la cartographie des habitats ainsi que la localisation des zones humides selon le critère de végétation.

Illustration 11 : Habitats de végétation
Réalisation : Artifex 2022

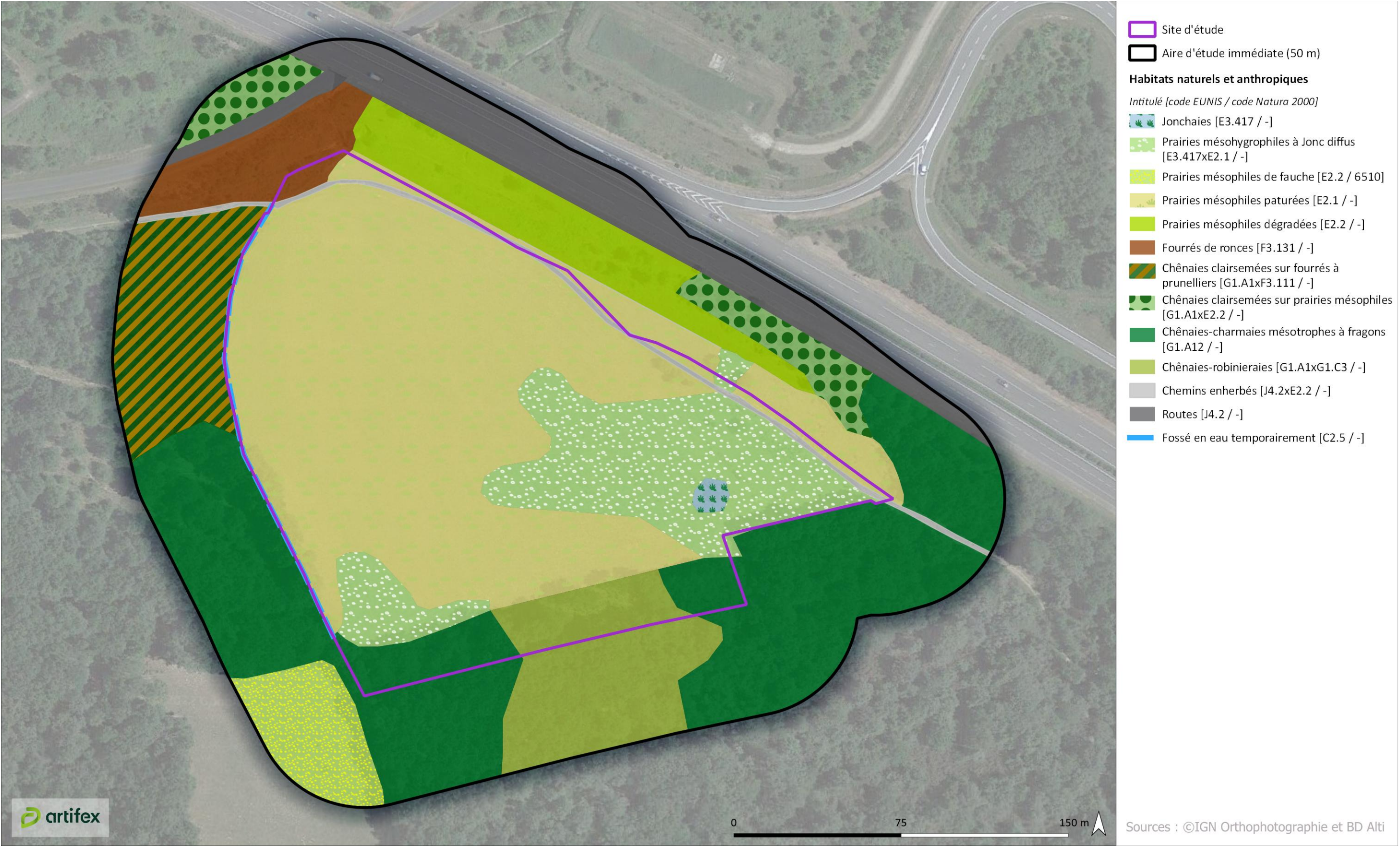


Illustration 12 : Habitats de végétation caractéristiques de zones humides
Réalisation : Artifex 2022



2.3. Conclusion – critère de végétation

Selon le critère de végétation, deux habitats humides ont été observés sur l'ensemble du site d'étude et son aire d'étude immédiate.

La quasi-totalité des habitats caractéristiques de zones humides recensés sont présents dans le site d'étude.

Au total, les habitats caractéristiques de zones humides identifiés occupent une surface cumulée d'environ 0,95 ha.

3. ANALYSE DU CRITERE PEDOLOGIQUE

3.1. Méthodologie

Une première analyse permet de déterminer les zones présentant une sensibilité. Cette analyse se base sur les **données bibliographiques** (carte pédologique, topographique, inventaires existants...), les inventaires écologiques s'ils ont eu lieu et les observations de terrain.

Des **sondages pédologiques** sont ensuite effectués dans les zones faisant l'objet d'une sensibilité.

Les investigations de terrain relatives à la prospection de zone humide sur critère pédologique sont effectuées conformément à la réglementation en vigueur. L'examen des sols porte prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 sondage par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques. L'arrêté du 24 juin 2008 modifié, précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement :

- L'observation des traits d'hydromorphie peut être réalisée toute l'année mais la fin de l'hiver et le début du printemps sont les périodes idéales pour constater sur le terrain la réalité des excès d'eau.
- Chaque sondage pédologique doit être d'une profondeur de l'ordre de 1,20 mètre dans la mesure du possible. A noter que l'absence de trait d'hydromorphie dans les 50 premiers centimètres induit l'absence de zone humide.
- L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence de traits hydromorphiques traduisant des horizons histiques, rédoxiques ou réductiques.

Il s'agit de sondages réalisés à la tarière manuelle Edelman d'une profondeur généralement comprise entre 0,6 et 1,20 m. Si aucune trace hydromorphique n'est identifiée dans les 50 premiers centimètres du sol, le sondage est stoppé.

Si ces caractéristiques sont présentes, le sol peut être considéré comme sol de zone humide. En leur absence, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen de la végétation ou, le cas échéant pour les cas particuliers des sols, les résultats de l'expertise des conditions hydrogéomorphologiques.

L'observation des traits d'hydromorphie peut être réalisée toute l'année mais la fin de l'hiver et le début du printemps sont les périodes idéales pour constater sur le terrain la réalité des excès d'eau.



Résultats de prospections pédologiques à la carrière Edelman

Source : Artifex 2022

Ces investigations permettent de sortir des carottes (échantillons représentatifs de la pédologie du site), afin de les analyser. La caractérisation d'une zone humide sur la base de relevés pédologiques passe par l'observation de traits hydromorphiques dans le sol qui sont principalement marqués par les phénomènes suivants :

- Traits histiques : colorations brunes dues à la décomposition de la matière organique ;
- Traits réductiques : colorations uniformes gris - bleuâtres/verdâtres dues à la réduction du fer (milieu anaérobie) ;
- Traits rédoxiques : colorations orange-rouille dues à l'oxydation du fer (milieu aérobie).



Traits histiques

Source : Artifex



Traits réductiques

Source : Artifex



Traits rédoxiques

Source : Artifex

Ces traits sont plus ou moins représentés et marqués dans les sols suivant les conditions de formation de la zone humide.

Rappel :

Pour être considéré comme une zone humide, le sol (et la présence de ces traits) doit se conformer à la classification d'hydromorphie des sols, en référence aux classes du tableau du Groupe d'Etude des Problèmes de Pédologie Appliquée (GEPPA).

L'examen du sondage pédologique vise à vérifier la présence :

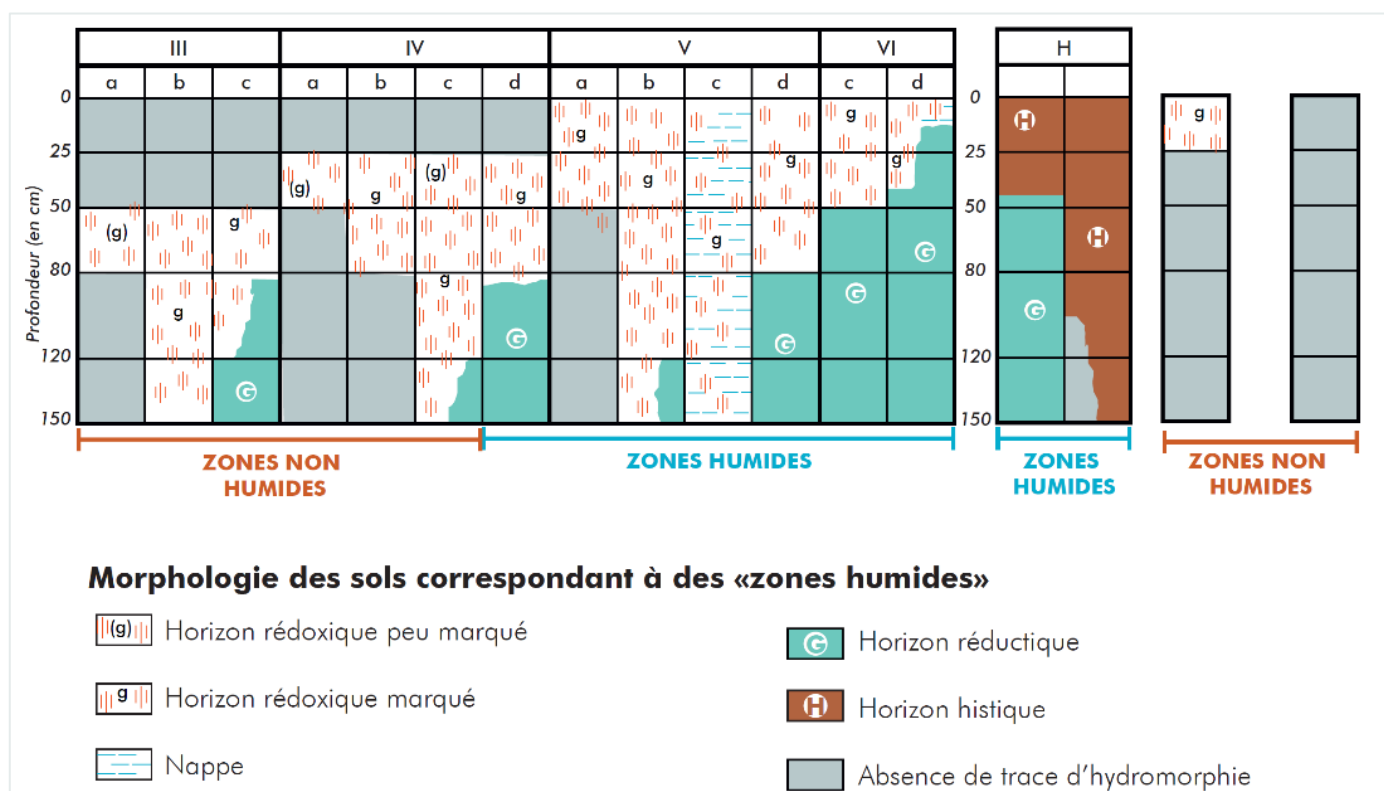
- o D'horizons histiques (ou tourbeux) débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol et d'une épaisseur d'au moins 50 centimètres ;
- o Ou de traits réductiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol ;
- o Ou de traits rédoxiques débutant à moins de 25 centimètres de la surface du sol et se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur ;
- o Ou de traits rédoxiques débutant à moins de 50 centimètres de la surface du sol, se prolongeant ou s'intensifiant en profondeur, et de traits réductiques apparaissant entre 80 et 120 centimètres de profondeur.

Dans les horizons rédoxiques (Horizon g) ou pseudo-gleys, on distingue des traits d'oxydation du fer (couleur rouille). Ces horizons caractérisent des sols temporairement engorgés par l'eau.

Dans les horizons réductiques (Horizon G) ou gley, on distingue des traits de réduction du fer (couleur grise), le fer est réparti de manière homogène et est en quasi permanence sous forme réduite. Ces horizons, sont caractéristiques d'un engorgement permanent ou quasi-permanent par l'eau.

Illustration 13 : Classes d'hydromorphie

Source : GEPPA 1981 ; Artifex 2022



Si ces caractéristiques sont présentes, le sol est considéré comme hydromorphe. En leur absence, il convient de vérifier les indications fournies par l'examen de la végétation ou, le cas échéant pour les cas particuliers des sols, les résultats de l'expertise des conditions hydro- géomorphologiques³.

³ Pour certain type de sol (fluviosol) le lessivage important ne permet pas d'observer de trait d'hydromorphie. La mise en place d'un suivi piézométrique est donc nécessaire afin de déterminer si la présence de la nappe dans la couche supérieure du sol (50 premiers centimètres) est durable, traduisant la présence d'une zone humide, ou non.

3.2. Inventaire de terrain et analyse des données

Sur le site d'étude, le sol se compose d'un substrat limono-argileux pouvant être plus ou moins humide lors des sondages. L'épaisseur de sol superficiel analysée sur le site est variable, entre 15 et 60 cm.

Lors des investigations sur le terrain, l'examen des sols doit porter prioritairement sur des points à situer de part et d'autre de la frontière supposée de la zone humide, suivant des transects perpendiculaires à cette frontière. Le nombre, la répartition et la localisation précise de ces points dépendent de la taille et de l'hétérogénéité du site, avec 1 point (= 1 sondage) par secteur homogène du point de vue des conditions mésologiques.

Ces sondages pédologiques ont été répartis de façon stratégique en fonction de la présence de végétation hygrophile, des habitats *pro parte*, de la géomorphologie du site, en s'appuyant sur la composition géologique des sols (cf. partie précédente) et des possibilités d'accès.

Les points de sondage sont présentés sur la carte ci-après.



Sondage sur le site de Gours

Vanessa Vilard (ARTIFEX), 04-11-2022

Dans le cas de ce projet, le **bureau d'études ARTIFEX** a réalisé une journée de terrain afin d'effectuer une identification de zone humide sur critère pédologique :


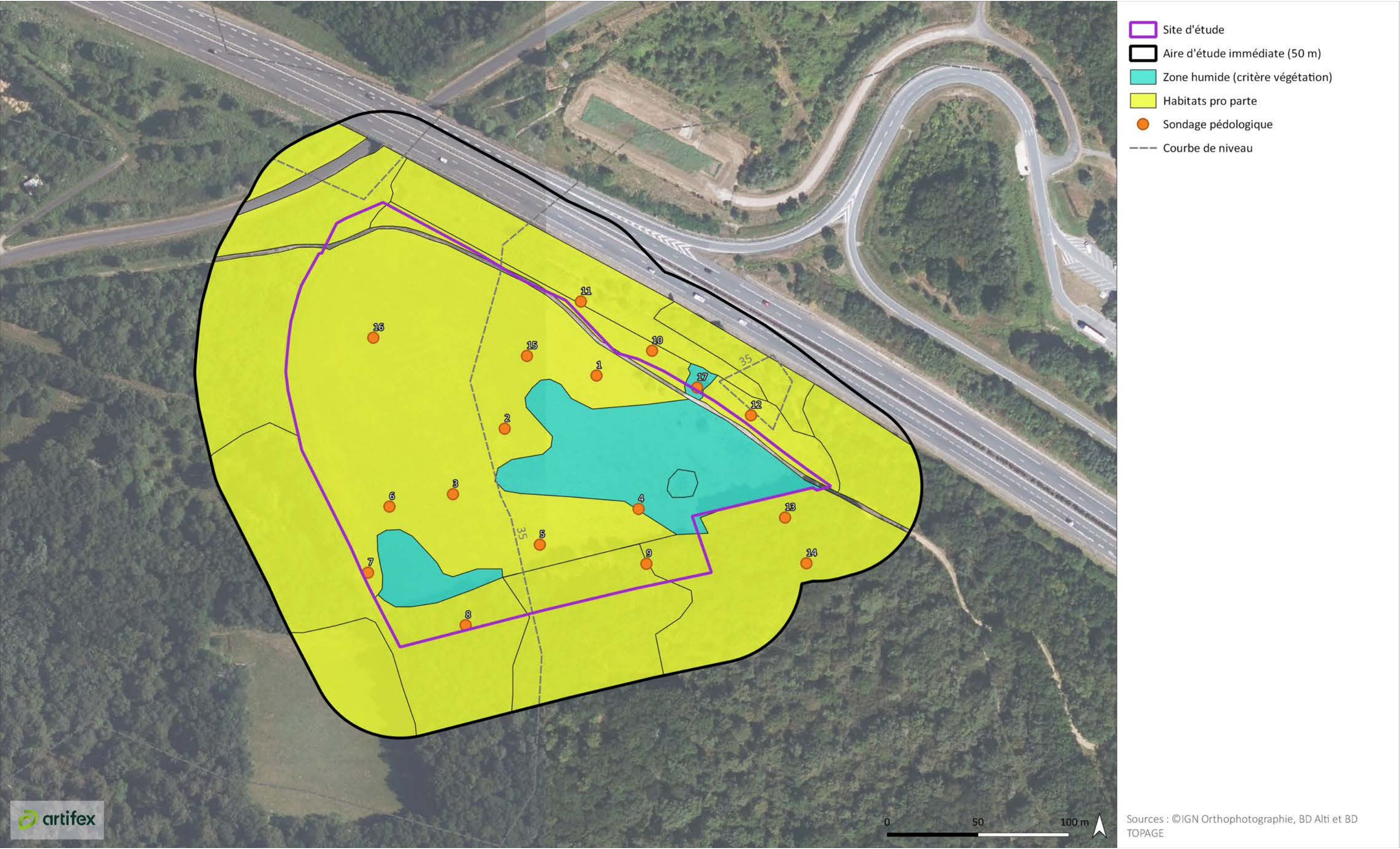
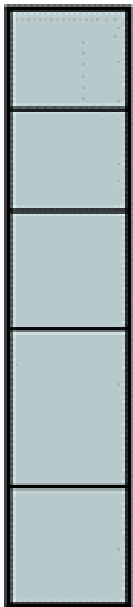



Chargé de mission		Dates	Thématique
	Vanessa VILARD David KHATMI	04/11/2022	Prospection pédologique de zones humides

Illustration 14 : Localisation des sondages pédologiques
Réalisation : Artifex 2022



3.3. Conclusion – critère pédologique

Le tableau ci-après présente une synthèse des analyses pédologiques, caractérisées sur la base des classes d'hydromorphie du GEPPA présentées précédemment.

Sondage	Coupe de sondage	Description	Photographie	Classement GEPPA	Zone humide - critère pédologique
N°2, 3, 7, 15, 16		Absence de traces d'hydromorphie		I	Non
N°6, 8, 11, 12, 14		Présence de faibles traces d'oxydation (< 5 %) entre 25 et 50 cm		IVa	Non

N°9		<p>Présence de faibles traces d'oxydation (< 5 %) entre 25 et 50 cm</p> <p>Présence de traces d'oxydation (> 5 %) à partir de 50 cm</p>		IVc	Non
N°1, 4, 5, 10, 13, 17		<p>Présence de traces d'oxydation sur toute la longueur du sondage.</p>		Vb	Oui

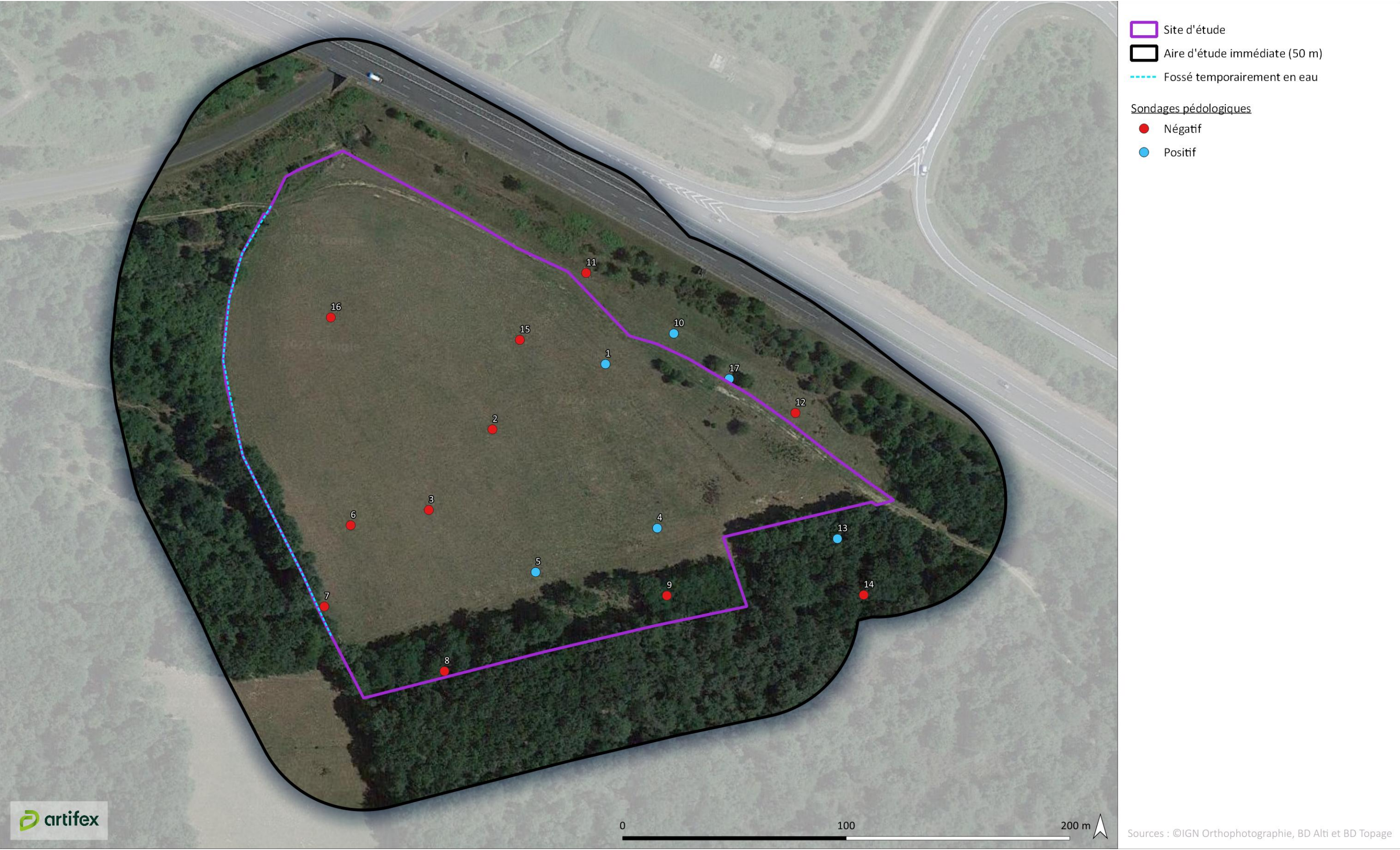
Les différentes classifications GEPPA de chaque sondage réalisé sur le site font l'objet d'une fiche descriptive présentée en Annexe 1.

Six prélèvements ont démontré la présence de zones humides sur le site d'étude.

La surface occupée par les zones humides identifiées selon le critère pédologique est de 0,83 ha.

La carte ci-après localise le résultat des différents sondages pédologiques réalisés.

Illustration 15 : Synthèse des sondages pédologiques
Réalisation : Artifex 2022



PARTIE 4 CONCLUSION

Conformément à la réglementation, et notamment l'article R211-108 du code de l'environnement, les critères à prendre en compte pour la définition des zones humides sont relatifs « à la morphologie des sols liée à la présence prolongée d'eau d'origine naturelle et à la présence éventuelle de plantes hygrophiles. Celles-ci sont définies à partir de listes établies par région biogéographique [...] ». »

Dans le cadre des analyses réalisées sur le site d'étude il ressort :

- La présence de deux habitats caractéristiques de zones humides ;
- La présence de sols hydromorphes caractéristiques de zones humides.

Ainsi, la synthèse de ces éléments traduit la présence de zones humides au niveau du site d'étude. La surface de zones humides identifiées par les deux critères au sein du site d'étude et de son aire d'étude immédiate est de 1,78 ha.

La carte à la page suivante synthétise les résultats d'observation des critères végétation et pédologique. Elle représente les zones humides identifiées dans leur totalité.

Suivant l'implantation du projet, des impacts directs ou indirects peuvent apparaître :

- **L'impact direct** est généré par la superposition du projet sur les zones humides induisant la destruction de celles-ci. Une réduction de surface ou la destruction complète du milieu peu avoir lieu.
- **L'impact indirect** apparaît quand les modifications d'alimentation des zones humides sont altérées. Ce qui peut induire, la perte des fonctionnalités existantes. D'autres facteurs peuvent entrer en jeu comme l'assèchement, le drainage, le prélèvement d'eau, le remblaiement des terres et la pollution et rompre l'équilibre des écosystèmes. Une zone humide en dehors de l'emprise projet peut donc être impactée par celui-ci. L'aire d'étude immédiate est donc importante.

Suivant l'implantation retenue des impacts directs ou indirects peuvent apparaître. L'analyse de ces impacts devra alors avoir lieu afin de quantifier les surfaces de zones humides impactées par le projet. Un guide compensatoire sera alors produit afin de compenser l'impact du projet sur les zones humides. L'analyse des impacts et le guide compensatoire feront l'objet d'une autre prestation.

Le **SDAGE Adour-Garonne 2022-2027** précise que « Tout porteur de projet soumis à autorisation ou déclaration au titre de l'article L. 214-2 du code de l'environnement, doit appliquer la séquence ERC, à savoir, en priorité, rechercher à éviter la destruction, même partielle ou l'altération des fonctionnalités et de la biodiversité des zones humides, en recherchant des solutions alternatives à un coût raisonnable. Lorsque le projet conduit malgré tout aux impacts ci-dessus, le porteur de projet, au travers de l'étude d'évaluation environnementale, de l'étude d'impact ou du document d'incidence :

- Identifie et délimite / caractérise les zones humides (selon les prescriptions et protocoles définis dans l'arrêté interministériel du 24/06/2008 modifié le 1er octobre 2009 et de sa circulaire d'application du 18 janvier 2010, que son projet va impacter ;
- Justifie qu'il n'a pas pu, pour des raisons techniques et économiques, s'implanter en dehors des zones humides (« éviter »), ou réduire au maximum l'impact de son projet sur les zones humides ;
- Évalue la perte générée en termes de fonctionnalités et de services écosystémiques de la zone humide à l'échelle du projet et à l'échelle du bassin versant de masse d'eau. Il est recommandé d'appliquer la méthode nationale d'évaluation des fonctions des zones humides (ONEMA-MNHN juin 2016) ou une méthode équivalente ou plus précise pour évaluer les fonctions ;
- Prévoit des mesures compensatoires aux impacts résiduels. Ces mesures sont proportionnées aux atteintes portées aux milieux et font l'objet d'un suivi défini par les autorisations ou déclarations. Les associations naturalistes locales et structures gèmapiennes pourront être associées à l'élaboration et au suivi de ces mesures.

Les mesures compensatoires doivent correspondre à une contribution au moins équivalente, en termes de biodiversité et de fonctionnalités, à la zone humide détruite et s'inscrire dans une logique de gain net* ; l'additionnalité écologique de la mesure doit être démontrée. Le pétitionnaire doit fournir une méthode d'évaluation des besoins et réponses en termes de compensation



zone humide. Ainsi, le pétitionnaire démontre que le taux de compensation qu'il propose apporte, pour une surface équivalente supérieure ou inférieure à la surface de zone humide détruite, une contribution au moins équivalente en termes de biodiversité et de fonctionnalités (additionnalité écologique). Cette séquence est requise dans le cadre du dispositif ERC.

En cas d'absence de cette démonstration, **la compensation sera effectuée à minima à hauteur de 150 % de la surface perdue** (taux fondé sur l'analyse et le retour d'expérience de la communauté scientifique et de publications). Par référence à l'article L.163-1-II du code de l'environnement relatif à la mise en œuvre des mesures de compensation, celle-ci sera localisée prioritairement dans le bassin versant de la masse d'eau impactée, à défaut dans le même bassin versant de gestion; en cas d'impossibilité technique, une justification devra être produite. Un état initial fiable et précis est attendu non seulement pour les zones humides impactées mais également pour les sites candidats à la compensation de zones humides, afin de pouvoir comparer correctement les pertes liées à l'impact et les gains pressentis liés à la compensation, dans le but d'atteindre la nécessaire équivalence écologique et fonctionnelle. »

Illustration 16 : Synthèse des critères végétation et pédologique
Réalisation : Artifex 2022



PARTIE 5 AUTEURS DE L'ETUDE

Les personnes suivantes ont contribué à la réalisation de la présente étude :

Personne(s)	Contribution	Organisme
VILARD Vanessa KHATMI David	Visite de terrain	
LAMBERT Vincent	Rédaction	
ROSPARS Marie	Relecture / validation	

Marie ROSPARS

Cheffe de projet – Écologue faunisticienne

Marie ROSPARS est titulaire d'un master 2 Biodiversité et Bio-évaluation des Ecosystèmes de l'université de Lyon. Divers stages et missions en milieux associatifs lui ont permis d'acquérir des compétences naturalistes généralistes avec une spécialisation en ornithologie confortée lors d'un service civique au sein de la LPO PACA (84). Après une expérience de près de 5 ans en bureau d'études comme ornithologue et responsable de projets, elle rejoint ARTIFEX en mars 2022 en tant que cheffe de projet au sein du pôle biodiversité.

Vincent LAMBERT

Chargé d'études Flore et Habitats naturels – Pôle Biodiversité

Vincent LAMBERT est un botaniste diplômé du Master 2 Biologie Végétale - Parcours Ecologie Végétale et Environnement - de l'Université de Toulouse 3 - Paul Sabatier. Après plusieurs expériences liées à la botanique, puis un stage de fin d'études à ARTIFEX, il a intégré le pôle Biodiversité au sein du bureau d'études en 2020. Il réalise des inventaires et diagnostics écologiques sur la flore et les habitats naturels.

Vanessa VILARD

Chargée d'études – Ecologue botaniste – Pôle Biodiversité

Vanessa VILARD est une botaniste diplômée du Master 2 « Ecologie, Biodiversité et Evolution » de l'Université Paris-Orsay. Plusieurs années d'expériences dans un bureau d'étude en environnement lui ont permis de développer des compétences sur les habitats naturels (dont les zones humides) et la flore, et de participer à différents types d'études environnementales (étude d'impact, évaluation environnementale, diagnostic écologique, plan de gestion, etc.). C'est en mai 2022 qu'elle rejoint l'équipe d'ARTIFEX au sein du pôle Biodiversité pour le volet Flore et Habitats.

David KHATMI

Chargé d'études – Chiroptérologue

David KHATMI est titulaire d'un Master 2 Biologie, Patrimoine Naturel et Biodiversité, réalisé à l'Université de Rennes 1. Passionné par les Chiroptères, il est investi depuis 2016 dans différentes associations d'étude et de protection des chauves-souris, ce qui lui a permis de développer de fortes compétences pour l'étude de ces animaux. Après plusieurs années d'expériences dans d'autres bureaux d'études (Calidris et Ecosphère) c'est en 2022 qu'il rejoint l'équipe d'ARTIFEX au sein du pôle Biodiversité pour le volet Faune-Chiroptères.



ANNEXES


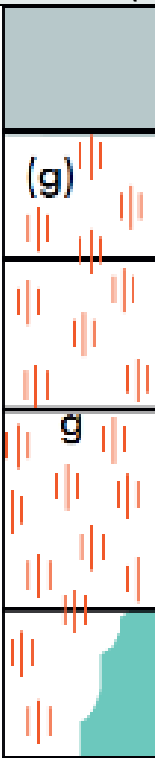




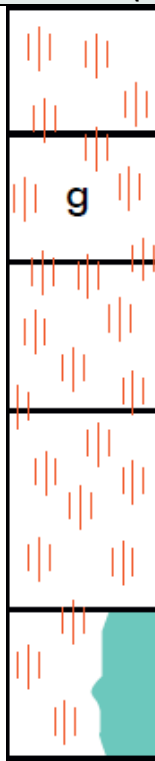

ANNEXE 1 FICHES DESCRIPTIVES DES SONDAGES PEDOLOGIQUES

CLASSIFICATION GEPPA I : SONDAGES N°2, 3, 7, 15, 16		
Vue d'ensemble du profil	Profondeur (m)	Description
		<p>Substrat limono-argileux</p> <p>Absence de traces d'hydromorphie</p> <p>Profondeur atteinte : 15 à 55 cm</p>
Photographies du sondage		
 <p>Localisation du sondage</p>	 <p>Echantillon du profil</p>	
Conclusion		
Sol non caractéristique de zone humide.		



CLASSIFICATION GEPPA IVa : SONDAGES N°6, 8, 11, 12, 14		
Vue d'ensemble du profil	Profondeur (m)	Description
		<p>Substrat limono-argileux</p> <p>Présence de faibles traces d'oxydation (< 5 %) entre 25 et 50 cm</p> <p>Profondeur atteinte : 25 à 40 cm</p>
Photographies du sondage		
<p>X</p> <p>Localisation du sondage</p>		<p>Echantillon du profil</p>
Conclusion		
Sol non caractéristique de zone humide.		

CLASSIFICATION GEPPA IVc : SONDAGE N°9		
Vue d'ensemble du profil	Profondeur (m)	Description
		Substrat limono-argileux
		Présence de faibles traces d'oxydation (< 5 %) entre 25 et 50 cm
		Présence de traces d'oxydation (> 5 %) à partir de 50 cm
		Profondeur atteinte : 60 cm
Photographies du sondage		
<p>X</p>		
Localisation du sondage	Echantillon du profil	
Conclusion		
Sol non caractéristique de zone humide.		

CLASSIFICATION GEPPA Vb : SONDAGES N°1, 4, 5, 10, 13, 17		
Vue d'ensemble du profil	Profondeur (m)	Description
		<p>Substrat limono-argileux</p> <p>Présence de traces d'oxydation sur toute la longueur du sondage</p> <p>Profondeur atteinte : 40 à 50 cm</p>
Photographies du sondage		
<p>X</p>		
<p>Localisation du sondage</p>		<p>Echantillon du profil</p>
Conclusion		
<p>Sol caractéristique de zone humide.</p>		





artifex

SAS CLIMAX INGENIERIE - 4 rue Jean le Rond d'Alembert
81000 Albi
Tél. : 05 63 48 10 33 - contact@artifex-conseil.fr - RCS 502 363 948
www.artifex-conseil.fr





ANNEXE 10 REPONSES DES CONSULTATIONS DES GESTIONNAIRES DES RESEAUX



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale
des affaires culturelles**

Service régional de l'archéologie

Affaire suivie par :
Benoît GARROS
benoit.garros@culture.gouv.fr

Artifex
15 Avenue John Kennedy
BÂTIMENT "LE VÉNITIEN" - 3ÈME ÉTAGE
26200 MONTÉLIMAR

Références : CP0331912300025-1

À l'attention de Camille Rossi,

Bordeaux, le 14 février 2023.

Lettre recommandée avec accusé de réception

Objet : Archéologie préventive - Consultation préalable à un projet d'aménagement
Références : GOURS (GIRONDE), 2023_Carrière_la Fonte du Figuier
CP0331912300025
Votre courrier du 9 février 2023
Livre V du Code du patrimoine

Madame,

Vous m'avez transmis un dossier relatif au projet visé en référence afin que j'examine s'il est susceptible de donner lieu à des prescriptions archéologiques. Cet envoi constitue une demande d'information préalable au titre de l'article R.523-12 du code du patrimoine.

J'ai l'honneur d'en accuser réception à la date du 9 février 2023.

Après examen du dossier, je vous informe que, en l'état des connaissances archéologiques sur le secteur concerné, de la nature et de l'impact des travaux projetés, ceux-ci sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique. Ce projet donnera lieu à une prescription de diagnostic archéologique.


L'article R.523-14 du code du patrimoine vous donne la possibilité de formuler une demande anticipée de prescription. À compter de la réception de cette demande, je disposerai d'un délai de 1 mois pour vous notifier cette prescription.

J'attire votre attention sur le fait que la demande anticipée de prescription de diagnostic entraîne le paiement de la redevance d'archéologie préventive dès lors qu'elle porte sur une surface égale ou supérieure à 3000 m². Elle est due quelles que soient la nature des travaux et la destination des aménagements projetés. Elle est calculée en application du II de l'article L.524-7 du code du patrimoine en prenant en compte la surface de la zone sur laquelle porte la demande de diagnostic archéologique. Pour l'année 2023, son montant s'élève à 0,64 € par m² (arrêté du 21 décembre 2022 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive).

Mes services se tiennent à votre disposition pour vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet de Région, et par délégation,
pour la Directrice régionale des affaires culturelles
et par subdélégation,
La Conservatrice régionale de l'Archéologie adjointe
par intérim



Emeline DENEUVE

Site de Bordeaux : 54 rue Magendie - CS 41229 - 33074 BORDEAUX Cedex - Téléphone 05 57 95 02 02 - Télécopie 05 57 95 01 25.

Site de Limoges : 6 rue Haute de la Comédie - CS 43607 - 87036 LIMOGES Cedex 1 - Téléphone 05 55 45 66 00 - Télécopie 05 55 45 66 01.

Site de Poitiers : Hôtel de Rochefort - 102 Grand'Rue - BP 553 - 86020 POITIERS Cedex - Téléphone 05 49 36 30 30 - Télécopie 05 49 88 32 02.

<http://www.culture.gouv.fr/Drac-NOUVELLE-AQUITAINE/>

Service régional de
l'archéologie

Affaire suivie par :
Benoît GARROS

**Fiche Redevance d'archéologie préventive
si demande volontaire de réalisation de diagnostic**

Références :

Livre V du Code du Patrimoine, Titre II, chap.IV,
L. 524-1 à L. 524-10 et R. 524-1 à R. 524.10

Je soussigné(e),

représentant(e) légal(e) de

demande, de manière anticipée, la prescription d'un diagnostic archéologique, sans attendre la fin de
l'instruction préalable aux travaux :

oui // **non //**

(Si oui, remplir les rubriques suivantes)

Localisation : GOURS, GIRONDE
Surface déclarée dans le dossier :

m²

Une redevance a-t-elle déjà été perçue sur ces terrains ?

oui // **non //**

(Si oui, fournir un justificatif)

Aménageur : Artifex

Coordonnées du maître d'ouvrage :
(identité, adresse, tél, fax)

Statut (S.A., Sàrl, Sasu, etc.) :

N° SIRET :

Nature et destination des travaux projetés : 2023_Carrière_la Fonte du Figuier

Ce projet est-il soumis à étude d'impact ?

oui // **non //**

Surface définitive déclarée comme base d'imposition : m²
(voir le code du patrimoine, Livre V notamment l'article L.524-7, II)

Je soussigné(e), certifie l'exactitude des renseignements ci-dessus apportés. Si les surfaces attestées dans le présent document diffèrent de celles qui seront mentionnées dans l'autorisation administrative correspondant à cette opération, un redressement pourra être adressé au pétitionnaire, à fin de perception d'une redevance complémentaire.

Date et signature

Cachet

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4ème partie (partie réglementaire) du Code du travail

(Annexe 2 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié - NOR : DEVP1116359A)

Destinataire

- ☒ Récépissé de DT
☐ Récépissé de DICT
☐ Récépissé de DT/DICT conjointe

Dénomination
Complément / Service
Numéro / Voie
Code postal / Commune
Pays

CLIMAX INGENIERIE
TSA 20001
140 avenue Jean Lolive
93691 PANTIN CEDEX
France

N° consultation du téléservice : 2023021000467PDV

Référence de l'exploitant : 2306089730. 230602RDT02

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) : Camille ROSSI

Date de réception de la déclaration : 10/02/2023

Commune principale des travaux : 33660 GOURS

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale : ORANGE B2 - AQUITAINE

Personne à contacter :

Numéro / Voie : TSA 70011

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune : 69134 DARDILLY CEDEX

Tél. : +33228563535

Fax :

Éléments généraux de réponse

- ☐ Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :
☒ Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m
☐ Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : _____ (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois : _____

☐ Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant : _____

Tél. : _____

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

☐ Plans joints : Références : Echelle (1) : Date d'édition (1) : Sensible : Prof. règl. mini (1) : Matériau réseau (1) :
NB : La classe de précision A, B ou C figure dans les plans. _____ cm _____ cm

☐ Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage : ☐ Date retenue d'un commun accord : _____ à _____
ou ☐ Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : _____)

☐ Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

☐ (cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) (2)

☐ Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement (2)

(1) : facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2) pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques : _____

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, indiquez si la mise hors tension est : ☐ possible ☐ impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre : **CODE 3 : si nécessité d'un complément d'information sur la localisation de nos ouvrages, votre contact est : pdc.s.alo@orange.com**

Dispositifs importants pour la sécurité : _____

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : 0810300111

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom : ORANGE

Désignation du service : POLE RDT/RDICT

Tél : +33 228563535

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom : ORANGE

Signature :

Date : 10/02/2023 Nombre de pièces jointes, y compris les plans : 0

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4ème partie (partie réglementaire) du Code du travail

(Annexe 2 de l'arrêté du 15 février 2012 modifié - NOR : DEVP1116359A)

Destinataire

- ☒ Récépissé de DT
☐ Récépissé de DICT
☐ Récépissé de DT/DICT conjointe

Dénomination
Complément / Service
Numéro / Voie
Code postal / Commune
Pays

CLIMAX INGENIERIE
TSA 20001
140 avenue Jean Lolive
93691 PANTIN CEDEX
France

N° consultation du téléservice : 2023021000467PDV

Référence de l'exploitant : 2306089730. 230603RDT02

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) : Camille ROSSI

Date de réception de la déclaration : 10/02/2023

Commune principale des travaux : 33660 GOURS

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale : ENEDIS- DRAQN- GEX Girondaise

Personne à contacter :

Numéro / Voie : 4 rue issac Newton

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune : 33700 MERIGNAC

Tél. : +33557927777

Fax : +33344625442

Éléments généraux de réponse

- ☐ Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :
☐ Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m
☒ Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : EL (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois : _____

☐ Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant : _____

Tél. : _____

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

☒ Plans joints : Références : Echelle (1) : Date d'édition (1) : Sensible : ☒ Prof. règl. mini (1) : 65 cm Matériau réseau (1) :
NB : La classe de précision A, B ou C figure dans les plans. _____ cm

☐ Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage : ☐ Date retenue d'un commun accord : _____ à _____
ou ☐ Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : _____)

☐ Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

☐ (cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) (2)

☐ Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement (2)

(1) : facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2) pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques : Chapitre 3.1, 6.1 et 6.2 du guide (Fascicule 2)

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, indiquez si la mise hors tension est : ☐ possible ☒ impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre : _____

Dispositifs importants pour la sécurité : _____

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : 0176614701

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : SDIS de la Gironde 0556018440

Responsable du dossier

Nom : FLEURY Maryse

Désignation du service : _____

Tél : _____

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom : FLEURY Maryse

Signature : _____

Date : 10/02/2023 Nombre de pièces jointes, y compris les plans : 5

Catégories des réseaux / ouvrages

Ouvrages considérés comme sensibles pour la sécurité (au sens du I de l'article R. 554-2 du code de l'environnement) :

- HC : Canalisations de transport et canalisations minières contenant des hydrocarbures liquides ou liquéfiés ;
- PC : Canalisations de transport et canalisations minières contenant des produits chimiques liquides ou gazeux ;
- GA : Canalisations de transport, de distribution et canalisations minières contenant des gaz combustibles ;
- CU : Canalisations de transport ou de distribution de vapeur d'eau, d'eau surchauffée, d'eau chaude, d'eau glacée, et de tout fluide caloporteur ou frigorigène, et tuyauteries rattachées en raison de leur connexité à des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- EL : Lignes électriques et réseaux d'éclairage public autres qu'en très basse tension (> 50 V en courant alternatif ou 120 V en courant continu) et autres que les lignes électriques aériennes à basse tension et à conducteurs isolés ;
- TR : Installations destinées à la circulation de véhicules de transport public ferroviaire ou guidé ;
- DE : Canalisations de transport de déchets par dispositif pneumatique sous pression ou par aspiration ;
- DI : Ouvrages conçus ou aménagés en vue de prévenir les inondations et les submersions.

Autres ouvrages* (au sens du II de l'article R. 554-2 du code de l'environnement) :

- TL : Installations souterraines de communications électroniques, lignes électriques et réseaux d'éclairage public autres que ceux définis à la ligne « EL » ci-dessus ;
- EA : Canalisations souterraines de prélèvement et de distribution d'eau destinée à la consommation humaine, à l'alimentation en eau industrielle ou à la protection contre l'incendie, en pression ou à écoulement libre, y compris les réservoirs d'eau enterrés qui leur sont associés ;
- EU : Canalisations souterraines d'assainissement, contenant des eaux usées domestiques ou industrielles ou des eaux pluviales.

**Parmi les « autres ouvrages », certains peuvent être spécifiés par leur exploitant comme « sensibles », soit lors de l'enregistrement de l'ouvrage sur le guichet unique, soit lors de la réponse à la DT. Les dispositions réglementaires relatives aux réseaux sensibles s'appliquent alors pleinement à ces ouvrages.*

Dispositifs importants pour la sécurité

L'exploitant de réseau précise dans son récépissé une des trois options suivantes :

- Voir la liste des dispositifs en place dans le document joint
- Voir la localisation sur le plan joint
- Aucun dans l'emprise

Recommandations techniques et de sécurité

Conditions pour déterminer si les travaux sont situés à proximité d'ouvrages Electriques

Pour Enedis, les travaux sont considérés à proximité d'ouvrages électriques :

- Lorsqu'ils sont situés **à moins de 3 mètres de lignes électriques aériennes** de tension inférieure à 50 000 volts
- Lorsqu'ils sont situés **à moins de 1,5 mètre de lignes électriques souterraines**, quelle que soit la tension.

Attention

Pour déterminer et apprécier les distances entre vos travaux et les ouvrages électriques, vous devez tenir compte :

- De l'environnement global de votre zone de chantier (effet de perspective)
- Des mouvements des engins, de leur charge et équipement mis en œuvre lors des travaux,
- De tous les mouvements possibles, déplacements et balancements des lignes électriques aériennes (dus au vent par exemple)

Principes de prévention des travaux à proximité d'ouvrages électriques

Si vos travaux sont situés à proximité d'ouvrages électriques, comme précisé ci-dessus, vous devez respecter les prescriptions **des articles R 4534-107 à R 4534-130 du code du travail**.

En présence d'ouvrages électriques, vous devez mettre en œuvre l'une ou plusieurs des mesures de sécurité suivantes :

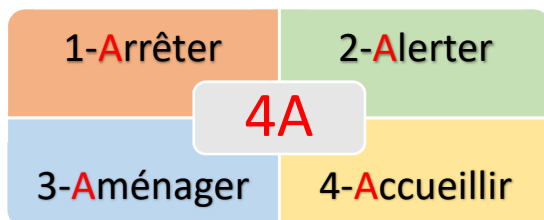
- Délimiter et baliser la zone de travail
- Dégager l'ouvrage exclusivement en technique douce et ne pas le déplacer
- Faire surveiller l'opérateur par un surveillant de sécurité électrique
- Placer des obstacles efficaces pour mettre l'installation hors d'atteinte (ex : portiques à proximité d'un réseau aérien)
- Appliquer des prescriptions spécifiques données par Enedis.

Si toutefois vos travaux sont incompatibles avec le maintien sous tension des ouvrages électriques, et après échange avec l'exploitant, une étude complémentaire sera réalisée pour mettre en œuvre une solution adaptée.

Tout câble découvert doit être considéré sous tension

Veillez à respecter le marquage ou piquetage en bon état tout au long du chantier (cf. guide d'application de la réglementation - www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)

En cas de dommages aux ouvrages Enedis, appliquez la règle des 4 A et appelez le 01 76 61 47 01



Pendant vos travaux, si vous devez évoluer dans l'un des 2 cas d'interdiction suivants, vous aurez besoin de mesures de protection adaptées (exemples : travaux sur façade, toiture, pose d'échafaudage, utilisation d'engins de chantier, utilisation d'engins de chargement/déchargement, élagage, construction, démolition)

Veuillez-vous référer au commentaire joint ou prendre contact avec le numéro de téléphone présent dans le bas de ce récépissé.

Responsable du dossier	
Nom :	
Désignation du service :	
Tél. :	

Réseaux fils isolés

Interdiction de toucher

→ Risque d'altération de l'isolant

Réseau fils isolés aérien BT



Réseau fils isolés façade BT

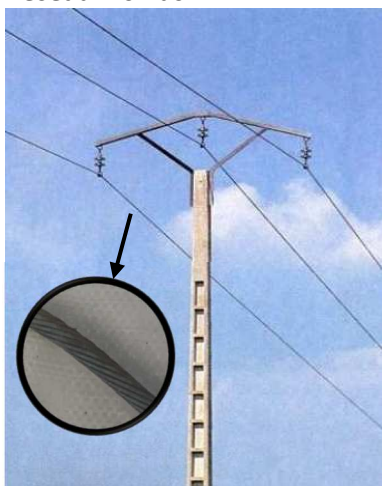


Réseaux fils nus

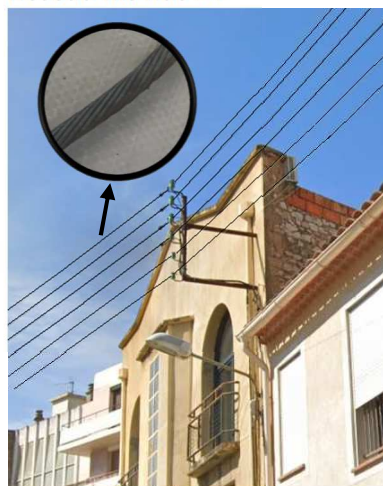
Interdiction de s'approcher à moins de 3 mètres

→ risque d'arc électrique et d'électrocution

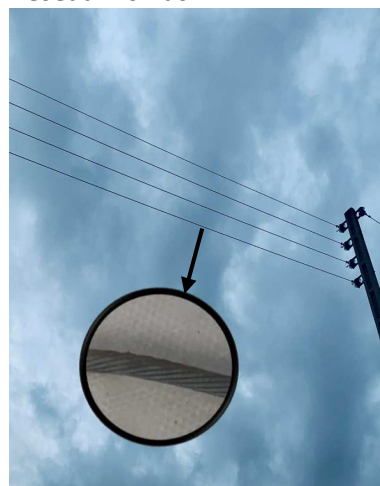
Réseau fils nus HTA



Réseau fils nus BT







Réseau fils nus BT








Légende des plans d'ensemble des réseaux aériens et souterrains










Postes électriques

-  Poste source
-  Poste de distribution
-  Poste privé
-  Production

Appareils de coupure et accessoires

-  ou  Interrupteur aérien
-  Parafoudre
-  Coffret de coupure souterrain
-  Remontée aéro-souterraine

Réseaux

BT en exploitation	HTA en exploitation
 Réseau aérien nu	 Réseau aérien nu
 Réseau aérien torsadé	 Réseau aérien torsadé
 Réseau souterrain	 Réseau souterrain
 Branchement aérien	 Réseau en galerie
 Branchement souterrain	

Les réseaux hors exploitation sont représentés en noir avec la symbolologie dédiée (aérien nu, aérien torsadé, etc.)

Echelle de représentation

Echelle	Sur plan	Sur terrain
1/200 ^e	1 cm	2 m
1/2000 ^e	1 cm	20 m
1/10000 ^e	1 cm	100 m

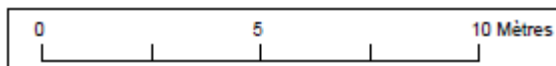
L'impression est susceptible de modifier l'échelle des plans. Il faut veiller à imprimer en « taille réelle ».

Sur les plans de détail (1/200^e) imprimés à l'échelle, 1 cm papier équivaut à 2 m sur le terrain.



Attention !

Il est impératif de vérifier l'échelle du plan remis grâce à l'échelle graduée indiquée sous la carte.



Lire et comprendre un plan Enedis

Ce document présente les principaux éléments constituant les ouvrages électriques exploités par Enedis.

Il vous donnera des éléments de lecture des plans d'ensemble des réseaux aériens et souterrains, ainsi que ceux des plans de détails des réseaux souterrains à l'échelle 1/200^e (localisation et représentation des réseaux et branchements avec leurs classes de précision).

La bonne compréhension de tous ces éléments de représentation doit contribuer à la meilleure localisation des ouvrages Enedis sur le terrain et ainsi éradiquer le risque d'électrification des exécutants et d'endommagement du réseau

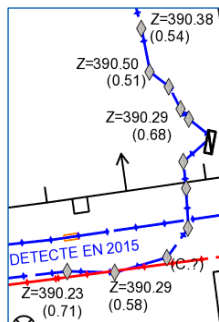
Version mars 2022

La profondeur et l'altimétrie

L'**altimétrie** indiquée sur les plans par un « Z = » représente l'altitude par rapport au niveau de la mer (NGF IGN69).

La **profondeur** est renseignée entre parenthèses.

Le niveau du sol peut évoluer dans le temps. Il est possible que les ouvrages Enedis soient situés à une profondeur différente de celle indiquée sur les plans.



Légende des plans de détail

Ouvrages et classes de précision

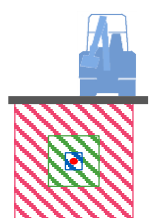
	Réseau BT	Branchement BT	HTA
Classe A			
Classe B			
Classe C	 Tracé « incertain »	 Tracé « incertain »	 Tracé « incertain »
Réseau abandonné			
Fourreau	Fourreau utilisé (exemple sur réseau BT) 		Fourreau vide en attente
Poste	 POSTE [NOM] [TYPE] (exemple POSTE MARCEL PAUL UP)		
Mise à la terre	 Mise à la terre du réseau		 Mise à la terre de poste

Dans un rayon de 5m autour des postes de distribution HTA/HTA et HTA/BT, la détection non intrusive des réseaux électriques ne permet pas d'atteindre la classe A du fait de la trop grande densité de réseaux

Accessoires réseaux principaux

- Coffret électrique
- Coffret RMBT
- Jonction BT
- Jonction HTA
- Remontée aéro-sout. BT
- Remontée aéro-sout. HTA
- Boîte capot BT
- Boîte capot HTA
- Poteau

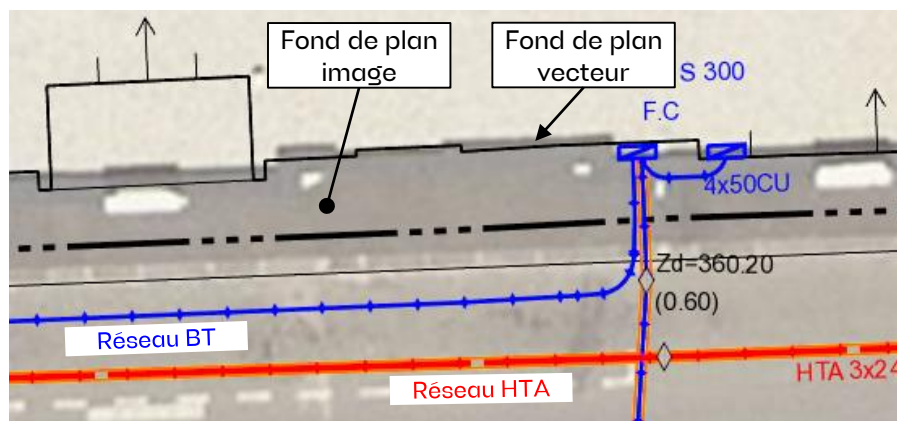
Travaux en zone d'incertitude



- Zone d'incertitude classe A $\leq 50\text{cm}$
- Zone d'incertitude classe B $\leq 1\text{m}50$ (1m pour les brchts)
- Fuseau d'incertitude classe C $> 1\text{m}50$ (1m pour les brchts)

Conformément au fascicule 2 « Guide technique » de la réglementation « DT-DICT », pour réaliser des travaux en zone d'incertitude sur la position des ouvrages Enedis (parties hachurées), il est nécessaire d'utiliser une technique non agressive dite « technique douce ».

Les éléments composant les plans de détail



Poste électrique



Coffret électrique



Câble de cuivre nu (retour à la terre : risque électrique)

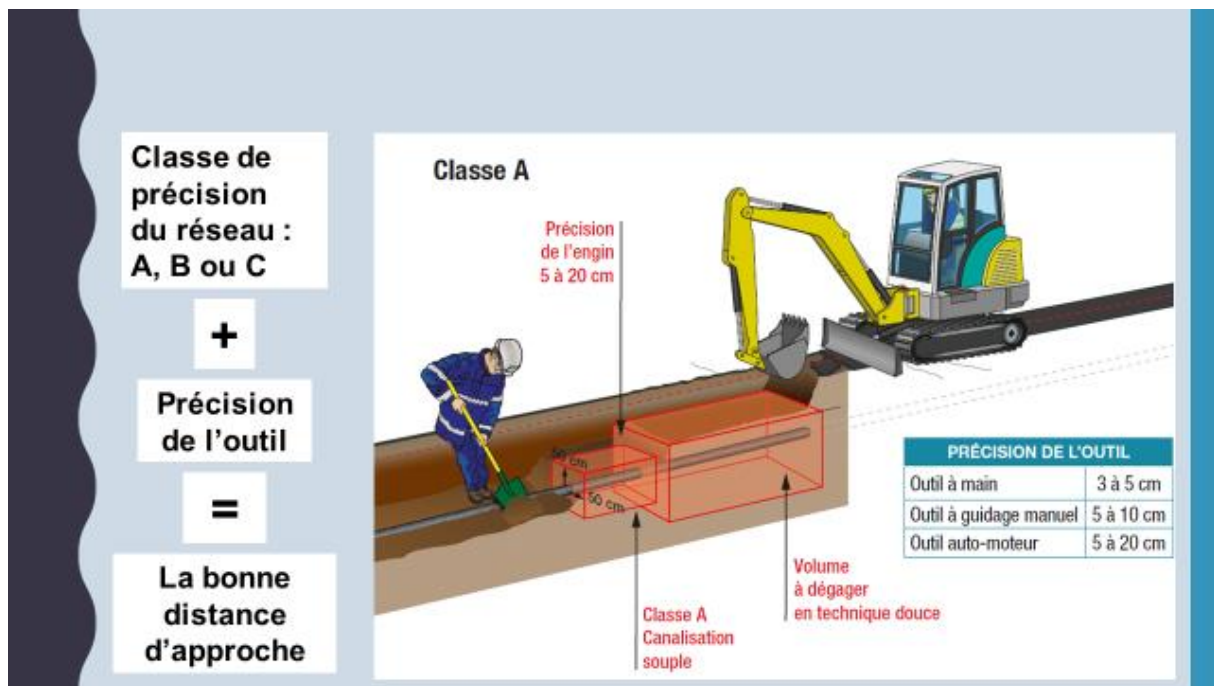


Objets fond de plan vecteur principaux

- Bâtiment
- Porte
- Bordure de trottoir
- Mur
- Plaque d'égout
- Avaloir eaux pluviales
- Bouche d'eau
- Plaque
- Arbre

Définir la distance d'approche des réseaux souterrains

Il est nécessaire de connaître la précision des réseaux pour définir les distances et les techniques d'approche des réseaux sensibles.



- La classe de précision est spécifiée dans les plans remis
- La précision des outils est indiquée dans les fiches Tvx fascicule 2

Le décroutage peut être réalisé par des moyens mécaniques

Dans la zone d'incertitude (50cm autour de la canalisation), utiliser les **méthodes douces** jusqu'à découverte de l'ouvrage.

Les réponses ci-jointes n'engagent la responsabilité d'Enedis qu'à l'intérieur de l'emprise des travaux que vous avez déclarés. En particulier, les projets Enedis ne sont complétés qu'à l'intérieur de cette zone.

Emprise de vos travaux

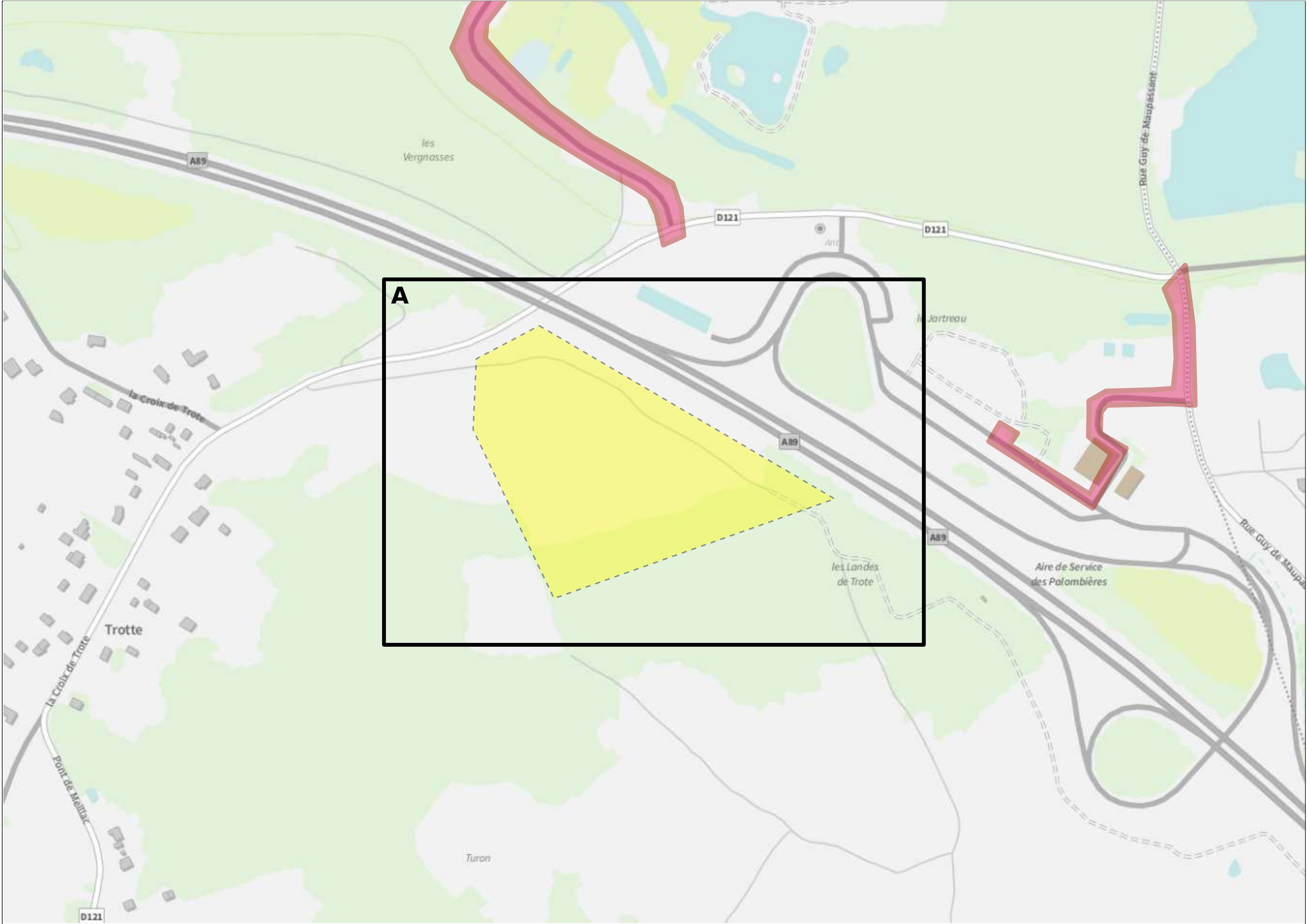
Zone de Travaux Impactant le Sol

Projet de travaux Enedis

Au moins un réseau est absent dans les plans de détails

Carte(s) du plan d'ensemble des réseaux (aériens et souterrains)

Carte(s) du plan de détail des réseaux souterrains (marquage piquetage)



Plan édité le :
10/02/2023

Les réseaux susceptibles d'être présents sur le plan d'ensemble sont :

- Les réseaux aériens (uniquement sur ce plan)
- Les réseaux souterrains

leur positionnement plus précis est détaillé dans la suite du document.

La majorité des branchements reliés à ces réseaux ne sont pas représentés sur ce plan.

Sur ce plan les ouvrages sont en classe C.
S'ils sont représentés dans les plans des réseaux souterrains, il faudra alors se baser sur la classification indiquée dans ces plans

Emprise de vos travaux

Zone de Travaux Impactant le Sol

Projet de travaux Enedis

Au moins un réseau est absent dans les plans de détails

Réseau électrique

BT

Aérien

Torsadé

Souterrain

HTA

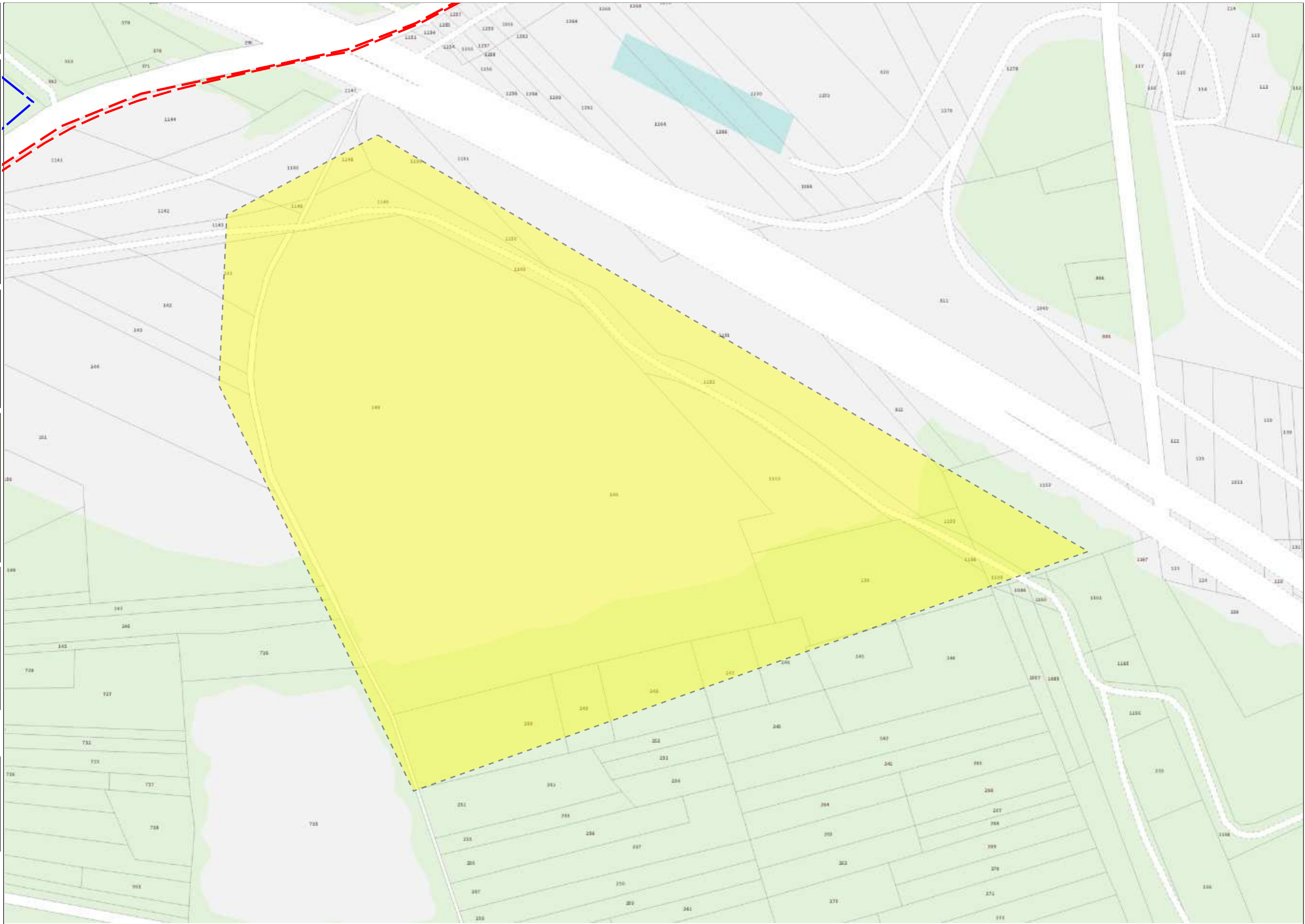
Aérien

Torsadé

Souterrain

Galerie

Pour plus de détails sur la compréhension de ce plan, voir la notice jointe « Lire et Comprendre un plan Enedis ».



ENEDIS-DRAQN-GEX Gironde
Service DT DICT

4 rue issac Newton

33700 MERIGNAC

France

Tél : +33557927777

Fax : +33344625442

COMMENTAIRES IMPORTANTS ASSOCIES AU DOCUMENT N°

2306089730.230603RDT02

Veillez prendre en compte les commentaires suivants :

Il n'y a pas d'ouvrage exploité par Enedis dans la zone de votre déclaration. Toutefois nous vous transmettons l'état de notre réseau dans l'environnement proche, consultable dans le plan d'ensemble pour information

IMPRESSION DES PLANS JOINTS AU BON FORMAT:

les plans PDF qui vous sont adressés sont multi formats. Ils sont indiqués sur chaque page. Pour conserver les échelles et avoir une bonne lecture des plans 1/200ème, il vous faut imprimer chaque page au bon format. **Assurez vous**

qu'aucune mise à l'échelle automatique n'est activée dans votre gestionnaire d'impression.

Responsable : FLEURY Maryse

Tél :

Date : 10/02/2023

Signature :

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : _____ (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :

Références :

Echelle₍₁₎ :

Date d'édition₍₁₎ :

Sensible :

Prof. règl. mini₍₁₎ :

Matériau réseau₍₁₎ :

NB : La classe de
précision A, B ou C
figure dans les plans.

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage :

Date retenue d'un commun accord : ____ / ____ / ____ à ____ h ____

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ____ / ____ / ____)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1): facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2): pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom : _____

Désignation du service : _____

Tél. : _____

Signature de l'exploitant ou de son représentant

Nom du signataire : _____

Signature : _____

Date : ____ / ____ / ____ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : ____

Récépissé de DT Récépissé de DICT

Au titre du chapitre IV du titre V du livre V (partie réglementaire) du Code de l'environnement
et de la section 12 du chapitre IV du titre III du livre V de la 4^{ème} partie (partie réglementaire) du Code du travail

Destinataire

Récépissé de DT
Récépissé de DICT
Récépissé de DT/DICT
conjointe

Dénomination :

Complément / Service :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Pays :

N° consultation du téléservice :

Référence de l'exploitant :

N° d'affaire du déclarant :

Personne à contacter (déclarant) :

Date de réception de la déclaration :

Commune principale des travaux :

Adresse des travaux prévus :

Coordonnées de l'exploitant :

Raison sociale :

Personne à contacter :

Numéro / Voie :

Lieu-dit / BP :

Code Postal / Commune :

Tél. :

Fax :

Éléments généraux de réponse

Les renseignements que vous avez fournis ne nous permettent pas de vous répondre. La déclaration est à renouveler. Précisez notamment :

Les réseaux/ouvrages que nous exploitons ne sont pas concernés au regard des informations fournies. Distance > à : _____ m

Il y a au moins un réseau/ouvrage concerné (voir liste jointe) de catégorie : _____ (voir liste des catégories au verso)

Modification ou extension de nos réseaux / ouvrages

Modification ou extension de réseau/ouvrage envisagée dans un délai inférieur à 3 mois :

Réalisation de modifications en cours sur notre réseau/ouvrage.

Veuillez contacter notre représentant :

Tél. :

NB : Si nous avons connaissance d'une modification du réseau/ouvrage dans le délai maximal de 3 mois à compter de la consultation du téléservice, nous vous en informerons.

Emplacement de nos réseaux / ouvrages

Plans joints :

Références :

Echelle₍₁₎ :

Date d'édition₍₁₎ :

Sensible :

Prof. règl. mini₍₁₎ :

Matériau réseau₍₁₎ :

NB : La classe de
précision A, B ou C
figure dans les plans.

Réunion sur chantier pour localisation du réseau/ouvrage :

Date retenue d'un commun accord : ____ / ____ / ____ à ____ h ____

ou Prise de RDV à l'initiative du déclarant (date du dernier contact non conclusif : ____ / ____ / ____)

Votre projet doit tenir compte de la servitude protégeant notre ouvrage.

(cas d'un récépissé de DT) Vous devez prévoir des investigations complémentaires à notre charge (hors cas d'exemption prévus dans la réglementation) ⁽²⁾

Des branchements non cartographiés sont présents. Ils sont soit pourvus d'affleurants visibles et rattachés à un réseau principal souterrain identifié dans les plans joints, soit munis de dispositifs automatiques supprimant tout risque en cas d'endommagement ⁽²⁾

(1): facultatif si l'information est fournie sur le plan joint (2): pour les tronçons et branchements non cartographiés en classe A, prévoir des clauses techniques et financières particulières dans le marché

Recommandations de sécurité

Les recommandations techniques générales en fonction des réseaux et des techniques de travaux prévues sont consultables sur www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr

Les recommandations techniques spécifiques suivantes sont à appliquer, en fonction des risques liés à l'utilisation des techniques de travaux employées :

Rubriques du guide technique relatives à des ouvrages ou travaux spécifiques :

Pour les exploitants de lignes électriques : si la distance d'approche a été précisée, la mise hors tension est : possible impossible

Mesures de sécurité à mettre en œuvre :

Dispositifs importants pour la sécurité :

Cas de dégradation d'un de nos ouvrages

En cas de dégradation d'un de nos ouvrages, contactez nos services au numéro de téléphone suivant : _____

Pour toute anomalie susceptible de mettre en cause la sécurité au cours du déroulement du chantier, prévenir le service départemental d'incendie et de secours (par défaut le 18 ou le 112) : _____

Responsable du dossier

Nom : _____

Désignation du service : _____

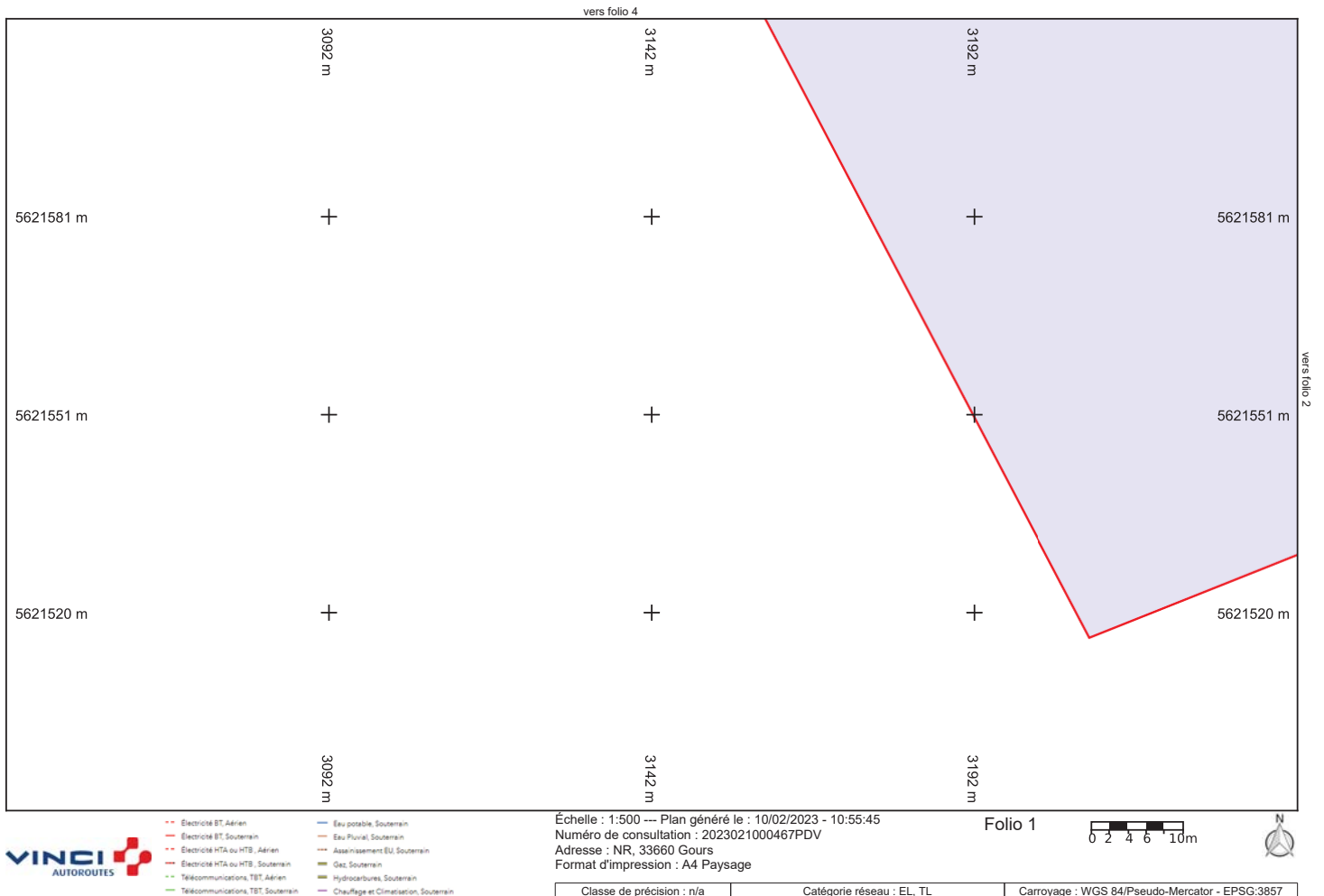
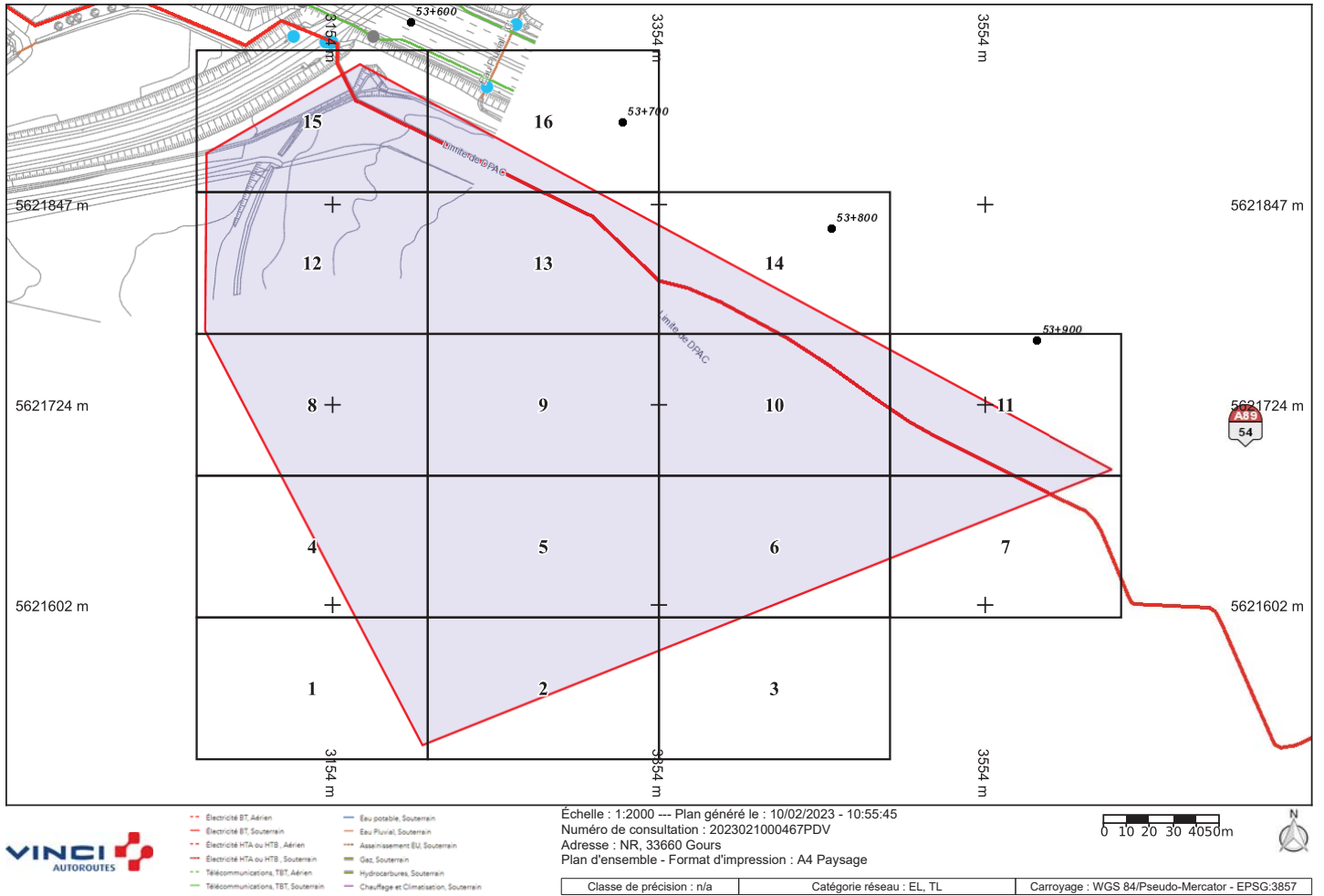
Tél. : _____

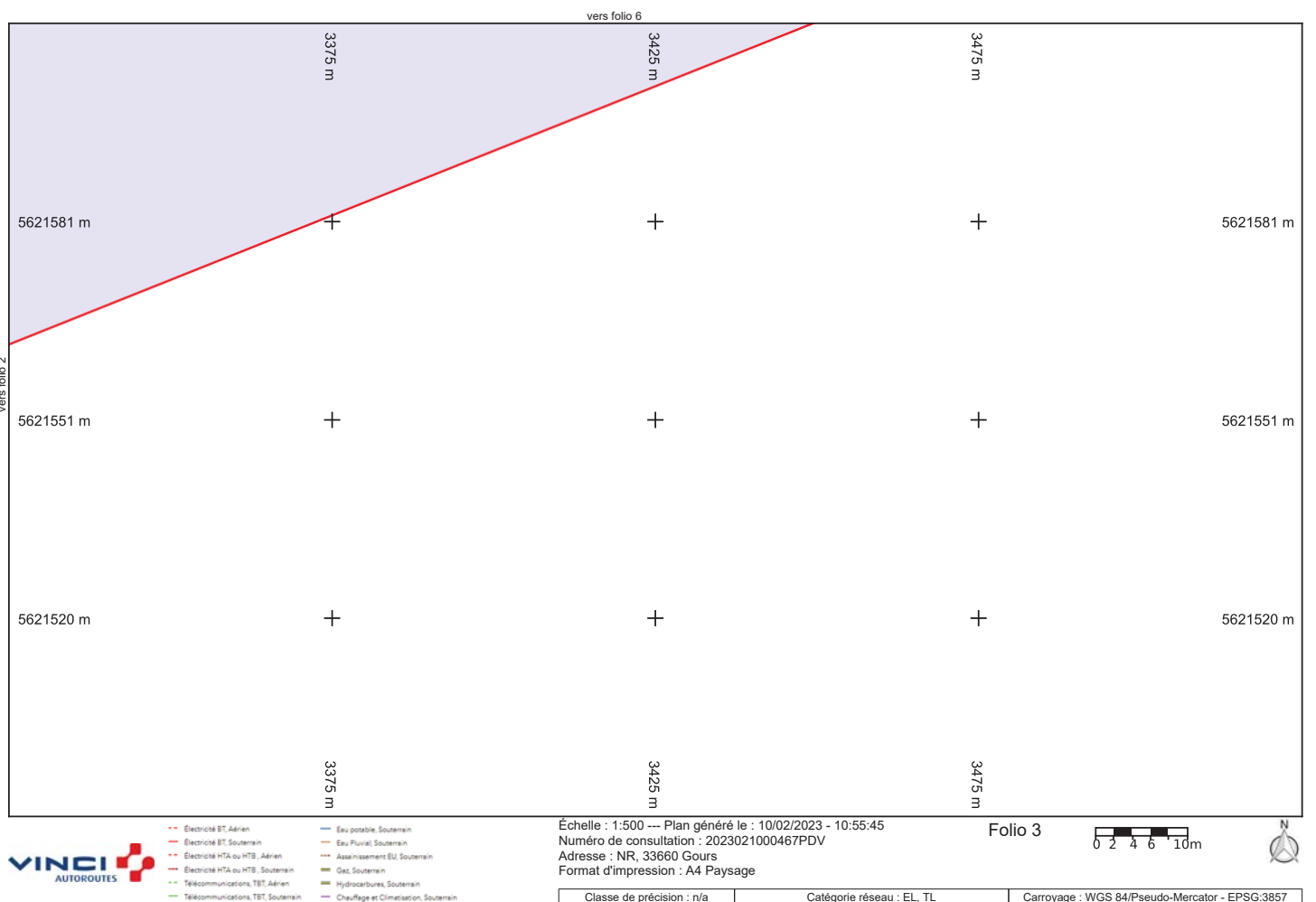
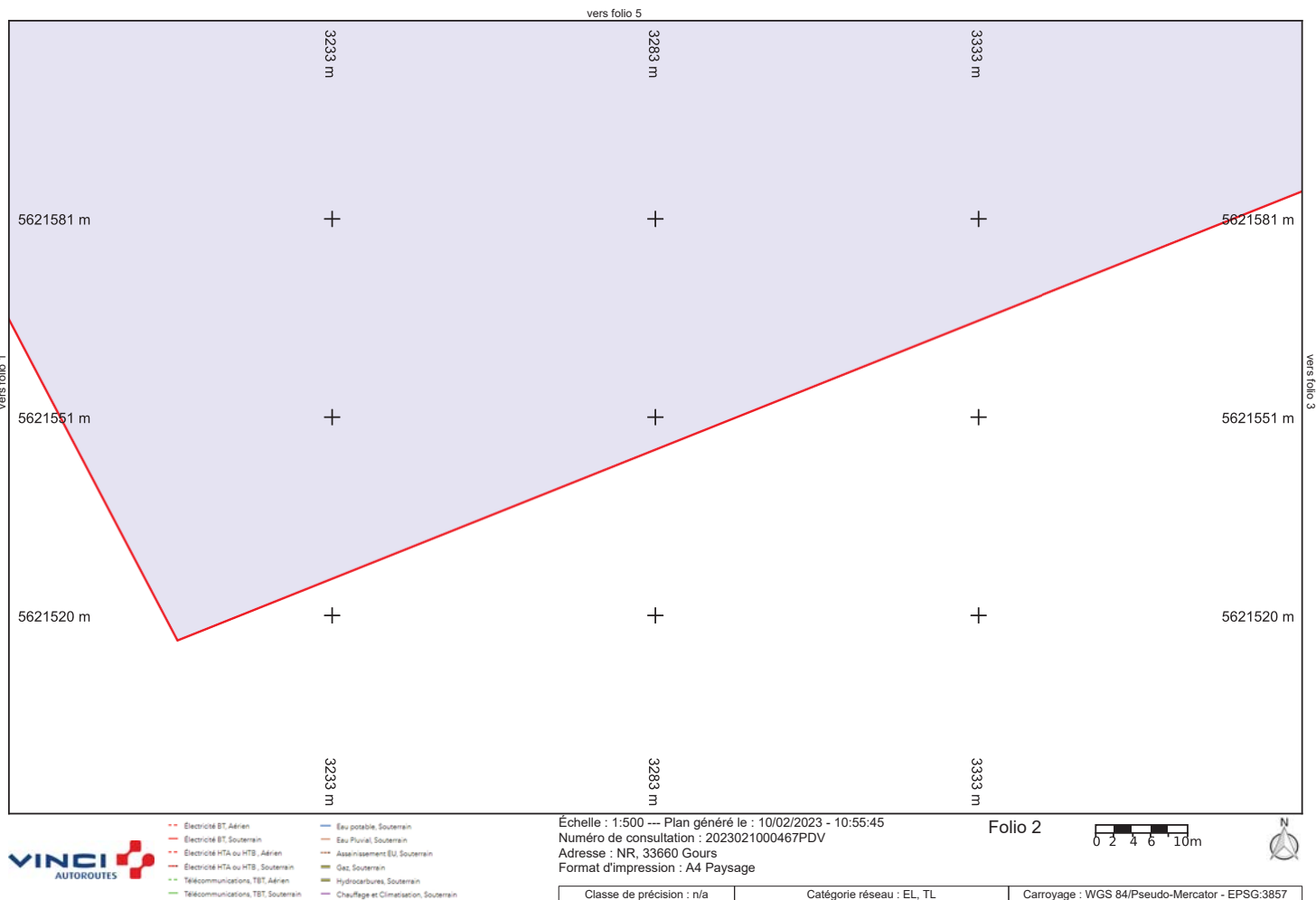
Signature de l'exploitant ou de son représentant

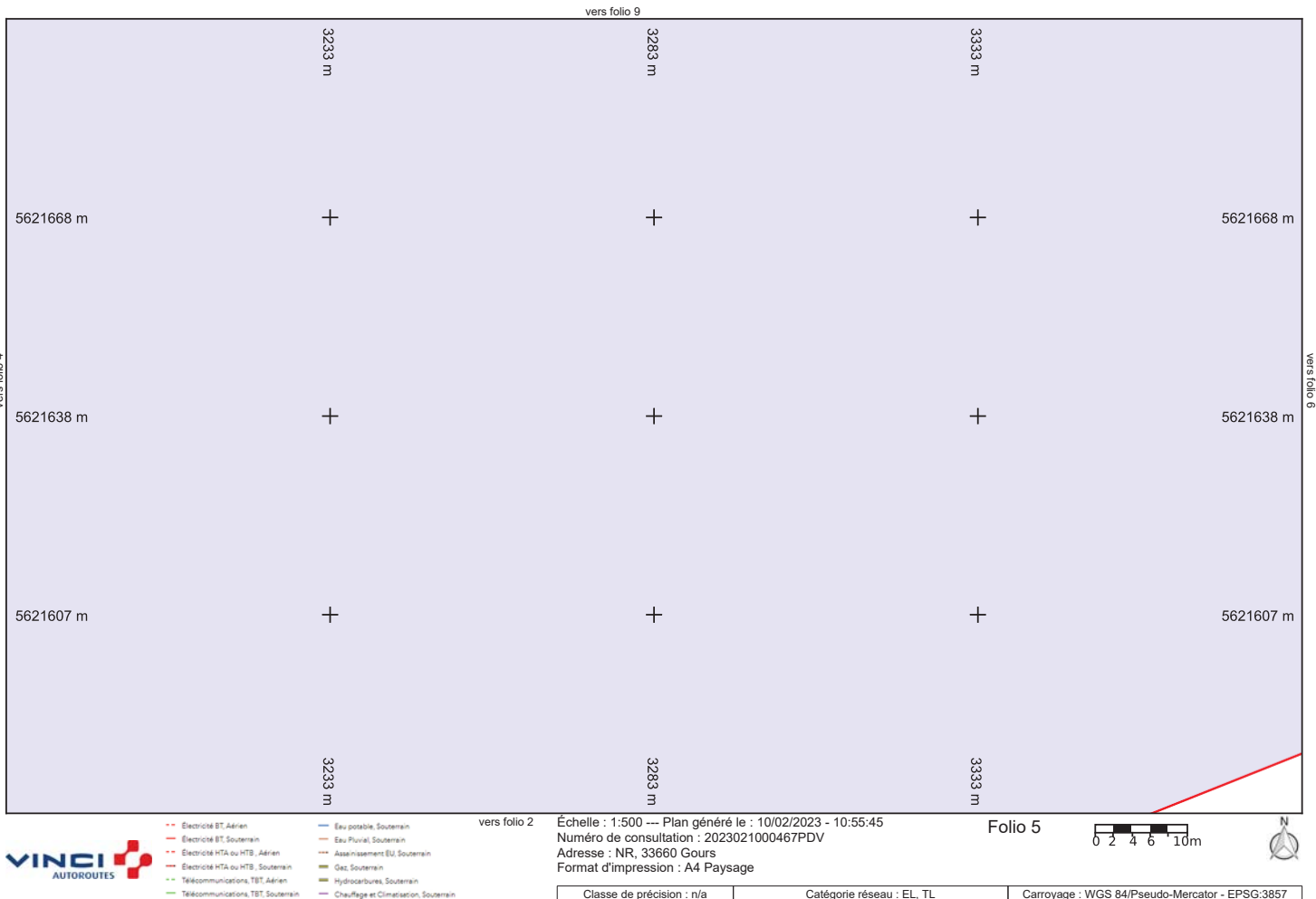
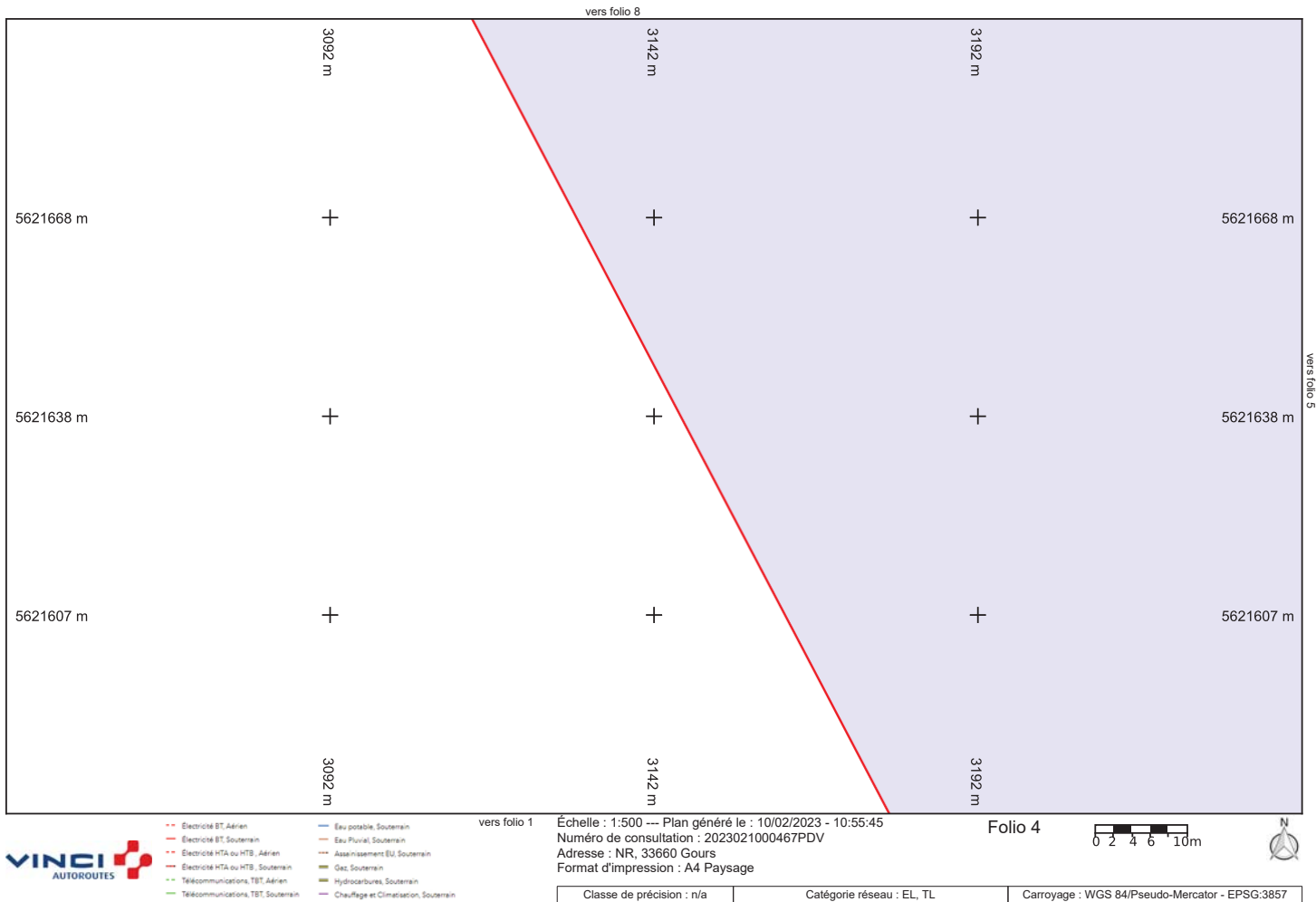
Nom du signataire : _____

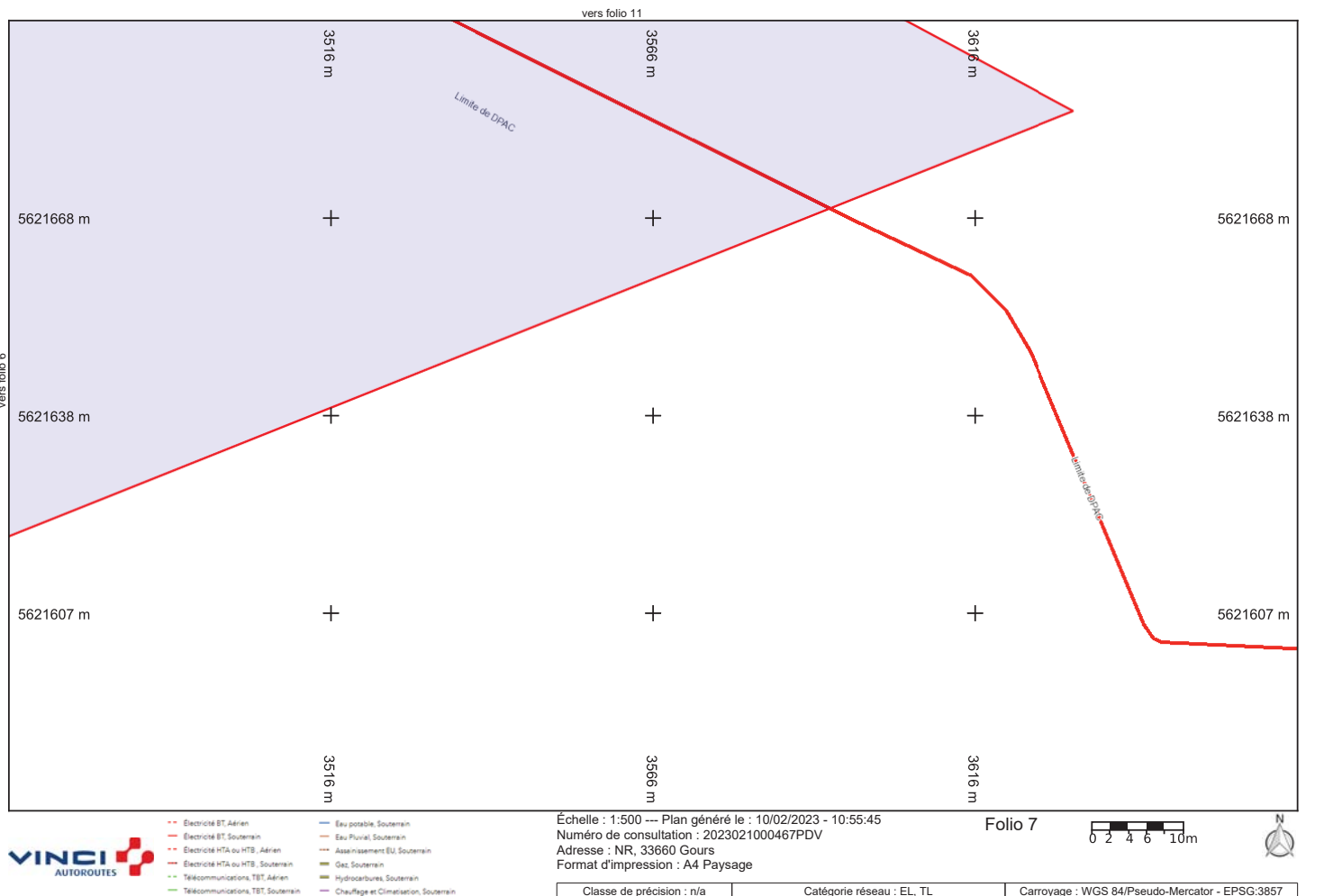
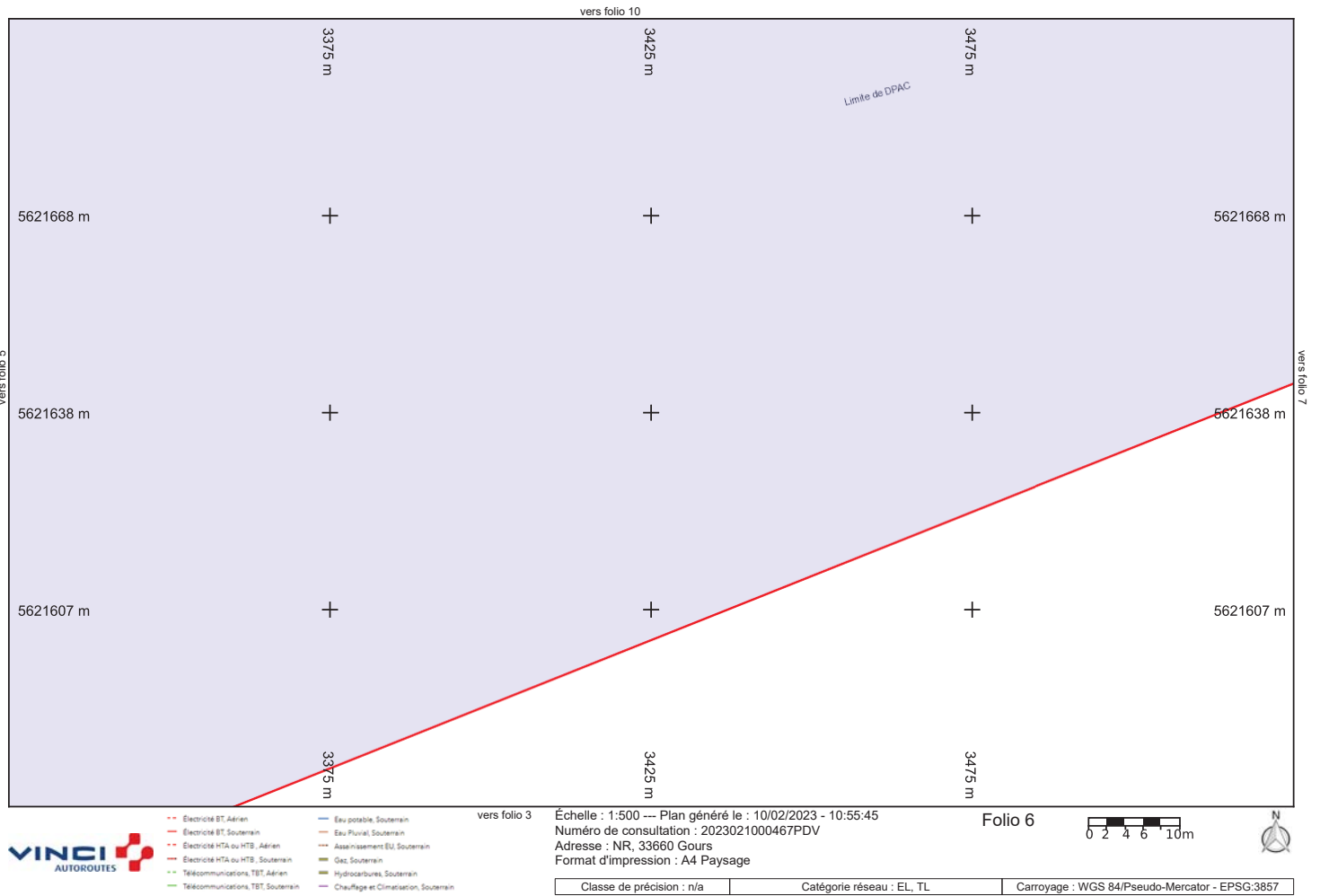
Signature : _____

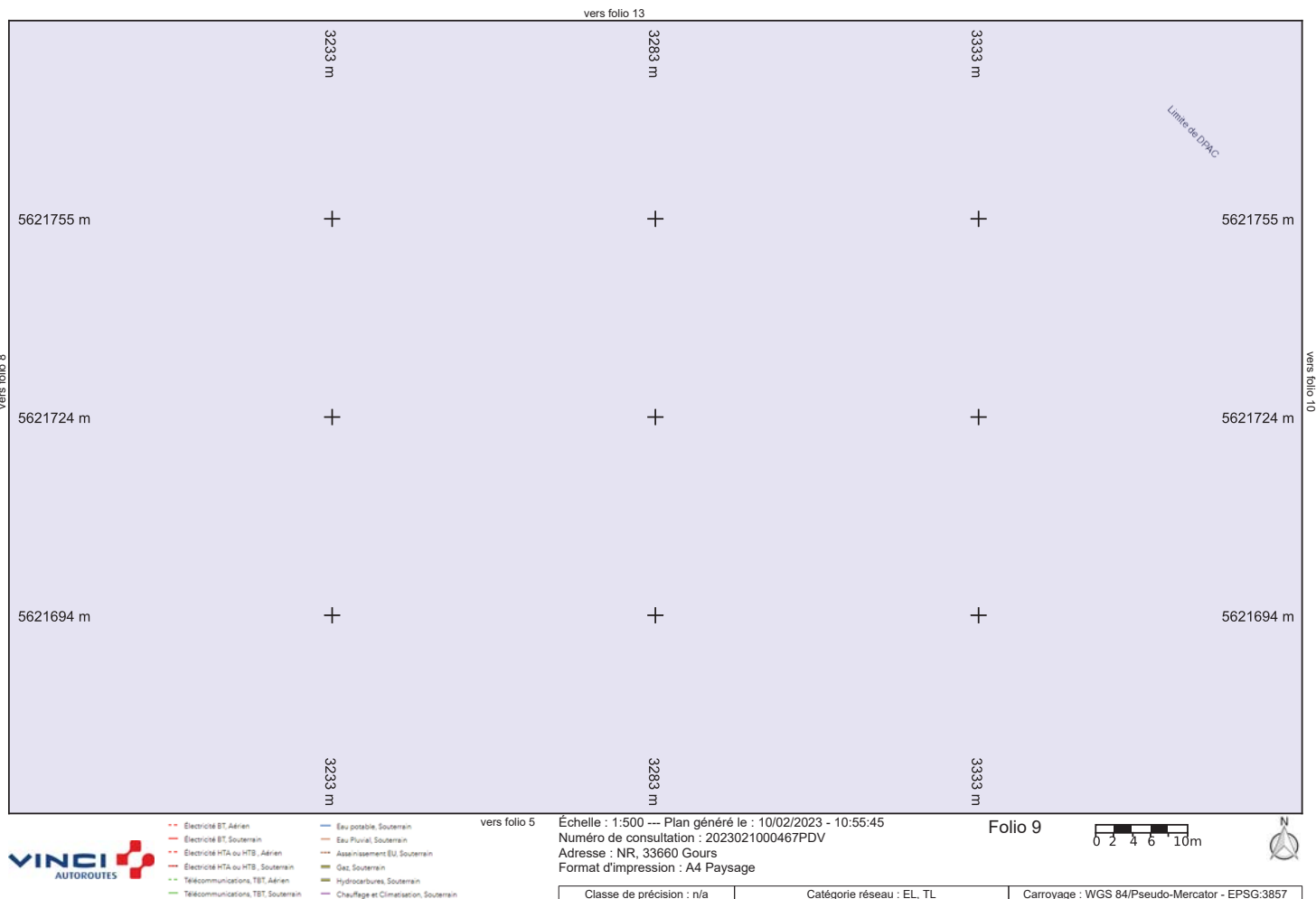
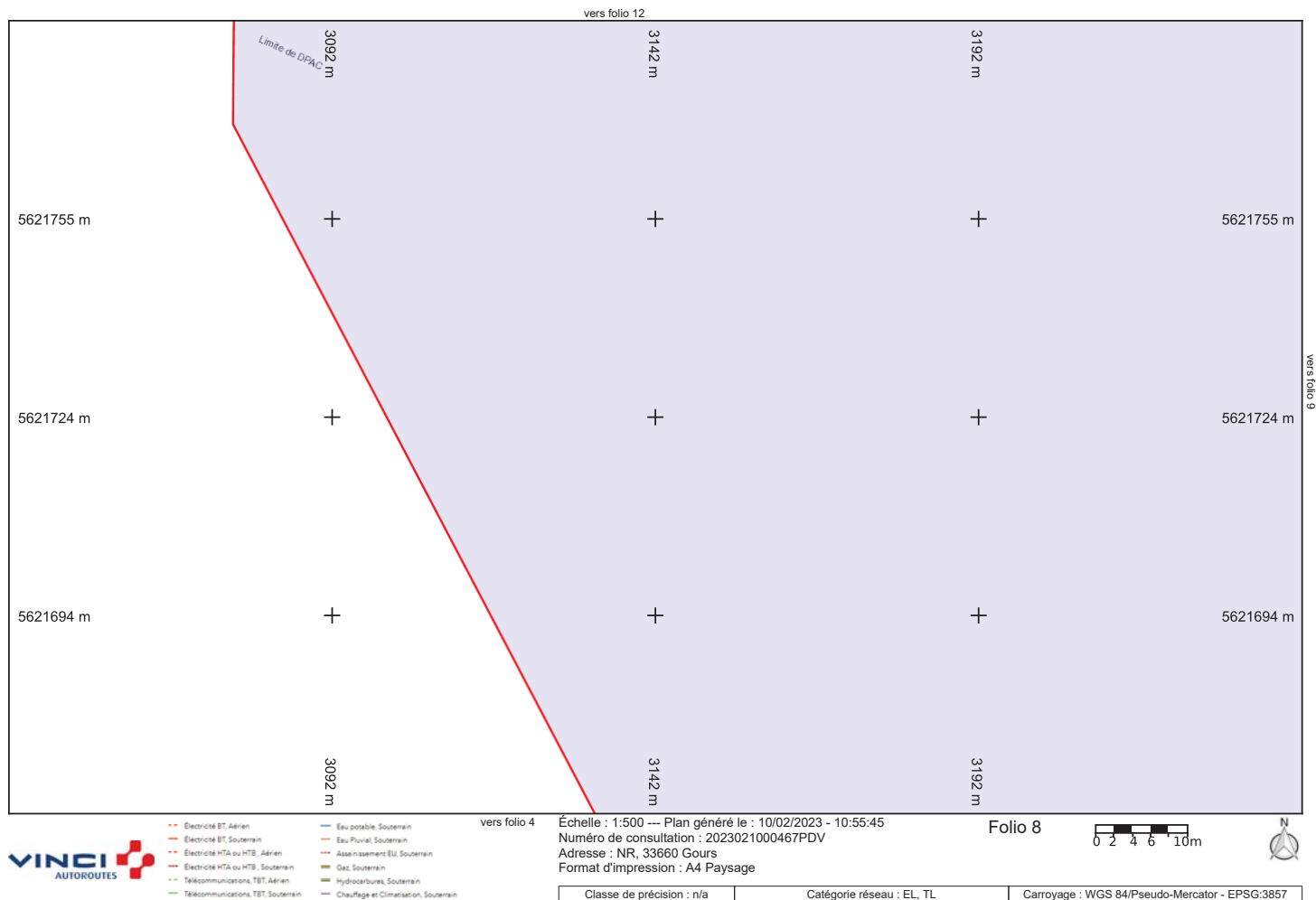
Date : ____ / ____ / ____ Nombre de pièces jointes, y compris les plans : ____

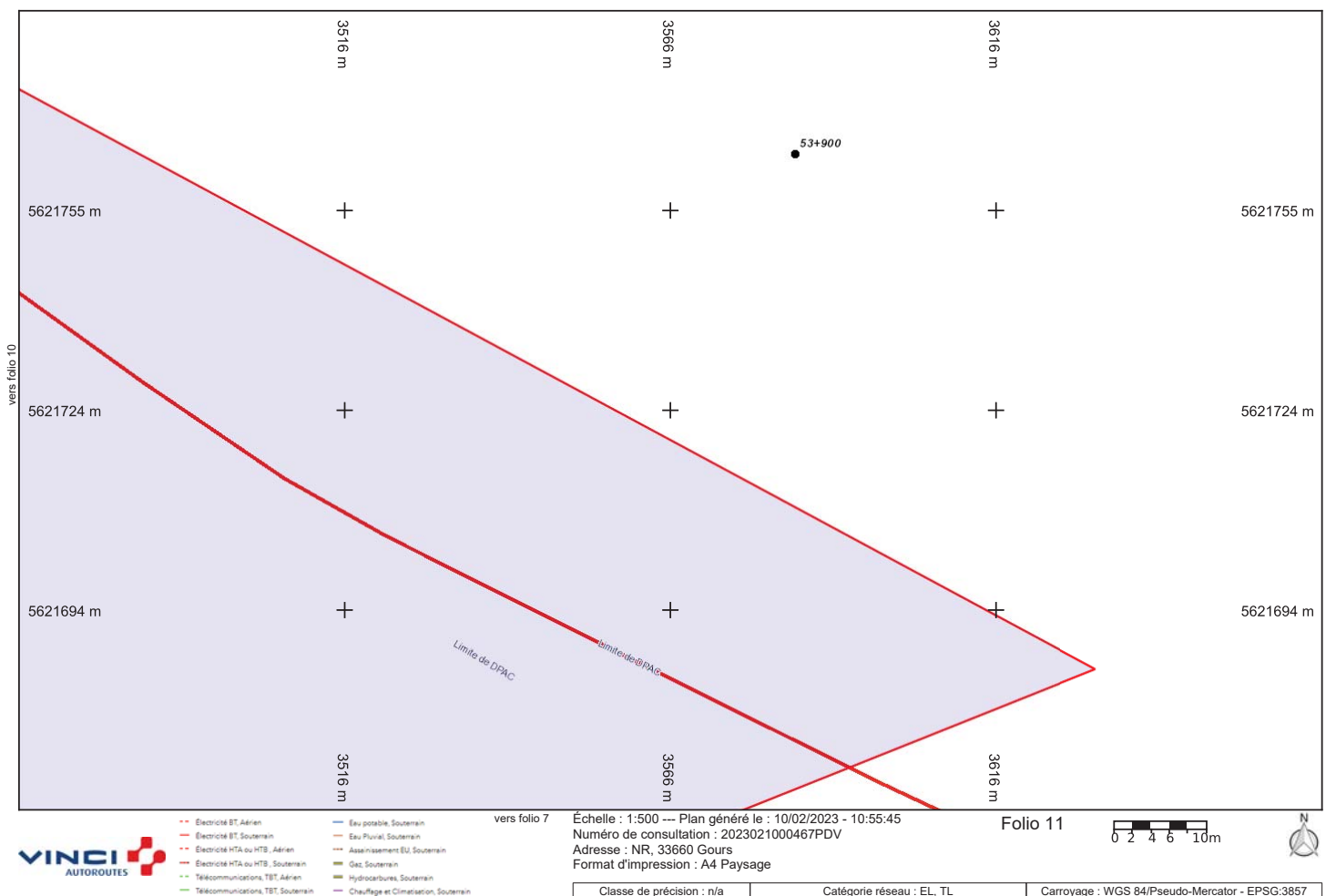
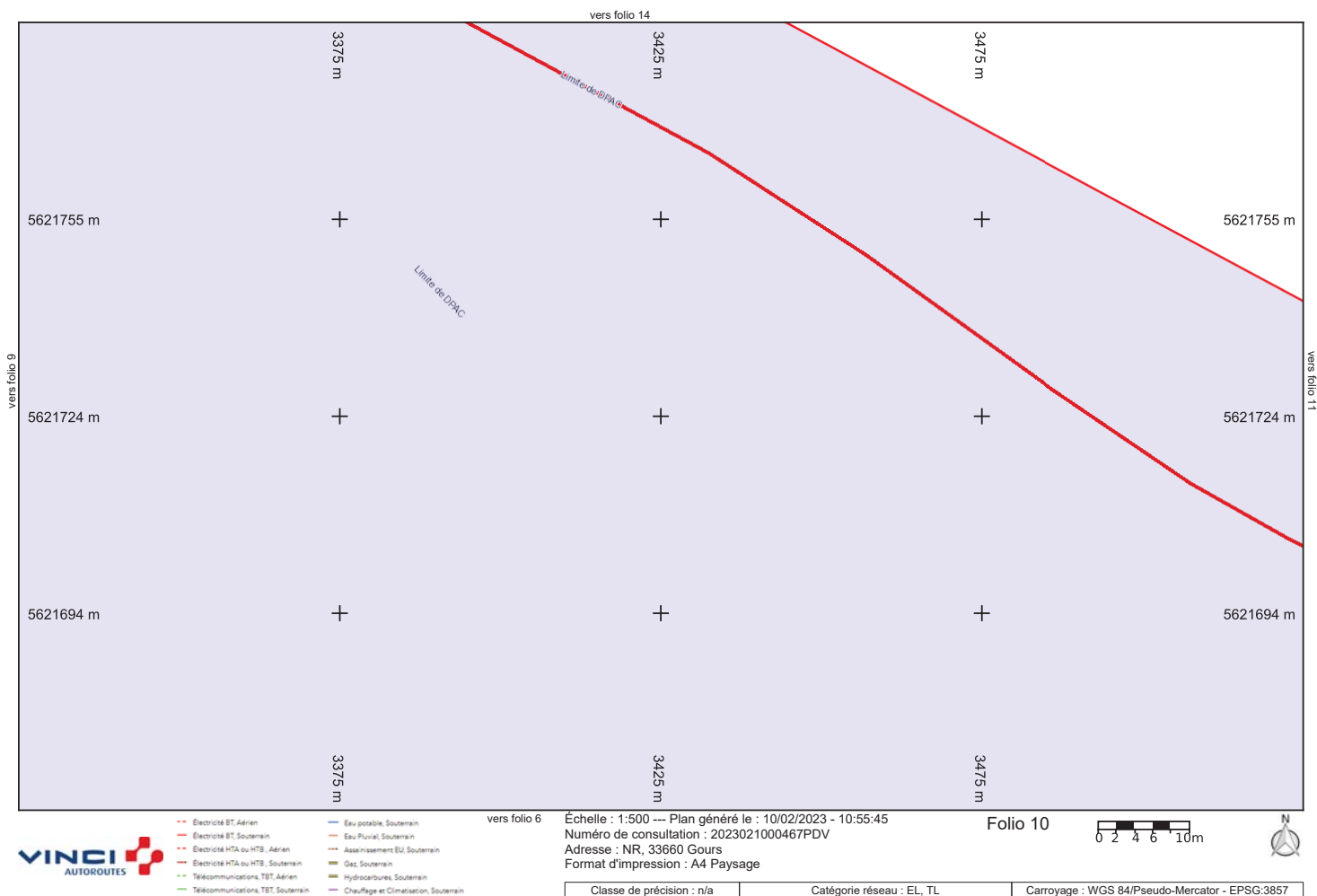


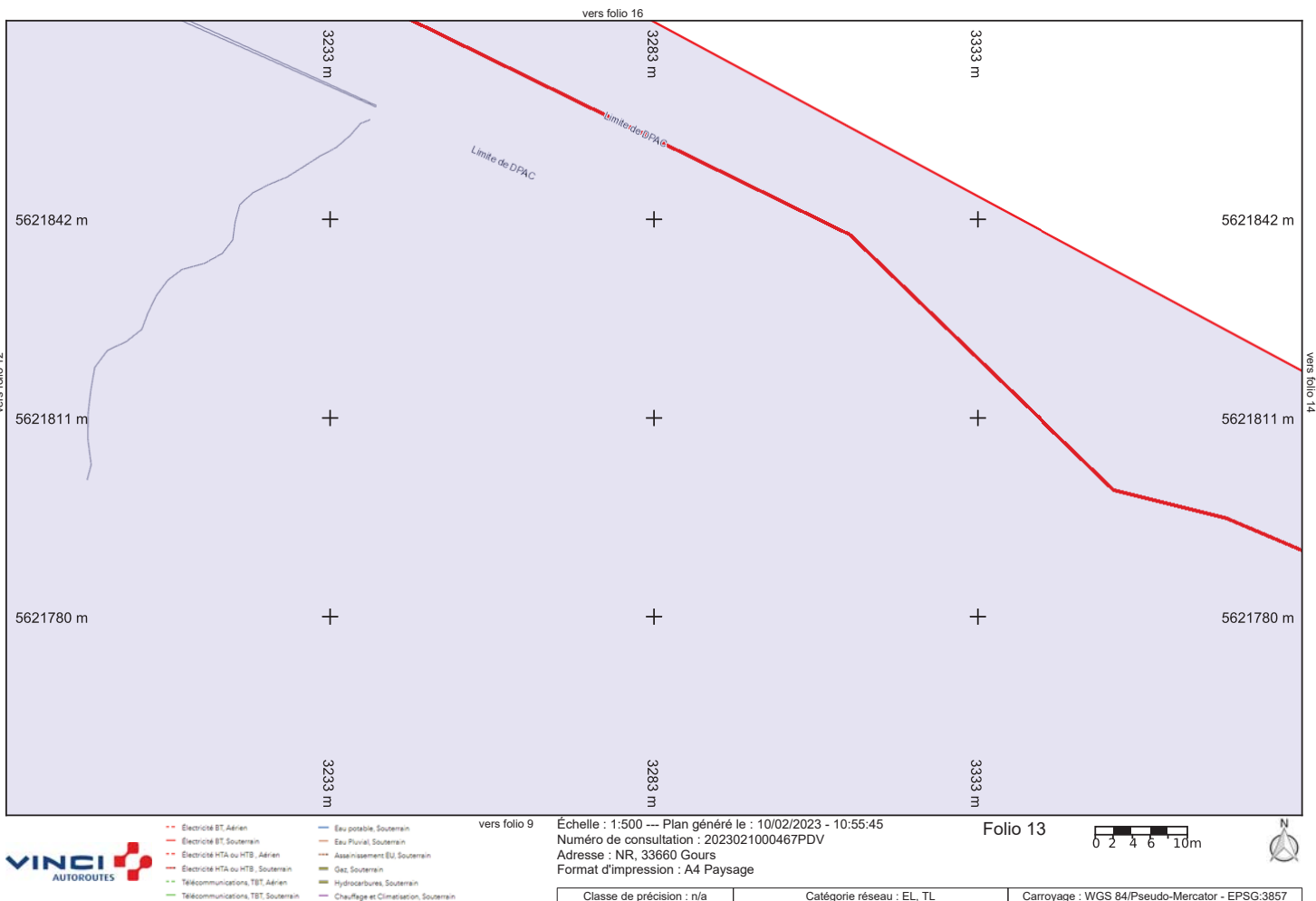
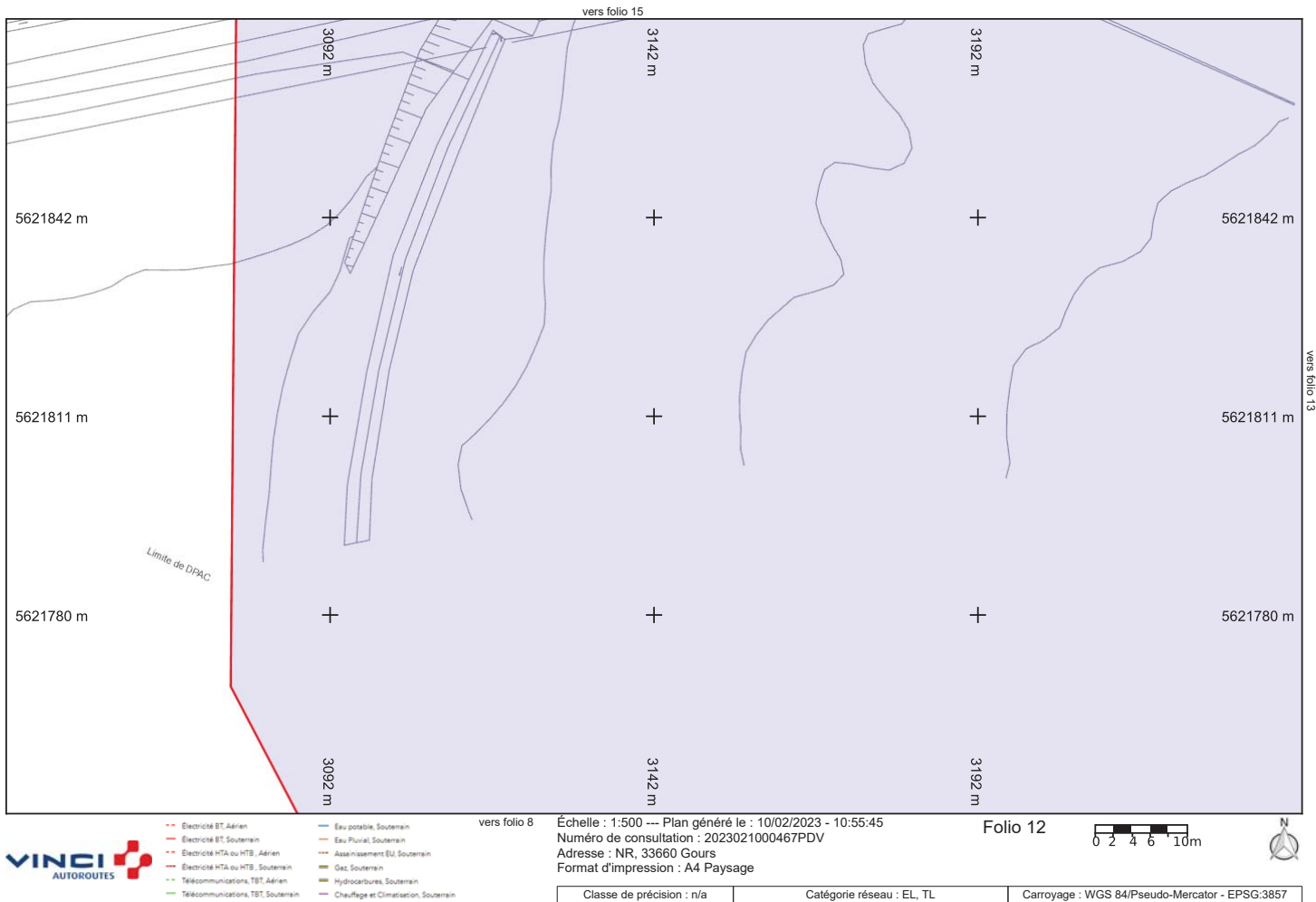


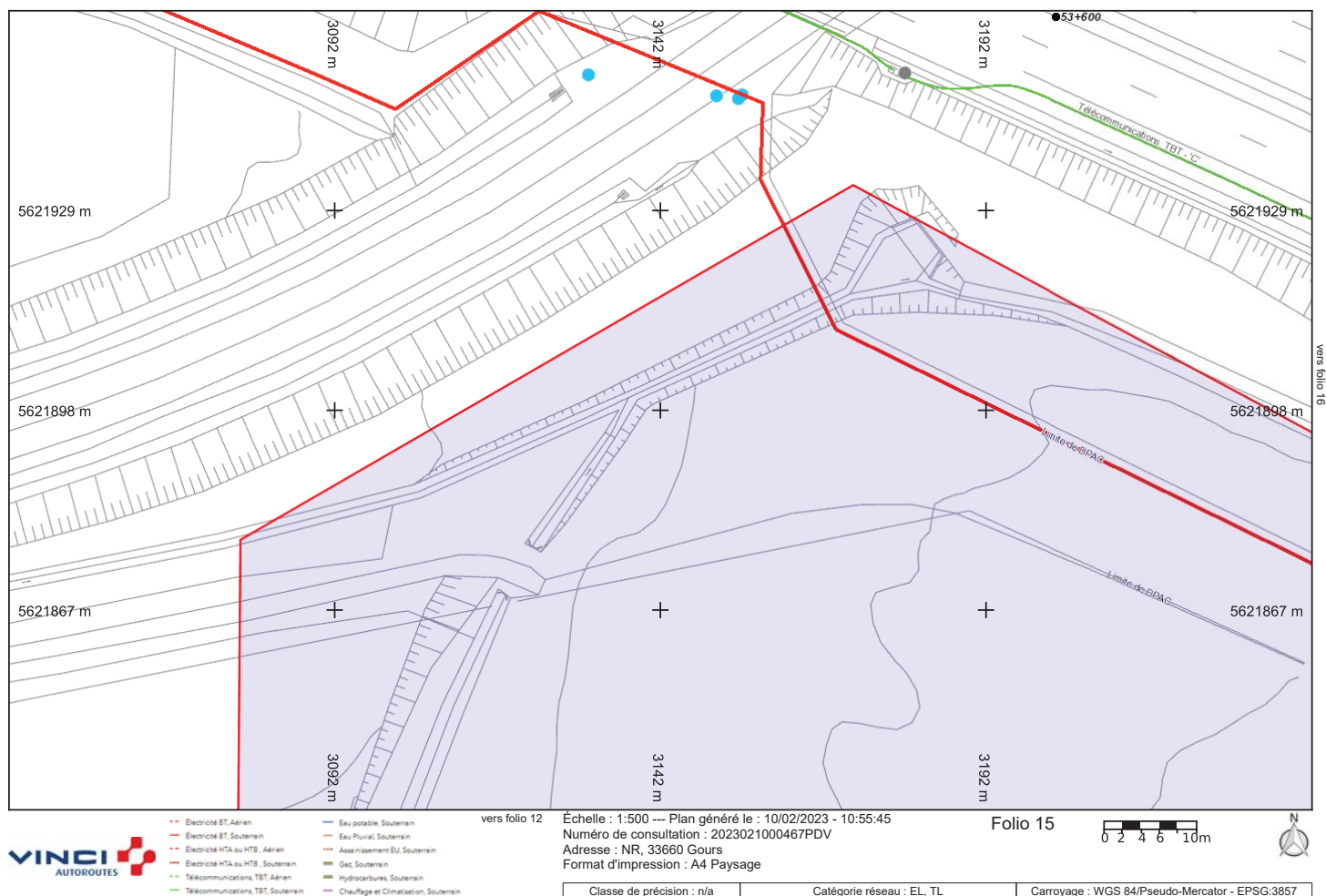
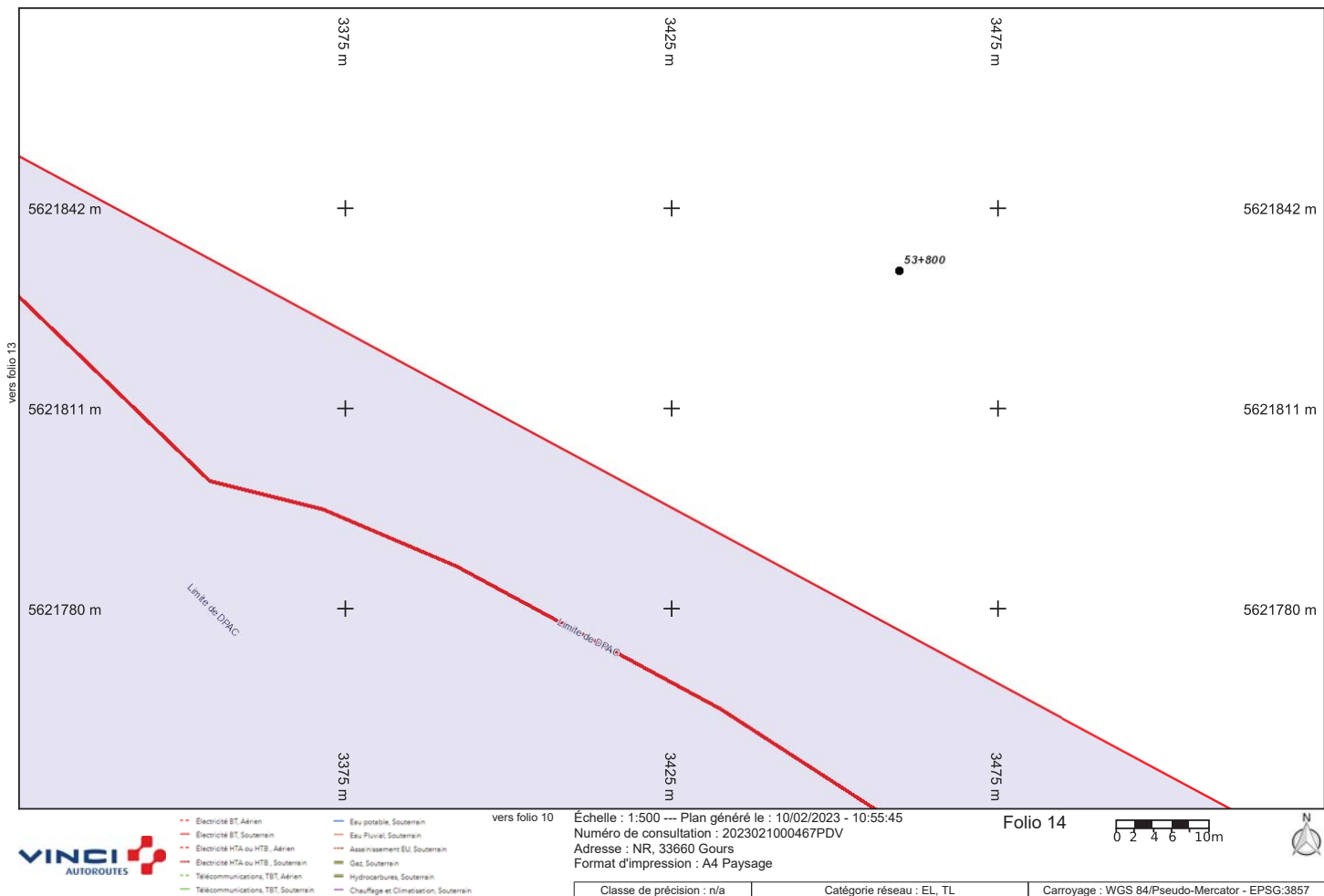


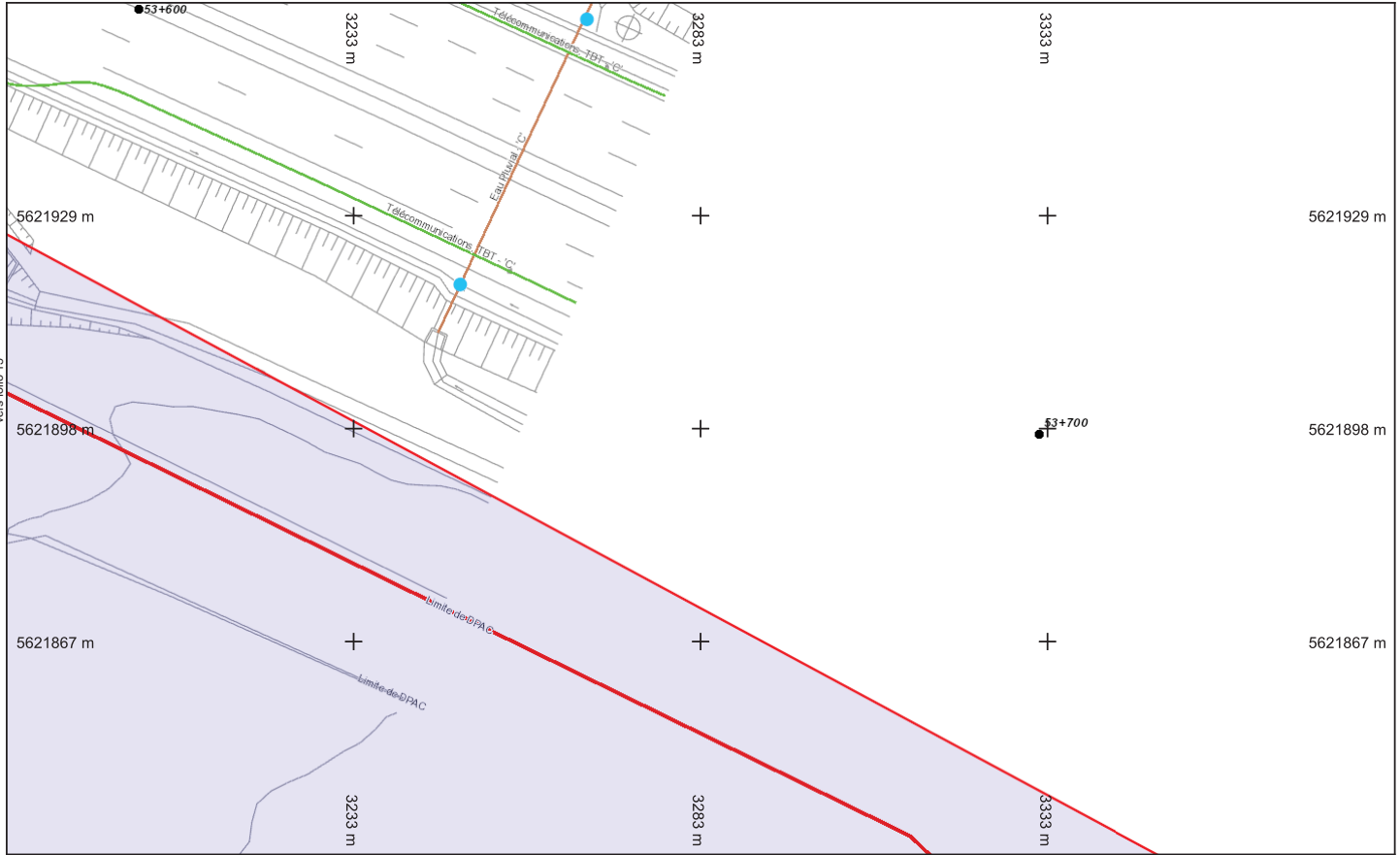












- Electricité BT, Aérien
- Electricité BT, Souterrain
- Electricité HTA ou HTB, Aérien
- Electricité HTA ou HTB, Souterrain
- Télécommunications, TBT, Aérien
- Télécommunications, TBT, Souterrain
- Eau potable, Souterrain
- Eau Pluvial, Souterrain
- Assainissement EU, Souterrain
- Gaz, Souterrain
- Hydrocarbures, Souterrain
- Chauffage et Climatisation, Souterrain

vers folio 13

Échelle : 1:500 --- Plan généré le : 10/02/2023 - 10:55:45
Numéro de consultation : 2023021000467PDV
Adresse : NR, 33660 Gours
Format d'impression : A4 Paysage

Folio 16

0 2 4 6 10m



Classe de précision : n/a

Catégorie réseau : EL, TL

Carroyage : WGS 84/Pseudo-Mercator - EPSG:3857



ANNEXE 11 BILAN CARBONE DES GRANULATS EN FRANCE (UNPG 2021)



Paris, le 25 octobre 2021

BILAN CARBONE DES GRANULATS EN FRANCE

SYNTHESE

Ce qu'il faut retenir

- Le bilan carbone des granulats en France est dominé par l'empreinte **du transport jusqu'au premier utilisateur** (54%), suivi par la **consommation des engins** et les **achats de biens et services**.
- Les carrières **valorisent les ressources minérales présentes sur les territoires au plus près de leur utilisation** : rendue chez le premier utilisateur, une tonne de granulat français représente **moins de 8 kg de CO₂ équivalent** (à titre de comparaison, une tonne de bois d'œuvre représente 36,6 kg CO₂eq. d'après l'ADEME).
- **La biomasse présente dans le sol** (terre végétale, zones humides) et **sur le sol** (végétation) des **carrières représente un stock de carbone évalué à 22,6 millions de tonnes de CO₂ équivalent**.

Les défis environnementaux auxquels l'humanité fait face n'ont cessé de se multiplier et de s'aggraver. Arrive en tête, la **crise climatique** provoquée par les excès de **gaz à effet de serre** (GES) libérés par les activités anthropiques. Rappelons que l'effet de serre est le processus naturel qui régule la température de l'atmosphère terrestre, qui est réchauffée par les rayonnements solaires, en étant pondérée par les propriétés physico-chimiques de certains gaz. Or, il ne fait plus guère de doute que le réchauffement des températures d'ici 2100, par rapport aux niveaux préindustriels dépassera l'objectif de l'accord de Paris si aucune action d'envergure n'est menée.

L'outil reconnu pour mesurer l'impact d'une activité par rapport à l'enjeu climatique est le **bilan carbone**. Il permet, suivant une méthodologie internationale, d'évaluer, sur une période donnée, toutes les **émissions de GES** liées à cette activité suivant trois périmètres conventionnels : scope 1 des émissions directes (carburants des engins principalement), scope 2 des émissions indirectes liées à l'électricité (largement décarbonée en France) et scope 3 des autres émissions indirectes (transport et services).

Les GES reconnus dans les accords internationaux sont **le dioxyde de carbone (CO₂)**, le méthane, le protoxyde d'azote et quatre gaz fluorés¹ ; le plus répandu, le CO₂ est devenu la référence (exprimée en tonne de CO₂ équivalent) dans laquelle sont convertis les autres gaz sur la base de leur potentiel de réchauffement global. Le bilan carbone permet donc d'étudier également la **vulnérabilité** d'une organisation ou d'une activité par rapport **aux énergies fossiles**.

Dans ce contexte, l'Union Nationale des Producteurs de Granulats a décidé de réaliser le bilan carbone pour l'ensemble des matériaux, roches meubles, roches massives et déchets inertes recyclés, depuis les sources de matières premières jusqu'au premier utilisateur, en se basant sur les enquêtes et données disponibles au sein de la profession. L'étude a été confiée à l'équipe DELOITTE qui avait déjà procédé, entre 2017 et 2019, à l'évaluation des indicateurs d'impact des granulats suivant la méthodologie de l'Analyse de Cycle de Vie (ACV). Rappelons que ces données, regroupées sous le nom de Modules d'Informations Environnementales (MIEs), sont disponibles sur le site de l'UNICEM (3 MIEs granulats et 1 MIE déchets inertes du BTP) et que six Fiches de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) de différents granulats sous bâtiment ont été publiées sur INIES en décembre 2019. Sur la base de ces données, DELOITTE a présenté son rapport final aux professionnels (webinaire UNPG du 17 février 2021).

¹ la vapeur d'eau représente, à elle seule, environ 60% de l'effet de serre naturel ; son évolution étant dominée par les phénomènes météorologiques, elle n'a pas été retenue dans les accords définissant les GES.

Hypothèses retenues pour le bilan carbone

L'année de **référence est 2014** pour la production de granulats. Les trois scopes ont été renseignés, hors certaines catégories non applicables ou exclues faute de données (utilisation et fin de vie des produits vendus, transport des visiteurs et des clients).

	Granulats 2014 (Mt)	Distance (km)	tonnes.kilomètres	%
Fluvial	19	98	1,83E+09	13%
Ferroviaire	11	208	2,36E+09	17%
Route	304	33	1,00E+10	71%
Total	334	-	1,42E+10	

Etat moyen des surfaces d'un site	Carrière de roches meubles	Carrière de roches massives
Utilisation des surfaces		
Nombre de sites en France	1300	1300
Surface découverte annuelle (ha/carrière)	1,50	0,52
Surface réaménagée annuelle (ha/carrière)	1,47	0,36
Surface réserves: agricoles	70%	70%
Surface réserves: forêts	10%	10%
Surface réserves: nature	20%	20%
Surface réaménagée: eau	51%	51%
Surface réaménagée: écologique	22%	22%
Surface réaménagée: forestier	12%	12%
Surface réaménagée: Agricole	11%	11%
Surface réaménagée: autre	4%	4%

Les analyses statistiques des transports sont celles de 2015 pour le fret fluvial et ferré, 2012 pour le transport routier, en considérant que les répartitions modales ainsi que les distances moyennes (cf. tableau ci-contre) restent identiques sur la période 2012-2015. Les facteurs d'émissions sont majoritairement ceux de la **Base carbone de l'ADEME** avec les spécificités énoncées dans le guide sectoriel de 2012 (durée de vie des matériels, amortissements).

Le poste « **biomasse** » (n°5, scope 1) a été évalué sur la base des surfaces autorisées et des proportions d'occupation des différentes surfaces (réserves, exploitation, découverte, réaménagement, ...) du tableau ci-contre. Aujourd'hui, en raison du manque de consensus dans la méthodologie de comptabilisation des flux de carbone de la biomasse, les résultats sont présentés séparément.

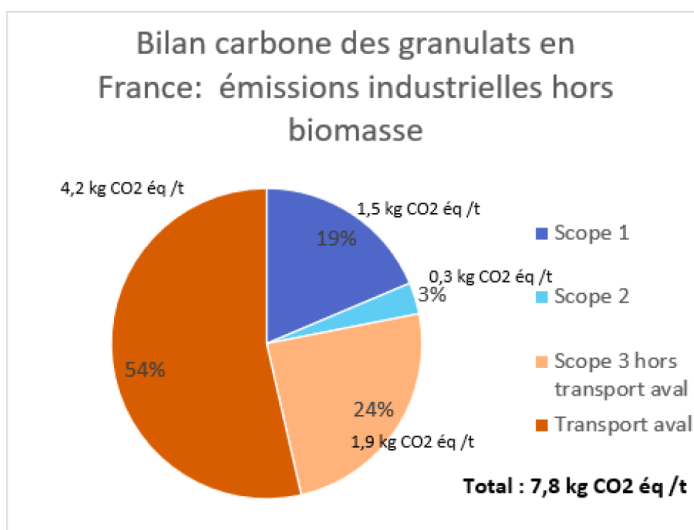
Résultats du bilan carbone

Hors émissions liées à la biomasse, les postes les plus émetteurs sont :

- le **transport aval** des granulats jusqu'au premier utilisateur (54%),
- la **consommation des engins** sur les sites (19%),
- les **achats de biens et services** (17%) dont la part immobilisée sur les sites de production (9%).

Le graphique ci-contre présente ces différents postes d'émission en valeur spécifique à la tonne de granulat. On remarque la **faible contribution de la consommation électrique (scope 2, 3%)**. Au total, l'empreinte CO₂ d'une tonne de granulat en France vaut un peu moins de 8 kg CO₂eq.

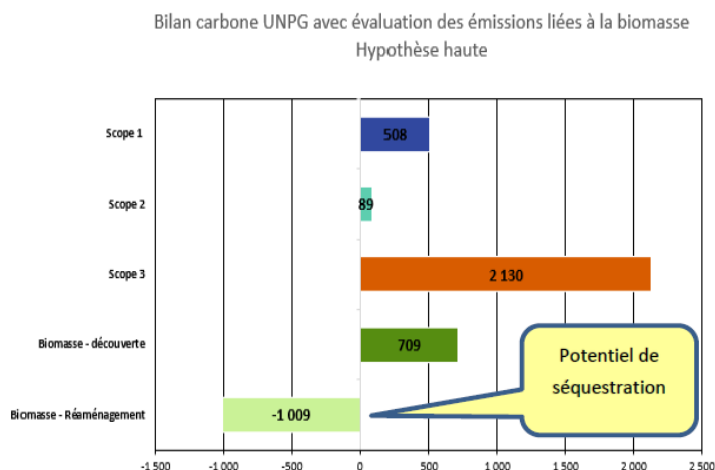
À titre de comparaison dans un périmètre équivalent, une tonne de bois d'œuvre représente 36,6 kg CO₂eq, une tonne de métaux ferreux issus de minerais, 2 211 kg CO₂eq ou 938 kg CO₂eq pour des métaux issus de recyclage (source [ADEME](#)).



Facteurs d'émissions/tonne	Issus de matières premières vierges	Issus de matières recyclées
Granulats	7,8 kg CO ₂ eq./t	
Bois d'œuvre	36,6 kg CO ₂ eq./t	
Cartons	390 kg CO ₂ eq./t	670 kg CO ₂ eq./t
Métaux ferreux	2 211 kg CO ₂ eq./t	938 kg CO ₂ eq./t
Cuivre	1 445 kg CO ₂ eq./t	1 304 kg CO ₂ eq./t

Naturellement, ces résultats nationaux peuvent être déclinés régionalement, en particulier en renseignant les répartitions locales des transports jusqu'au premier utilisateur.

Lorsqu'on prend en compte la biomasse, **les travaux de découverte** constituent une **émission** annuelle évaluée à environ 21% des émissions de GES. Celle-ci peut être **compensée plus ou moins en totalité par le flux en provenance des réaménagements sur une temporalité longue**. Mais l'affichage de ces flux n'est pas aisé puisque ces émissions interviennent différemment.



En effet si les flux liés aux opérations de découverte inhérentes à la vie d'une carrière (défrichage, découverte des terres végétales, mise en stock ou réemploi immédiat dans un réaménagement coordonné) peuvent être enregistrés de manière certaine en fonction de la nature des sols ; ceux des réaménagements (potentiel de séquestration par travaux agricoles, forestiers, zones humides, espaces naturels, ...) sont difficiles à situer dans le temps et variables en intensité puisque fonction des conditions locales d'exploitation.

Notons que les surfaces autorisées des carrières constituent un **stock de carbone**, homogène à la proportion occupée par les carrières sur le territoire métropolitain (0,04%) évalué à **22,6 millions de tonnes de CO₂ équivalent**. Les résultats de l'étude DELOITTE font l'objet d'une présentation sous forme d'un rapport accompagné d'un tableur pour analyses et simulations.

Quels leviers d'actions ?

Même si la décarbonation des flux concerne tous les domaines, la priorité d'actions s'affiche clairement avec les **carburants** consommés par les **véhicules de transport** puis par les **engins** sur les carrières. C'est pourquoi, quelques scénarios de substitution ont été préfigurés dans l'étude réalisée (biocarburants, gaz, ...). Une autre manière d'exprimer l'importance du transport dans l'empreinte carbone des granulats est de rappeler que les **carrières permettent de valoriser les ressources minérales présentes sur les territoires au plus près de leur utilisation**. Par exemple, en mettant à profit le tableur DELOITTE, on peut simuler qu'un éloignement de 10 km, représenterait un alourdissement de l'empreinte carbone de +16 %. On remarque par ce maillage que les carrières constituent des **opportunités pour les acteurs de la transition énergétique** avec lesquels les actions de décarbonation doivent être coconstruites (stockage, logistique, ...).

Organisme représentatif de ce secteur des matériaux, l'Union Nationale des Producteurs de Granulats – UNPG – fédère plus de 1 300 entreprises productrices de granulats, c'est-à-dire des sables et des graviers, pour alimenter le secteur du bâtiment et des travaux publics. Éléments de base le plus souvent cachés de la construction et des aménagements, les granulats sont issus d'environ 2 100 carrières réparties sur tout le territoire national en fonction de la géologie française et d'environ 1 200 plateformes de recyclage des déchets inertes des industries et du BTP.



ANNEXE 12 PLAN GESTION DES DECHETS – MOULIN NEUF

2022

PLAN DE GESTION DE DECHETS D'EXTRACTION Carrière de Moulin Neuf

Document qui sera repris et
adapté pour le site de Gours



PREAMBULE

L'Arrêté Préfectoral n°PELREG-2017-07-21 du 31 juillet 2017 actuellement en vigueur autorise la S.A. Carrières de Thiviers à exploiter une carrière à ciel ouvert de graves et une installation de traitement des matériaux sur le territoire sur la commune de MOULIN NEUF aux lieux-dits « Les Bouygeas », « Gorre » et « Claud Vieux ».

Dans le cadre de cette autorisation, la surface globale s'élève à 57 ha 98 a 29 ca. Le périmètre extractible sur lequel porte l'extraction de matériaux représente 50 ha 80 a 12ca pour un gisement total de 230 000m³.

Le tonnage maximal annuel de matériaux à extraire est de 135 000 tonnes et l'installation du site est autorisée à traiter une quantité maximum de 220 000 tonnes annuellement, comprenant des apports de matériaux extérieurs de même nature.

Le plan de gestion des déchets d'extraction est mis à jour tous les 5ans.

.

SOMMAIRE

PREAMBULE.....	2
A. CONTEXTE REGLEMENTAIRE.....	4
B. DESCRIPTION DES ACTIVITES.....	5
B.1. DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION	5
B.2. CARACTERISATION ET QUANTIFICATION DES DECHETS PRODUITS.....	9
B.3. MODALITES DE GESTION DES DECHETS INERTES	9
C. INCIDENCES POTENTIELLES SUR L'ENVIRONNEMENT	10
D. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DES ZONES DE STOCKAGE DE DECHETS.....	11
E. TABLEAU DE SYNTHESE DE LA GESTION DES DECHETS D'EXTRACTION	13

A. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

Le présent dossier constitue le Plan de Gestion des Déchets d'Extraction établi en application de l'article 16bis de l'arrêté du 22 septembre 1994, modifié par l'arrêté du 24 avril 2017, dont un extrait est fourni ci-après :

Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et de traitement des minéraux.

Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :

- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;
- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;
- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;
- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ;
- les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction.

Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.

B. DESCRIPTION DES ACTIVITES

B.1. DESCRIPTION DE L'EXPLOITATION

Le principe d'exploitation du site s'effectue à ciel ouvert successivement par :

- Une opération de découverte : la terre végétale et les niveaux argileux plus ou moins sableux sont décapés, une partie sert à l'édification de merlons et le reste est utilisé directement pour la remise en état.
- Une extraction en fouille partiellement noyée au moyen d'une pelle hydraulique. Les sables et les graviers extraits sont provisoirement stockés en tas afin de sécher.
- Une reprise et un transport vers les installations de traitement
- Un traitement des matériaux : concassage, criblage. L'eau est seulement utilisée pour le lavage des matériaux.

Les matériaux produits sont stockés à proximité immédiate de l'installation de traitement ainsi que sur l'aire située à l'Ouest du site.

Le traitement des matériaux est réalisé par l'intermédiaire d'une installation de lavage-concassage-criblage, destinée à l'élaboration de granulats de type sables et graviers.

Les opérations de lavage impliquent un circuit d'eau de lavage, basé sur un recyclage. Ce circuit est destiné à séparer les matériaux valorisés (sable, graviers et galets) de leur matrice argileuse fine non exploitable qui représente environ 10 % du matériau brut.

Après séparation, cette matrice est envoyée sous une forme boueuse dans un 1^{er} bassin de décantation. Les eaux chargées s'acheminent ensuite gravitairement vers plusieurs bassins successifs où elles décantent naturellement. L'eau claire du dernier bassin est pompée et réutilisée dans l'installation.

Les bassins utilisés sont issus de travaux d'extraction précédents.

Il est à souligner que ce circuit ne met en oeuvre aucun produit de floculation.

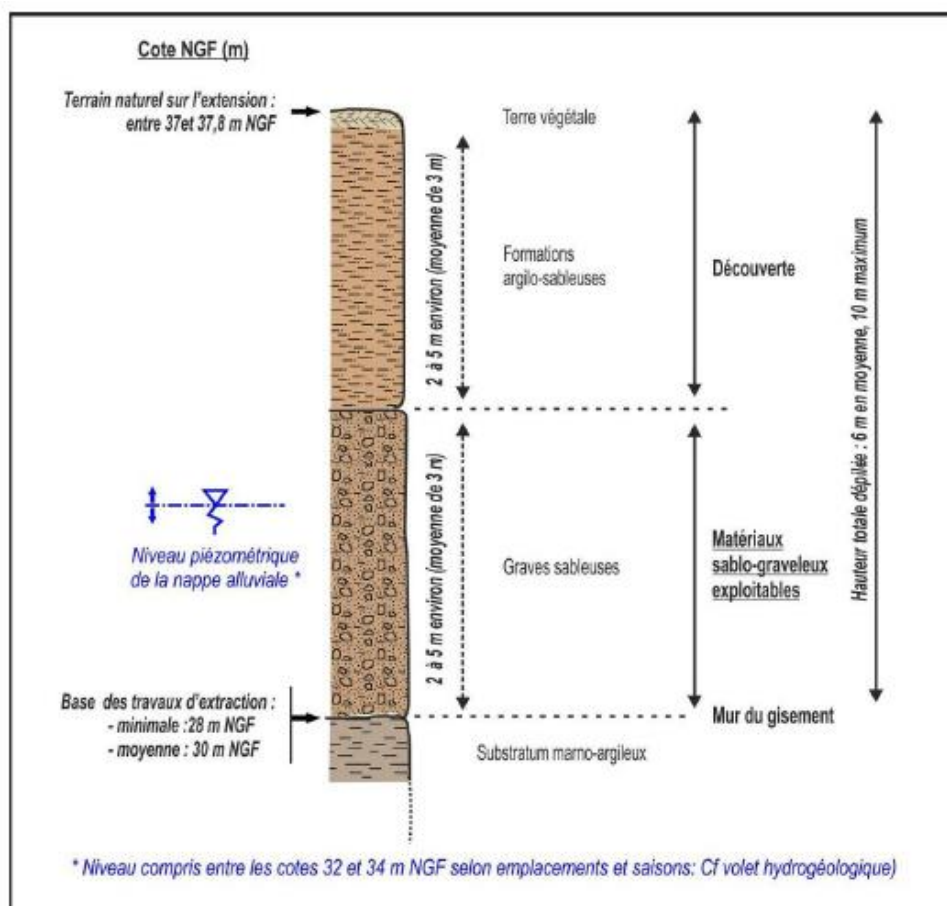


Fig 1 : Coupe du gisement

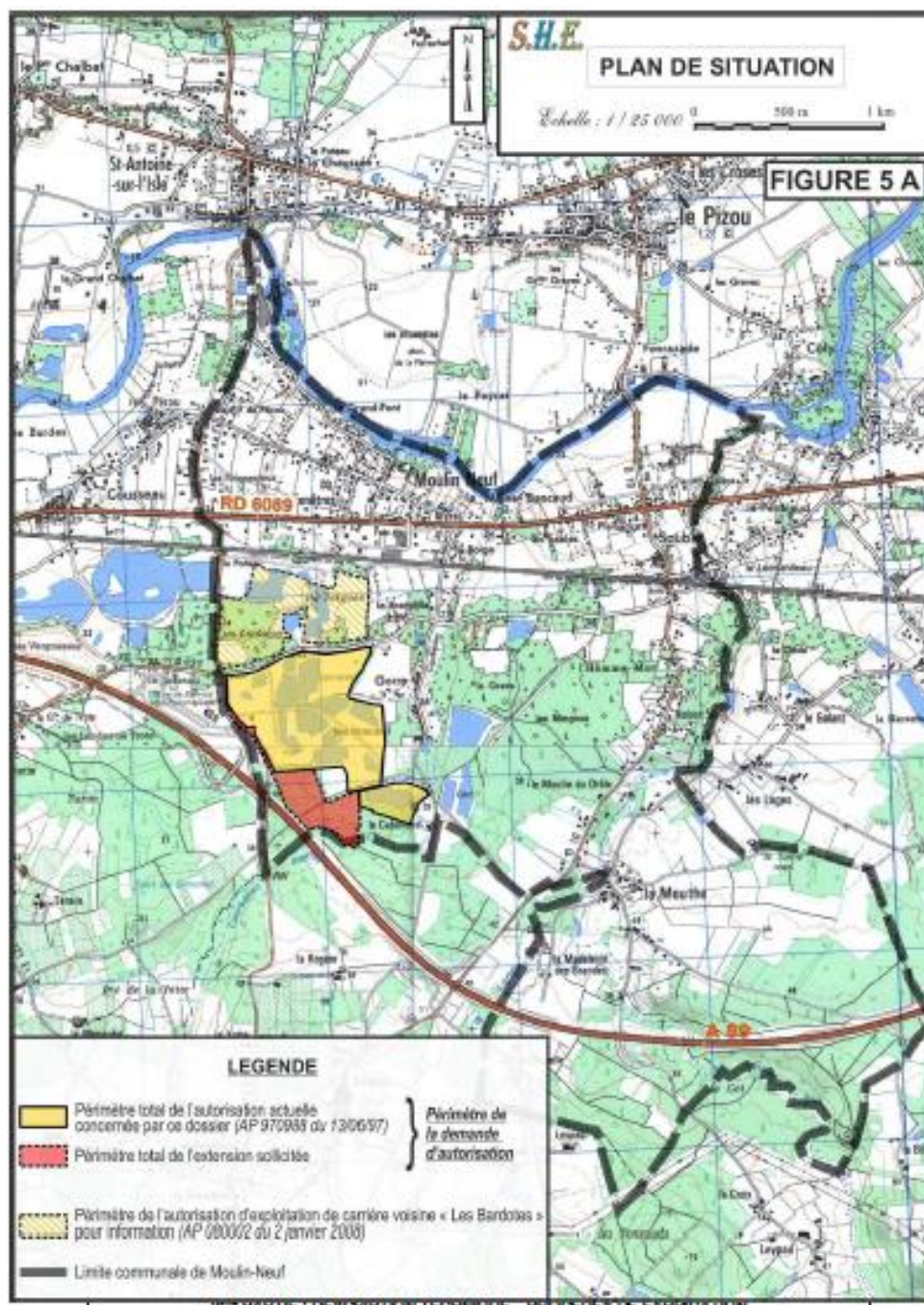


Fig 2 : Périmètre du site de Moulin Neuf

L'exploitation se décompose en 3 phases (1A, 1B et 2).

En 2022, l'exploitation est en phase 1B, le plan est présenté en suivant et permet de situer l'avancement de la zone d'extraction et de la remise en état pour cette phase.

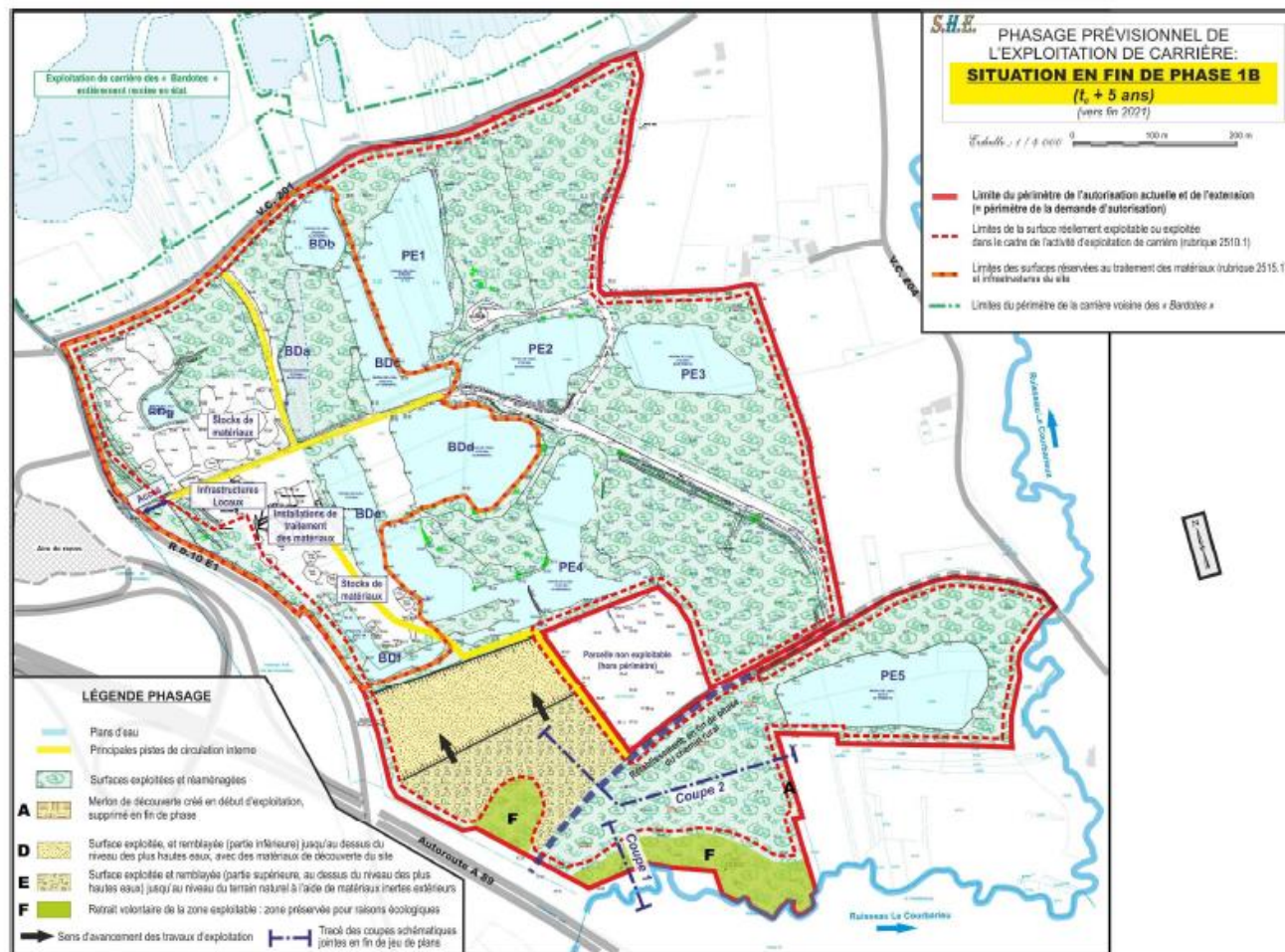


Fig 3 : Plan phase 1B

B.2. CARACTERISATION ET QUANTIFICATION DES DECHETS PRODUITS

B.2.1. DECHETS INERTES

La majeure partie des déchets générés par l'exploitation est constituée par des déchets inertes correspondant aux matériaux minéraux en place dans le substratum exploité et non commercialisables.

Les matériaux exploités sont des calcaires beiges cryptocristallins, plus ou moins crayeux, alternant avec des calcaires oolithiques et bioclastiques. Ils sont coiffés par une fine couche de terre végétale, de l'ordre de 20 cm, qui recouvre une couche d'altération superficielle. Le tout, forme une épaisseur de l'ordre de 1 m au maximum à l'échelle des fronts de taille, représente la découverte du gisement exploité.

A l'affleurement, les fronts de taille montrent localement des axes de fracturation, qui se traduisent par des zones altérées, souvent argileuses.

B.2.2. AUTRES DECHETS D'EXTRACTION

Les autres déchets produits sur le site ne sont pas spécifiquement liés à l'activité d'extraction. Il s'agit donc de :

- pièces d'usure, huiles usagées, filtres à huiles et à gasoil, chiffons souillés et emballages vides (codes 13 02 05*, 13 02 06*, 15 01 10*, 15 02 02*, 15 02 03, 16 01 07*) produits en quantité limitée (<5t/an) ;
- papier, plastique, emballages (codes 20 01 01 et 20 03 01), produits en quantité limitée

Ces déchets sont collectés régulièrement dans le cadre de filières appropriées :

- enlèvement par un prestataire agréé pour les déchets d'entretien,
- enlèvement dans le cadre de la collecte des déchets ménagers et assimilés pour les déchets administratifs.

B.3. MODALITES DE GESTION DES DECHETS INERTES

Les matériaux de décapage sont pris sélectivement à la pelle hydraulique, déposés soit sous forme de merlons, disposés en périphérie du site, soit pour la majeure partie, directement réutilisés dans le cadre du réaménagement coordonné.

Afin de limiter le temps de mise en dépôt temporaire de la terre de découverte, les merlons de protection sont rabattus dès que possible et régalez sur les secteurs à remblayer.

La hauteur des stocks de terre végétale sera limitée.

C. INCIDENCES POTENTIELLES SUR L'ENVIRONNEMENT

Le tableau suivant présente les impacts potentiels sur l'environnement et sur la santé humaine en fonction des types de stockage présents sur le site.

Type de stockage	Impact potentiel	Mesures préventives et procédures de contrôle et de surveillance éventuelles
Stockage des terres non polluées (découverte et stériles)	Pollution des eaux de ruissellement par les fines et les matières en suspension	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi piézométrique selon AP - Végétalisation progressive
	Dégradation du paysage	<ul style="list-style-type: none"> - Hauteur des merlons de stériles de découverte limitée - Stocks temporaires (remise en état simultanée à l'exploitation)
	Effondrement des stocks sur des personnes	<ul style="list-style-type: none"> - Utilisation progressive des stériles de découverte lors de l'exploitation - Pente des stocks de 1/1 maximum - Accès au site interdit en dehors des heures d'ouverture - Zones dangereuses clôturées et présence de panneaux de danger.
	Pollution de l'air	<ul style="list-style-type: none"> - Arrosage des pistes - Recouvrement végétal progressif du stockage

D. CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DES ZONES DE STOCKAGE DE DECHETS

La remise en état des zones de stockage des matériaux de découverte fait partie intégrante du projet d'exploitation et a été présenté dans le dossier de demande d'autorisation. Les terres de découverte et les matériaux stériles, objet du présent dossier, seront intégralement utilisés pour la remise en état du site.

Site		<i>Gravière de MOULIN NEUF</i>		
Activité		Extraction de sables et graviers		
Roches concernées		Découverte	<i>Terre végétale</i> <i>Terres argilo-sableuses</i>	
		Gisement	<i>Sables et graviers alluvionnaires</i>	
Code déchet	Nature (solide, liquide, boueux...)	Origine (découverte, extraction, traitement...)	Quantité totale estimée sur la durée d'exploitation	Identification du stockage (merlons, dépôt de surface, bassins...)
Terres non polluées	<i>Terre végétale</i>	<i>Découverte</i>	<i>15 000 m³ sur les 8 années de l'autorisation</i>	<i>Merlons</i> <i>Utilisées directement pour la remise en état du site (régalage en couche finale).</i>
01 01 02 Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères	<i>Sables argileux</i>	<i>Découverte</i>	<i>215 000 m³ sur les 8 années de l'autorisation</i>	<i>Utilisées directement pour la remise en état du site (remblaiement des zones d'extraction).</i>
01 04 12 Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07* et 01 04 11*	<i>Boues sableuses</i>	<i>Traitement</i>	<i>40 000 m³ sur les 8 années de l'autorisation</i>	<i>Utilisées directement pour la remise en état du site par remblaiement progressifs des bassins dédiés à la décantation et issus de travaux d'extraction antérieurs.</i>

Le plan de réaménagement du site est présenté ci-après.

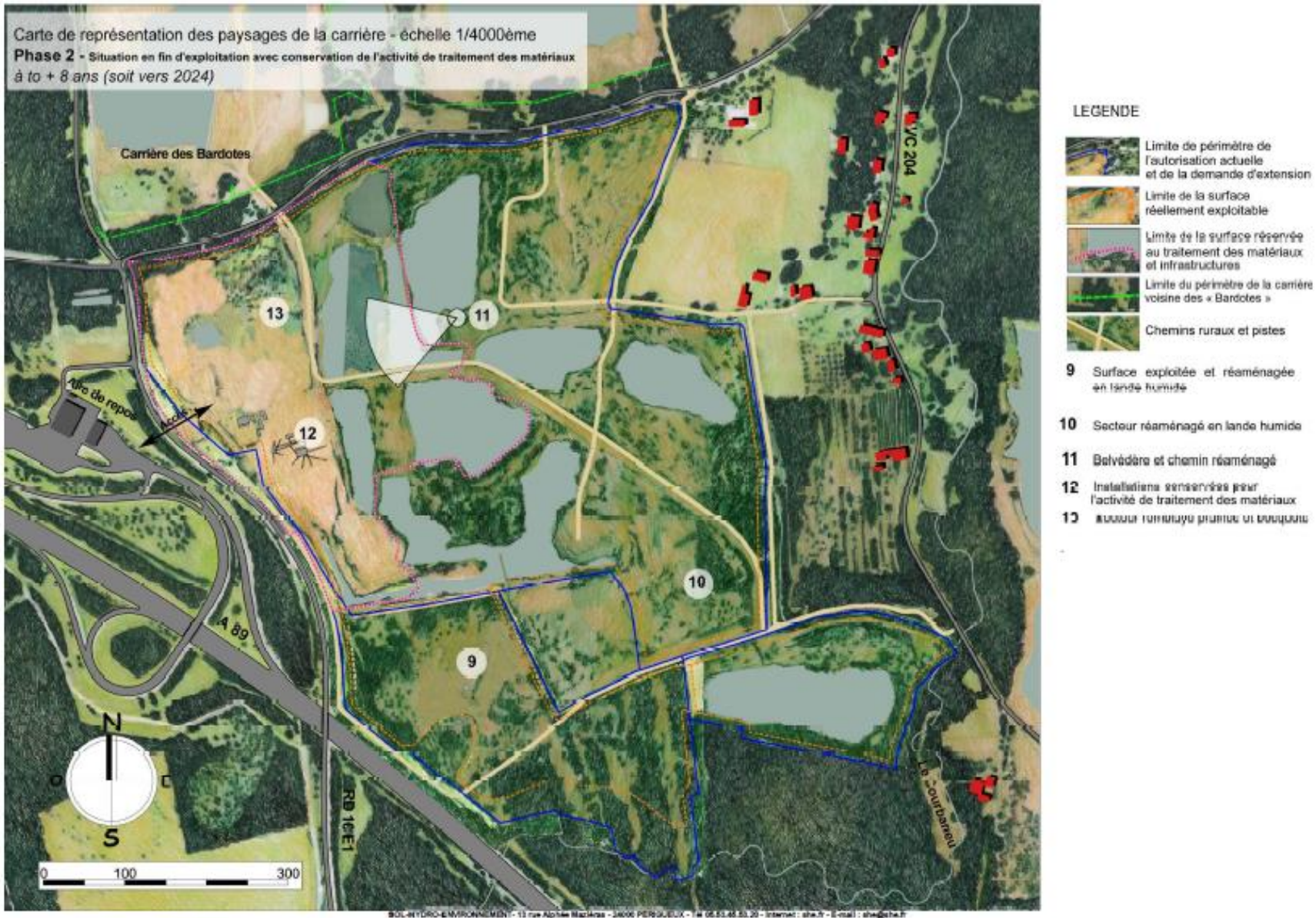
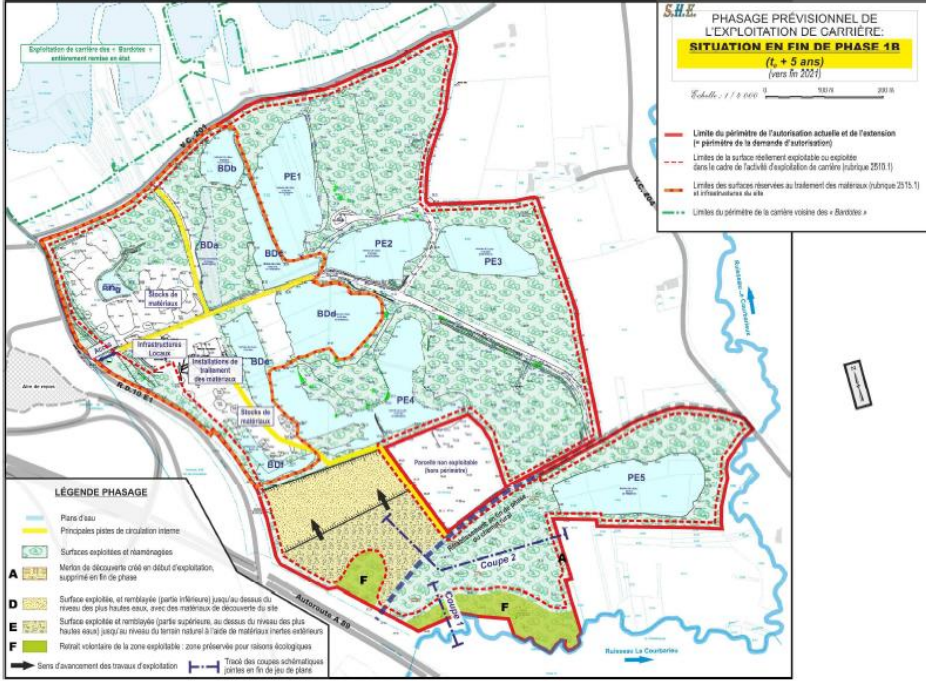


Fig 4 : Plan de remise en état finale

E. TABLEAU DE SYNTHÈSE DE LA GESTION DES DECHETS D'EXTRACTION

STOCKAGE DES TERRES DE DECOUVERTE ET DES STERILES			Site : Moulin Neuf	Date : Octobre 2022
Stockage	Dépôt de surface composé de matériaux de découverte et des stériles			
Codes déchet / Désignation nomenclature	Terres non polluées 01 01 02 : Déchets provenant de l'extraction des minéraux non métallifères*- sable argileux 01 04 12 : Stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux, autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07* et 01 04 11*- boue sableuse			
Caractéristiques	La découverte est constituée de terre de végétale et de sable argileux.			
Exploitation générant le déchet	La découverte est extraite à la pelle mécanique.			
Quantités stockées	Jusqu'à la fin de l'AP : 270 000 m³ (utilisées directement pour le réaménagement)			
Durée maximale de stockage	Durée d'autorisation de la carrière de 8 ans suivant AP du 31/07/2017.			
Traitement ultérieur	Merlon en limite d'emprise Utilisation pour la remise en état du site			
Stabilité du stockage	Pas de risque d'instabilité (pente de stabilité du matériau respectée)			
				
ENVIRONNEMENT ET SANTE	Eau	Sol	Air	Santé
Impacts potentiels	Faible : MES (lessivage par les eaux de ruissellement)	Aucune. Les déchets sont de même nature que le fond géochimique.	Négligeable : extraction en eau	Néant. Les risques d'émission de poussières et d'altération de qualité des eaux sont négligeables.
Moyens de prévention pour réduire les impacts	Végétalisation naturelle Ecoulement des eaux dans les fosses	Respect de la pente de stabilité naturelle des matériaux	Recouvrement végétal du stockage. Arrosage des pistes	Néant
Procédure de contrôle et de surveillance	Suivi piézométrique selon AP	Relevé du géomètre	Néant	Dans le cadre de la surveillance environnementale globale du site.
Etude complémentaire	Cf. étude d'impact	Sans objet	Sans objet	Sans objet



artifex

SAS CLIMAX INGENIERIE
4 rue Jean le Rond d'Alembert
81000 Albi
Tél. : 05 63 48 10 33 - contact@artifex-conseil.fr - RCS 502 363 948
www.artifex-conseil.fr

